

LES
SALARIÉS ÉTRANGERS
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le vendredi 30 juin 1911, à 4 heures

PAR

Maurice DIDION

Président : M. CHRÉTIEN, professeur

Suffragants { *MM. GARNIER, professeur*
RENARD, chargé de cours.

PARIS (V^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

LES
SALARIÉS ÉTRANGERS
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le vendredi 30 juin 1911, à 4 heures

PAR

Maurice DIDION

Président : M. CHRÉTIEN, professeur

Suffragants { MM. GARNIER, professeur
RENARD, chargé de cours



PARIS (V^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

1911

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. BINET, I. .

Doyen honoraire : M. BLONDEL, , I. .

Doyen honoraire et Professeur honoraire : M. LEDERLIN, , I. .

MM. BLONDEL, , I. , Professeur de Code civil.

BINET, I. , Professeur de Code civil et chargé du Cours d'enregistrement, Doyen.

GARNIER, I. , Professeur d'Économie politique et chargé du Cours de Législation financière.

BEAUCHET, I. , Professeur de Procédure civile, chargé du Cours de procédure civile (Voies d'exécution), et chargé du Cours de Législation et Économie coloniales.

BOURCART, , I. , Professeur de Droit commercial et chargé d'un Cours de Droit commercial (Licence).

GAVET, I. , Professeur d'Histoire de Droit, chargé du Cours d'Histoire du Droit privé et du cours d'histoire du droit et des institutions juridiques de l'Est.

CHRÉTIEN, I. , Professeur de Droit international public et privé, et chargé du Cours de Droit international public (Doctorat).

CARRÉ DE MALBERG, I. , Professeur de Droit public et constitutionnel, et chargé des Cours de Droit public (Licence) et de Droit public et Droit constitutionnel comparé (Doctorat).

GÉNY, I. , Professeur de Code civil et chargé du Cours de Droit civil approfondi (Doctorat).

MICHON, I. , Professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit public et du Cours de Pandectes.

BROCARD, A. , Professeur-adjoint et chargé d'un Cours d'Économie politique (Licence), d'un Cours d'Économie politique (Doctorat) et du Cours d'Histoire des Doctrines économiques.

ROLLAND, Professeur de Droit administratif (Licence), d'un Cours de Droit administratif (Doctorat) et d'un Cours d'Éléments de Droit public et administratif (Capacité).

SENN, Professeur de Droit romain et chargé d'un Cours de Législation industrielle (Licence).

NAST, Agrégé, chargé du Cours de Droit criminel et du Cours de Droit naturel.

SIMONNET, A. , Docteur en Droit, chargé d'un Cours d'Éléments de Droit civil (Capacité).

RENARD, A. , Docteur en Droit, chargé d'un Cours d'Éléments de Droit civil (Capacité).

MELIN, A. , Docteur en Droit, chargé du Cours de Science sociale.

ROVEL, I. , Docteur en Droit, Secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

INTRODUCTION

L'IMMIGRATION EN FRANCE

M. Didion

I



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE SECTION

STATISTIQUES

A l'heure actuelle, un phénomène existe dans les pays civilisés. C'est la mobilisation croissante de la main-d'œuvre ouvrière. De quelque façon qu'on le juge, ce phénomène, ce déplacement de la main-d'œuvre a pour premier résultat de créer dans les pays où il se produit des conflits avec la main-d'œuvre nationale.

Nulle part, la chose n'est plus frappante qu'en France où le nombre des ouvriers étrangers s'est considérablement accru dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Il y avait en France :

En 1851...	379.289 étrangers	ou 1,06 par 100 habitants
En 1861...	566.381	— ou 1,35 par 100 —
En 1866...	655.036	— ou 1,72 par 100 —
En 1872...	730.844	— ou 2,03 par 100 —

L'émigration, dit M. Pradon, dans un rapport à la Chambre des députés, le 2 février 1888, suit, en France,

une progression constante bien plus rapide que celle de la population nationale.

En 1872: la France comptait 35.362.253 Français pour 730.844 étrangers ou 2,03 0/0.

En 1876, 36.104.034 Français pour 801.754 étrangers.

En 1881, 36.404.200 Français pour 1.001.090 étrangers ou 2,66 0/0.

En 1886 37.103.689 Français pour 1.115.214 étrangers ou 3 0/0 habitants.

Et le rapporteur ajoute : « Que ces chiffres sont inférieurs à la réalité et qu'on resterait encore en dessous de cette réalité en doublant les chiffres officiels (1). »

Cependant, si nous continuons à comparer le nombre des Français et des étrangers, nous voyons qu'il est :

En 1896 de: 38.517.332 Français pour 1.051.907 étrangers ou 2,75 par 100 habitants.

En 1901 de: 38.961.945 Français (2) pour 1.032.871 étrangers (3) ou 2,69 par 100 habitants.

En 1906 de: 39.252.245 Français (4) pour: 1.009.415 étrangers ou 2,67 par 100 habitants.

Il semble bien, en lisant ces chiffres, qu'il y ait non

1. *J. off.*, 1888. Doc. parl. Chambre, annexe n° 2364, p. 178.

2. *Annuaire statistique de la France*.

3. Résultats statistiques du recensement de 1901. Imp. nationale.

4. *J. off.*, 6 janvier 1907.

seulement un arrêt dans la progression du nombre des étrangers recensés en France, mais ensuite une diminution continue. Ce sont les effets de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité. Cette loi a imposé la qualité de Français, sans faculté d'option ou de répudiation, à des catégories d'étrangers qui, autrefois, résidaient en France, parfois depuis plusieurs générations, sans supporter la charge du service militaire.

Mais cette diminution n'est qu'apparente : en fait il y a un afflux de main-d'œuvre étrangère en France : c'est ce qui ressort clairement de la réalité.

Voyons maintenant la manière dont ces étrangers sont répartis à la surface de la France.

En 1907, les départements contenant le plus d'étrangers vivant de leur travail étaient :

Le Nord.....	191.678
La Seine.....	153.647
Les Bouches-du-Rhône.....	123.497
Les Alpes-Maritimes.....	93.554
Le Var.....	47.475
Meurthe-et-Moselle	44.595
Pas-de-Calais.....	21.436
Ardennes.....	21.401
Seine-et-Oise.....	18.149
Basses-Pyrénées.....	17.273
Hérault	16.263
Doubs.....	12.117
Oise	11.984

Isère.....	11.655
Pyrénées-Orientales.....	11.391
Savoie.....	10.909
Marne.....	10.548
Corse.....	10.474
Haute-Savoie.....	10.147 (1).

C'est donc, on le voit, dans une dizaine de départements frontières qu'est disséminée la grosse partie des travailleurs étrangers établis en France.

Parmi les départements où le nombre des étrangers est le plus grand par rapport aux habitants, citons :

Alpes-Maritimes.....	28,5 0/0 de la population
Bouches-du-Rhône.....	15 0/0
Nord.....	11 0/0
Belfort (territoire de)...	10 0/0
Meurthe-et-Moselle.....	7,7 0/0
Ardennes.....	6,6 0/0
Seine et Pyrénées-Orientales.....	5,2 0/0 (2).

Sur 100 étrangers, d'une manière générale, on compte un tiers d'ouvriers (32 0/0). Mais si l'on recherche la valeur de cette proportion dans chacun des départements que nous venons de citer, on constate de très fortes différences de région à région. C'est dans les

1. Rapport du ministère de l'Intérieur. *J. off.*, 6 janvier 1907, p. 117.

2. *Économiste français*, année 1907, p. 223.

départements agricoles de l'Ouest : dans ceux du Centre — où, d'ailleurs, l'élément étranger est peu important — que l'on trouve le moins d'ouvriers dans la population étrangère.

Dans la Sarthe, Deux-Sèvres, Dordogne, Lot, Lozère, Landes on compte de 6 à 10 ouvriers sur 100 étrangers.

Au contraire, la proportion dépasse 30 0/0 dans toute la région nord-est, sud-est, et dans les provinces du midi, c'est-à-dire dans les régions à forte population étrangère. Elle dépasse 40 0/0 dans les départements de l'Oise, Seine-et-Marne, Aube, Jura, Loire, Isère, Var, Aude.

On voit, d'après cette répartition, que les ouvriers étrangers ne s'éloignent en général pas beaucoup des frontières (1).

Les 1.009.415 étrangers recensés en France en 1906 appartiennent aux nationalités les plus diverses.

Belges.....	323.360 en 1901
	395.498 en 1896
Allemands.....	89.772 en 1901
	90.746 en 1896
Espagnols.....	80.425
Suisses.....	72.042
Anglais.....	36.948
Luxembourgeois....	21.999

1. *Bulletin de l'office du travail*, année 1894, p. 245.

Russes.....	16.061
Américains	10.017
	(autres que ceux des Etats-Unis)
Autrichiens.....	9.790
Hollandais.....	6.615
États-Unis.....	6.155
Roumains, Serbes,	
Bulgares.....	5.200
Suédois.....	1.224
Africains.....	1.150
Danois	850
Portugais.....	719

L'élément italien comptait 330.465 individus en 1907 alors qu'en 1896 il n'en comptait que 291.886 disséminés, comme nous l'avons dit, dans une dizaine de départements frontières (1).

La population active, c'est-à-dire l'ensemble des étrangers résidant en France qui exerçaient une profession rémunérée à la date du dernier recensement (4 mars 1906), s'élevait à 600.000 individus salariés, soit 3,04 0/0 de la population active totale de la France. Ces chiffres ne comprennent pas les étrangers travaillant en France sans y résider, les ouvriers très nombreux sur nos frontières, en particulier sur la frontière belge, qui viennent le matin travailler en France et qui retournent le soir dans leur pays.

La proportion des étrangers exerçant en France une profession par rapport au nombre des étrangers qui y

1. *Économiste français*, 1907, p. 223.

résident est de 58,7 0/0. Cette proportion varie avec les nationalités. Elle est de :

70,2	0/0	pour les Autrichiens
67,9	0/0	pour les Luxembourgeois
66	0/0	pour les Suisses
65,6	0/0	pour les Allemands
63	0/0	pour les Italiens.
58	0/0	pour les Espagnols
56,5	0/0	pour les Belges
40,1	0/0	pour les Anglais.

L'étranger, en outre, nous envoie beaucoup plus d'hommes que de femmes et, en général, des célibataires masculins. De plus, pour les deux sexes, ce sont les individus de vingt à soixante ans qui sont les plus nombreux parmi les immigrants.

C'est donc dans la période active de leur existence que ces étrangers arrivent en France (1).

Nous ne saurions mieux terminer l'énumération de ces quelques documents statistiques, sans donner quelques renseignements sur le département de Meurthe-et-Moselle.

En 1896 le recensement accusait 465.459 personnes.

En 1901 il donnait 483.840 personnes présentes, soit une augmentation de 18.831 ou 3,95 par 100 habitants.

1. *Économiste français*, 1907, p. 223.

Or, comme le nombre des Français nés dans le département a diminué :

296.120 en 1901 au lieu de 308.397 en 1896

l'accroissement constaté viendrait d'un afflux de Français venus d'autres départements et d'une légère augmentation du nombre des étrangers : ceux-ci passant de :

33.956 en 1896 à 36.984 en 1901

Les Allemands sont les plus nombreux :

17.136 en 1896 à 17.262 en 1901

Les Belges diminuent :

8.533 en 1896 à 3.687 en 1901

Les Luxembourgeois de même :

3.967 en 1896 à 3.687 en 1901

Les Italiens ont augmenté :

2.563 en 1896 à 6.281 en 1901 (2).

Cette augmentation des salariés étrangers dans le département est consécutive au grand développement industriel de la région, et ce sont les Allemands, les Belges, les Luxembourgeois et les Italiens qui, dans le commerce et l'industrie, sont presque exclusivement représentés en Meurthe-et-Moselle.

1. Résultats statistiques de la France, 1901, *op. cit.*

SECTION II

CAUSES DE CETTE IMMIGRATION

1^o *Économiques*. — La France a, au regard des autres nations, une population peu nombreuse et dont l'accroissement est très lent.

Ainsi en 1801 :

La France avait.....	27.000.000 d'habitants
L'Angleterre.....	16.000.000
L'Allemagne.....	25.000.000

En 1901 :

La France avait.....	38.500.000
L'Angleterre.....	39.500.000
L'Allemagne.....	52.000.000

De plus, la densité de la population y est très faible. Elle est de 71 habitants par kilomètre carré, tandis que pour l'Allemagne elle est de 80, pour l'Italie de 100, pour la Grande-Bretagne de 110, pour les Pays-Bas de 120, pour la Belgique de 200 habitants par kilomètre carré.

La France a peu d'habitants et possède beaucoup de capitaux : c'est un pays riche. L'Italie a beaucoup d'hommes et peu de capitaux. La Belgique est riche mais possède beaucoup d'habitants. L'Espagne est peu peuplée mais peu riche.

Donc, d'un côté, un pays très riche et peu peuplé ; de l'autre une ceinture de pays encombrés et d'une rémunération modeste. La conséquence est que le niveau tend à s'établir car, dans les pays de grande densité et de forte natalité comme l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, il se produit chaque année un excès de population qui, ne trouvant sur place l'emploi de ses bras, est disposé à aller le chercher à l'étranger.

2° *Morales*. — Alors que le Français manque d'esprit migrateur, de nombreux étrangers insoucians ou poussés par l'amour de la nouveauté émigrent chez lui. Ils se livrent en France aux travaux trop durs ou trop grossiers qui ne sont plus exécutés par des Français, mais ne leur répugnent pas à eux. Ils sont manœuvres, balayeurs des rues dans les grandes villes, employés dans les huileries du Midi, les filatures et les raffineries du Nord.

Les Français ne veulent plus de ces tâches pénibles et rebutantes : ce sont des Belges, des Italiens, parfois même des Allemands qui exécutent toutes ces besognes infimes mais essentielles de la civilisation. A Paris,

dans le service des égouts, la moitié au moins des ouvriers sont Italiens (1). Aussi, a-t-on dit avec raison de tous ces immigrants, qu'ils étaient « un demi-million de serviteurs pour la France » (2).

Ce qui attire encore les ouvriers étrangers, ce sont : les salaires qu'ils gagnent, en général plus élevés que chez eux, et sur lesquels ils trouvent à épargner (exemple les Italiens), alors que nos ouvriers nationaux, difficiles et désireux de bien-être, les trouvent à peine convenables. Le renom d'hospitalité de la France, sa situation et son climat, non moins que sa richesse en capitaux, et cette pauvreté en hommes que nous avons déjà signalée.

1. *Bulletin hebdomadaire des statistiques municipales de Paris*, 1883.

2. Leroy-Beaulieu, Clunet, 1888, p. 169.

SECTION III

AVANTAGES

Autrefois les rois de France faisaient venir, avec de grandes difficultés, les verriers vénitiens, les tisserands hollandais, tous les ouvriers étrangers susceptibles d'introduire en France une industrie inconnue avant eux ou qu'ils étaient capables de perfectionner.

De nos jours, l'afflux des ouvriers fait que certains d'entre eux nous apportent des procédés de travail nouveaux (chimie, électricité), nous enseignent des travaux que les Français ne savent pas faire (les Italiens, ouvriers en perles à Lyon).

Ils font même, en général, les travaux que des Français ne veulent pas faire : dans les grandes villes, les métiers avilissants : dans les départements, les tâches pénibles, les rudes travaux industriels (les démolitions réservées aux Belges, les terrassements aux Piémontais, les verreries, par exemple, celles de Rives-de-Giers, où seuls de jeunes Italiens sont employés). Sans les ouvriers étrangers, il n'y aurait plus en France de moissons, plus de vendanges et, comme les gros

travaux sont pour eux, et les travaux relevés pour les Français, on peut dire qu' « en vérité ce sont les étrangers qui améliorent le sort des ouvriers français » (1).

Autre avantage: ces étrangers venus du dehors, ce sont des ouvriers tout faits dont l'enfance n'a rien coûté et dont le travail est livré à des prix très favorables aux patrons. Quel est le Français, terrassier ou travailleur agricole, qui se contenterait de 2 francs par jour ? Il est certain que le travail donné en échange apportera à la France plus de profit que si elle avait gardé pour ses nationaux la somme dépensée.

Enfin, grâce à la nationalisation facilitée par nos récentes lois, ces travailleurs venus du dehors, augmentent la population en faisant d'étrangers des Français. Et comme la plupart de ceux-ci ne sont pas, au contraire, des paresseux, cela fait un excellent appoint pour la nouvelle race.

1. Leroy-Beaulieu (*ibidem*).

SECTION IV

INCONVÉNIENTS ET DANGERS

1^o *Économiques*. — Inconvénients pour la France du fait des salaires gagnés en France et envoyés à l'étranger : mais, nous venons de voir, que les avantages retirés par la France du fait de l'emploi d'ouvriers étrangers compensent largement cette perte de numéraire.

Un autre inconvénient plus sérieux, c'est la différence des charges qui pèsent sur les salariés français et étrangers ; les premiers, chargés de famille et d'impôts, attachés au sol : les autres libres de toute entrave le plus souvent. Parmi ces charges, une surtout est très lourde, celle du service militaire, que l'étranger ne subit pas. Il y a ici quoiqu'on fasse, danger pour l'ouvrier français de perdre sa place en partant au régiment et de la retrouver à son retour occupée par un étranger.

La situation a ému le législateur et de nombreuses propositions ont été soumises aux Chambres parmi lesquelles :

Proposition Coutant du 28 novembre 1895 (*J. off.*, Chambre. Doc. parl., n° 1622. p. 1491).

Proposition Ernest Roche et Le Senne du 5 novembre 1897 (*J. off.*, Chambre. Doc. parl., n° 2774, p. 97) (1), tendant à garder au Français sous les drapeaux la place qu'il occupe chez son patron.

Enfin par l'emploi en France des ouvriers étrangers — et ce n'est pas là un des moindres inconvénients — nous mettons sous leurs yeux des procédés de fabrication peut-être inconnus dans leur pays et qu'ils y porteront ensuite. Les Allemands, excellent à cet espionnage, et nous pouvons donner comme exemple l'ameublement qui, en Allemagne, est aux mains d'ouvriers formés au Faubourg Saint-Antoine, à Paris.

2° *Politiques*. — Danger d'espionnage de la part des étrangers que nous employons : péril dénoncé dans la proposition Lalou du 26 novembre 1889 (2). Il y a ici un véritable abus, principalement en ce qui concerne les domestiques, et qu'on devrait surtout surveiller chez les fonctionnaires, en particulier ceux de l'armée qui emploient à tort des étrangers pour leur service.

Danger de trouver dans les rangs des ouvriers étrangers, des excitateurs au désordre, des meneurs de grève

1. Rapport de M. Volland. Proposition adoptée par la Chambre le 15 novembre 1900, par le Sénat le 19 novembre 1900. Doc. parl., n° 353.

2. *J. off.*, 1889. Doc. parl., p. 207, Chambre.

sans scrupules, car la criminalité des étrangers est plus élevée que celle des Français. Elle est quatre fois plus forte.

Sur 1000 étrangers, il y a 20 condamnations, tandis que sur 1000 Français, il n'y en a que 5.

De plus, chaque année voit s'accroître le nombre des individus étrangers qui passent devant la Cour d'assises.

De 1881 à 1885, le nombre moyen était de 407 étrangers sur 4.382 accusés traduits devant le jury, soit 1/10 d'étrangers (1).

Actuellement le tribunal de Briey (où se trouve une forte agglomération italienne), est celui de France qui a le plus de crimes et de délits à juger.

Devant cet afflux de main-d'œuvre étrangère, cet envahissement que les statistiques nous ont montré, nos législateurs se sont émus et ont cherché à protéger l'ouvrier français contre la concurrence.

Les ouvriers français, dit M. Leroy-Beaulieu, sont électeurs : ils sont las d'entendre parler de la protection au profit des industriels et des propriétaires, ils veulent aussi qu'on les protège eux-mêmes. Si le tissu national, le fer national, le blé national, le mouton national doivent être l'objet de faveurs : pourquoi l'ouvrier national ne serait-il pas protégé contre l'ouvrier étranger, tout aussi bien que les tissus, les

1. Rapport du garde des Sceaux sur l'administration de la justice, Clunet, 1887, p. 508.

blés, les fers, les moutons nationaux le sont contre leurs concurrents du dehors ? (1).

Cette idée de protection s'est manifestée par de nombreux projets de taxation que nous aurons l'occasion de voir au cours de cette étude, mais qui semblent abandonnés actuellement, au moins en ce qui regarde la taxation directe de l'ouvrier étranger.

D'autre part, dans les milieux ouvriers, la concurrence parfois trop âpre ou estimée telle des étrangers, donne lieu à des rivalités fâcheuses, à des émeutes et à des rixes comme celles d'Aigues Mortes en 1893 ou de la Mure en 1900, qui sont loin de solutionner un conflit toujours renaissant.

Comme nous l'avons vu, comme nous le voyons tous les jours (2), les étrangers ouvriers et employés affluent en France. « Il n'y a aucune force humaine, aucune force gouvernementale qui puisse l'empêcher : cette infiltration est lente, mais on peut dire qu'elle est constante. Une nation ne peut empêcher les enfants des nations prolifiques, denses et pauvres, de venir lui offrir le travail de leurs bras. Si elle le faisait, elle s'exposerait à des migrations à main armée. »

Il nous semble que la question peut être envisagée

1. Clunet, 1888, p. 169.

2. Analyse et extraits du rapport présenté au Président de la République par MM. les membres de la commission du travail. *Bulletin de l'office du travail*, 1909, p. 1213.

simplement : nous ne pouvons aller à l'encontre de cette infiltration inéluctable. La seule chose qui nous est possible, c'est non de la repousser mais de la canaliser. En effet, ce qui nous manque c'est le nombre. Nos naissances ne nous le donnent pas : tâchons de l'avoir au moins par l'adoption. Les étrangers sont à la longue assimilables ; par le mécanisme d'une naturalisation aisée, nous les recueillerons, nous les absorberons eux et leurs enfants.

C'est le remède possible contre notre dépopulation.

Notre intention est d'étudier ici la situation légale des salariés, étrangers c'est-à-dire de cette catégorie d'étrangers venus en France pour y vivre de leur travail, travail surtout manuel, et qui mettent leurs facultés physiques, plus rarement intellectuelles, au service d'un employeur auquel ils sont liés par un contrat de travail et duquel ils reçoivent une rémunération modique pour l'ouvrage qu'ils lui fournissent.

Quels seront les principes directeurs applicables à la condition de ces salariés étrangers en France. Devra-t-on leur accorder dans notre législation ouvrière, dans nos institutions de prévoyance, d'assurance et de protection, la même place qu'aux nationaux, ou devra-t-on, au contraire, les en écarter et même les frapper d'une taxe de séjour ? Sans doute il peut y avoir parmi eux des espions, des anarchistes, mais tous ne sont pas des « indésirables » ; les travailleurs étrangers qui s'im-

plantent dans un pays, sans être un élément de solidarité nationale, ne sont pas toujours un élément hostile, indifférent à la prospérité du peuple dont il s'est fait l'hôte et exclusivement intéressé à la sienne propre.

La Révolution avait montré à leur égard un libéralisme généreux et leur avait accordé la jouissance de presque tous les droits à l'exception des droits politiques. La France, à la faveur de cette législation, s'était laissée pénétrer par la lente infiltration des masses étrangères : nous en avons apprécié tous les avantages et les dangers. Mais, cependant, nous verrons que la France a continué à suivre la voie tracée par la Constituante et que les salariés étrangers, échappant à des projets de taxe qui ont échoué, tendent actuellement à conquérir dans nos lois l'assimilation de traitement avec nos nationaux. Du fait de leur travail, ces étrangers ont droit aux mêmes avantages que les ouvriers français. Aussi, dans un large esprit de liberté et d'humanité, en dehors des cas où le législateur a accordé formellement certains droits aux étrangers, il y a une tendance à les faire bénéficier de tous les droits privés qui ne leur sont pas refusés par une loi. Ce sera l'idée directrice que nous pourrons suivre dans toute cette étude.

C'est ainsi que les lois réglementant le travail industriel font partie des lois accordées à l'étranger sans conditions de réciprocité et qu'on lui a concédé, en principe, le bénéfice des lois de prévoyance et de protection

qui forment notre législation ouvrière. De même, les salariés étrangers ont le droit de s'établir en France, d'y travailler et de s'associer pour la défense de leurs intérêts : seulement ces droits comportent des restrictions et c'est l'étude de ces restrictions que nous allons entreprendre ici.

Depuis quelques années le mouvement de législation ouvrière s'est continué et a donné lieu dans toute l'Europe à une multitude de lois protectrices. « Un jour viendra, dit à ce propos M. Raynaud (1) où les grandes puissances de l'Europe apporteront à l'étude et à la solution de ces pacifiques problèmes toute l'attention et tout le zèle qu'elles consacraient jadis aux problèmes purement politiques, diplomatiques ou militaires. Le xx^e siècle sera, sans doute, à cet égard, le siècle du droit international ouvrier : par la paix et par le droit, vers la justice sociale. »

Comme l'étude d'une législation protectrice du travail dans un pays influe sur la concurrence internationale et de manière désastreuse pour le pays qui s'y engage isolément, l'idée est, en effet, venue de régler d'ensemble certaines questions légales importantes. On en est arrivé aux ententes internationales, aux traités de travail, dont nous allons étudier un cer-

1. Raynaud, *Droit international ouvrier*.

tain nombre, nombre que nous espérons voir augmenter dans la suite.

Ces traités font l'assimilation des travailleurs étrangers et nationaux, c'est donc encore un progrès sur les idées générales de liberté et d'humanité que nous a léguées la Constituante. Mais cette assimilation n'est toutefois accordée à ces étrangers que sous réserve d'une protection légitime des nationaux, protection qui se traduit par des faveurs spéciales ou des allocations budgétaires, avec cette idée que nous retrouverons souvent, au cours de cette étude, que notre budget ne doit pas s'imposer des charges en faveur d'étrangers dont les nations ne nous paient pas de retour. C'est l'idée de réciprocité qui dominera les mesures que nous devons prendre vis-à-vis des étrangers, et on n'aura jamais à invoquer sur ce chapitre l'idée de solidarité : c'est ainsi par exemple que nous n'admettrons jamais pour eux le droit à l'assistance, due aux nationaux en vertu de cette même idée de solidarité.

Étudiant ainsi, en dernier lieu, le droit international ouvrier, nous pourrons nous rendre compte des progrès faits dans cette voie de justice et d'humanité pendant ces dernières années, et de ceux qui restent à faire pour arriver à soulager plus encore, sans souci des frontières, ceux qui travaillent et qui souffrent.

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT D'ÉTABLISSEMENT

Principe. — Un État a toujours le droit, en vertu de sa souveraineté, d'interdire l'accès de son territoire aux étrangers. C'est un droit plutôt théorique à notre époque, car l'État qui se conduirait ainsi se mettrait hors de la communauté des peuples et de la loi internationale.

Il est cependant admis qu'envers certaines catégories d'étrangers — pour sa sécurité et en vue de sa protection économique — un État prenne des mesures spéciales allant jusqu'à l'exclusion : c'est ce qu'ont fait la plupart de nos pays d'Europe en exigeant des immigrants des passeports, en les frappant d'une taxe de séjour, enfin, en prenant contre eux certaines mesures destinées à les écarter.

En France, au point de vue de la liberté d'aller et de venir, la condition des étrangers est inférieure à celle des Français. Ils peuvent être extradés alors qu'on n'extrade pas les nationaux. De plus, aux termes des articles 7 et 9 de la loi du 3 décembre 1849, le ministre

de l'Intérieur peut faire reconduire à la frontière tout individu jugé malfaisant ou dangereux.

Cette législation d'exception, applicable aux étrangers et destinée à les surveiller, est contenue dans certains textes de l'époque intermédiaire. C'est d'abord un décret en date des 19-22 juillet 1791, ordonnant à tout aubergiste ou logeur d'inscrire sur un registre les noms, qualités, domicile et date d'entrée de tous ceux qui couchent chez eux même une seule nuit, et de présenter ce registre tous les quinze jours à l'autorité. Ensuite, et, dans le même ordre d'idées, un arrêté des consuls du 22 mesidor an XII avait également chargé le préfet de police à Paris — et, à cette époque, c'était à Paris que se trouvaient le plus d'étrangers — de statuer sur les permissions de séjour à accorder aux étrangers qui voudraient rester dans la ville plus de trois jours. Enfin, d'autres textes avaient imposé aux étrangers, venant en France, la nécessité de se munir d'un passeport avant leur entrée en France et de se présenter lors de cette entrée devant la première municipalité.

Le passeport est un certificat dressé et délivré par les autorités compétentes en vue de surveiller la circulation des particuliers et de faciliter ainsi l'action de la police et de la justice.

La législation française a cela de remarquable, qu'elle se compose encore actuellement de lois et décrets édictés à une époque critique de notre histoire où la France

était réduite, dans l'intérêt de sa défense, à recourir à des mesures extraordinaires, mais provisoires, et qui devaient disparaître avec les circonstances qui les avaient provoquées et lorsque la sûreté publique serait suffisamment établie. Ces lois n'ont guère, actuellement, qu'une valeur nominale, mais cependant elles peuvent être imposées aux étrangers.

La première disposition relative aux passeports est le décret des 1^{er} février-28 mars 1792, prescrivant formellement que toute personne qui voudra voyager en France sera tenue de se munir d'un passeport contenant son âge, sa profession, son signalement, son domicile et sa qualité de Français ou d'étranger (art. 1 et 2).

En second lieu, la loi du 28 vendémiaire an VI vint réorganiser la législation des passeports, notamment en ce qui concerne les étrangers. Aux termes de son article 8, « tous les étrangers voyageant dans l'intérieur de la République étaient mis sous la surveillance du Directoire exécutif, qui pouvait retirer leurs passeports et leur enjoindre de sortir du territoire français s'il jugeait leur présence susceptible de troubler l'ordre et la tranquillité publique.

Ce sont ces lois du 18 mai 1792 et 28 vendémiaire an VI qui forment la base de la législation actuelle, en ajoutant une ordonnance du 20 avril 1814 qui déclare ces lois maintenues et exécutoires comme par le passé.

Selon cette législation, les étrangers qui sollicitent des passeports doivent s'adresser aux agents diplomatiques et consulaires de leurs nations et aux autorités de leurs pays : le passeport qu'on leur délivre peut être visé : en France par la chancellerie du ministère des Affaires étrangères ; à l'étranger, dans les chancelleries diplomatiques et consulaires.

De nos jours, la facilité des communications et la liberté de la circulation des personnes ont fait perdre à ce moyen de contrôle de son efficacité. Au milieu du xix^e siècle, la France, par des arrangements, avait obtenu — sous condition de réciprocité — l'exemption de passeports pour les voyageurs français à destination des pays suivants ; Angleterre, Belgique, Danemark, Espagne, Pays-Bas, Suède et Norvège. Quant aux autres pays dont on continuait, en principe à exiger des passeports, le gouvernement français avait accordé la gratuité de la taxe et du visa des passeports pour les étrangers dont les gouvernements donnaient à la France des avantages analogues.

La douceur de ces mesures fut brusquement changée par un arrêté du 16 septembre 1870, expulsant du territoire français les étrangers qui appartenaient aux puissances avec lesquelles la France se trouvait actuellement en guerre. Cet arrêté avait pour suite une circulaire du ministère de l'Intérieur du 13 avril 1881, soumettant les

voyageurs d'une manière générale à la formalité du passeport.

Depuis — par suite des mesures prises pour atténuer ces rigueurs — : 1° les voyageurs anglais, belges, hollandais, allemands, suisses, italiens, américains du Nord sont admis sans passeports en France ; 2° les ports de la Manche et la frontière franco-belge sont, pour l'entrée en France, ouverts à l'étranger de quelque nationalité qu'il soit.

Tout spécialement le traité de Francfort du 10 mai 1871 a admis les Allemands à être traités en France comme les étrangers qui jouissent des faveurs les plus étendues, par conséquent a aboli pour eux la formalité du passeport, comme pour tous les ressortissants des pays ayant conclu avec la France des traités dans lesquels se trouve la clause de la nation la plus favorisée.

Aux termes des ordonnances ministérielles allemandes du 1^{er} octobre 1891 et du 12 mai 1900, sont seuls astreints, en Allemagne, à la formalité du passeport, les militaires français et les émigrés.

La formalité du passeport n'est qu'une mesure de police : elle ne vise aucun étranger en particulier. Elle est conforme aux règles de la courtoisie internationale en ne permettant au gouvernement français aucune enquête personnelle sur le visiteur étranger, et en ajoutant foi, au contraire, au titre émané du pays auquel l'étranger appartient, sans autre contrôle que le visa

banal de l'agent diplomatique français. La mesure est, de nos jours, peu efficace, aussi les gouvernements actuels en abandonnent-ils la pratique.

Cependant, si l'exigence des passeports tend à ne pas être appliquée malgré les mesures prises en 1871, le passeport est toujours pour les étrangers une pièce éventuellement nécessaire, car tout gouvernement est maître d'apprécier les conditions d'accès sur son territoire et le passeport continue, en France, à pouvoir être exigé ou rétabli d'un jour ou l'autre. Durant le xix^e siècle ces dispositions étaient toutes tombées en désuétude, de telle sorte que l'étranger était en fait admis à entrer en France, à y voyager et à s'y établir sans avoir à remplir aucune formalité. La situation fort douce qui résultait de cet état de choses eut pour effet d'augmenter en France d'une façon inquiétante le nombre des salariés étrangers.

Le législateur français s'en est ému : il a cherché à protéger les ouvriers nationaux contre la concurrence étrangère, et c'est à cette idée que nous devons le décret du 2 octobre 1888 et la loi du 8 août 1893 que nous allons étudier.

PREMIÈRE SECTION

ÉTUDE DU DÉCRET DU 2 OCTOBRE 1888 (1)

Ce décret — simple mesure de police à l'égard des étrangers en général — avait pour but d'obtenir d'eux, à leur arrivée en France, les renseignements sur leur état civil destinés à l'administration et que le passeport ne lui procurait plus. Il fut promulgué à la suite d'un mouvement de l'opinion publique, vers 1885, inquiétée de ce que le nombre des travailleurs étrangers se fût développé de façon considérable. Les motifs exposés par le ministre dans son rapport étaient les suivants :

« Les relevés de la statistique démontrent que le nombre déjà considérable d'étrangers résidant en France s'accroît sans cesse par un mouvement d'émigration qui va toujours progressant...

Et, répondant aux critiques faites par les dispositions du décret, le ministre ajoutait :

1. *J. Off.*, 4 octobre. — Sirey, *Lois annot.*, 1889, p. 445.

Ces dispositions ne sauraient soulever légitimement aucune protestation fondée sur nos engagements conventionnels puisque l'accomplissement des formalités prescrites ne donnera lieu à la perception d'aucune taxe et demeurera purement gratuit. Il est, d'ailleurs, bien entendu que la nouvelle réglementation ne s'applique qu'aux étrangers qui se sont définitivement fixés en France ou qui s'y établissent avec la pensée d'y faire un séjour prolongé.

C'est, du reste, le gros reproche que l'on peut faire au décret de 1888 : il ne s'applique qu'aux ouvriers étrangers venus en France pour y faire un séjour prolongé et il laisse en dehors ceux qu'il était le plus utile de surveiller, les ambulants, les nomades, les ouvriers étrangers embauchés pour une durée limitée, pour une saison.

Voici l'économie du décret. Tout étranger non admis à domicile qui se propose d'établir en France sa résidence est tenu de faire à la mairie de la commune où il vient se fixer (à Paris à la préfecture de police, à Lyon à la préfecture), une déclaration qui doit énoncer :

- 1° Les nom et prénoms de l'étranger et ceux de ses père et mère ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le lieu et la date de sa naissance ;
- 4° Le lieu de son dernier domicile ;
- 5° Sa profession et ses moyens d'existence ;

6° Le nom, l'âge et la nationalité de sa femme et de ses enfants mineurs, lorsqu'il est accompagné par eux (art. 1^{er}).

L'étranger doit, en outre, produire toutes pièces justificatives à l'appui de sa déclaration. S'il n'est pas porteur de ces pièces, le maire peut, avec l'approbation du préfet du département lui accorder un délai pour se les procurer (art. 1^{er}). Enfin un récépissé de la déclaration lui est délivré gratuitement.

En conséquence doivent la déclaration de résidence, par exemple :

1° Les étrangers qui possèdent un domicile réel en France, mais qui ne l'habitent qu'avec des intermit-
tences de séjour ;

2° Les commis-voyageurs étrangers qui parcourent la France et dont la présence y est permanente ;

3° Les ouvriers étrangers qui viennent en France chercher du travail sans savoir s'ils en trouveront ;

4° Le personnel enseignant étranger :

Au contraire, en sont exemptés :

1° Les étrangers touristes, baigneurs, visiteurs de nos stations estivales ou hivernales ;

2° Les voyageurs de commerce, les ouvriers dont les affaires en France ne sont que momentanées ;

3° Les ouvriers et les nomades qui parcourent notre

pays en ne séjournant que quelques jours dans les communes qu'ils traversent (1) ;

4° Les jeunes gens mineurs placés à titre temporaire par leurs tuteurs ou leurs parents comme élèves dans nos pensionnats français (2), car cette déclaration imposée par le décret de 1888 aux étrangers non admis à domicile qui se proposent d'établir leur résidence en France, ne concerne que ceux qui sont en état de manifester leur volonté au point de vue de la résidence qu'ils entendent choisir. Elle n'est donc pas obligatoire pour les étrangers mineurs ;

5° Enfin le corps diplomatique et consulaire.

La déclaration doit avoir lieu, pour l'étranger qui n'était pas encore établi en France lors de la promulgation du décret, dans les quinze jours de son arrivée (art. 1^{er} du décret). Ces mots « à partir de son arrivée » devant être entendus dans le sens de « à partir de son arrivée dans la commune où il fixe sa résidence » (3). Quant aux étrangers déjà résidant en France lors de la promulgation du décret, le délai a été fixé à un mois (art. 4), il a même été prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1889 par le décret du 27 octobre 1888.

Il y a lieu, d'ailleurs, d'observer qu'en cas de chan-

1. J. Durand, *Notes sur la résidence des étrangers en France*. — Clunet, 1889, p. 518.

2. Cass. crim., 4 août 1893. S. 93. I. 444 ; D. P. 94. I. 83.

3. Cass., 4 août 1893. S. 94. I. 111.

gement de résidence, l'étranger est astreint à faire une nouvelle déclaration dans le lieu où il va établir sa nouvelle résidence (art. 4) et ce, naturellement, dans le délai fixé par l'article 1^{er}, c'est-à-dire dans le délai de quinze jours à partir de son arrivée dans sa nouvelle résidence.

Les infractions édictées par le décret de 1888 sont des peines de simple police, sans préjudice du droit d'expulsion qui appartient au ministre de l'Intérieur en vertu de la loi du 3 décembre 1849 (art. 5 du décret.)

On s'est demandé si les contraventions au décret de 1888 étaient susceptibles de prescription. L'opinion générale décide qu'elles le sont en effet, car ce que punit le décret, c'est non le fait de la résidence non déclarée, mais le défaut de déclaration. Dès lors, la prescription est acquise au bout d'un an à partir de l'expiration du délai impartie à celui qui est soumis à la déclaration (1).

Ce décret fut, d'abord, d'une application difficile (2) et, dans la suite, resta le plus souvent lettre morte. Il était insuffisant, pas assez rigoureux pour les étrangers qui venaient en France exercer une profession, en particulier les ambulants et les ouvriers demeurant à proximité de la frontière. Des récriminations se firent

1. Tribunal de simple police de Bordeaux. — 14 janvier 1891. — Cass., 2 juin 1892. S. 93. 1. 60.

2. Rapport Velten au Sénat, 26 mai 1893. Déb. parl., *J. Off.*

entendré; même des collisions sanglantes se produisirent dans les centres industriels de nos départements frontières : aussi, un mouvement très marqué se fit-il vers cette époque dans le sens d'une protection plus efficace et mieux appropriée du travail national.

De nombreux projets de lois furent déposés dans ce sens au Parlement, que nous étudierons plus loin : la plupart présentaient comme remède à la situation l'emploi d'une taxe sur les ouvriers étrangers ou leurs employeurs. Pourtant, l'idée de taxe fut écartée par crainte de représailles. Cependant l'opinion publique — considérant la situation du salarié français comme inférieure à celle de l'étranger, du fait de nombreux impôts qu'il doit payer en France — voulait qu'on rétablît, au moyen de lois, l'égalité dans la concurrence et c'est pour lui donner satisfaction que fut votée, après une longue préoccupation législative, la loi du 8 avril 1893, officiellement et prétentieusement intitulée « Loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national », que nous allons étudier.

SECTION II

ÉTUDE DE LA LOI DU 8 AOUT 1893

Si l'on rapproche cette loi des projets dont elle est issue, on voit qu'elle en diffère essentiellement. En effet, par suite du rejet formel des propositions de taxe cette loi de 1893 n'a plus d'autre portée que de donner une sanction législative aux mesures de police prises par le décret de 1888 : c'est une loi de police et de sécurité générale et non, à proprement parler, une loi de protection du travail national.

Ce n'est que très indirectement, par l'effet des entraves légères qu'elle apporte à l'établissement des chefs d'industrie étrangers ou à l'embauchage des salariés étrangers qu'elle constitue pour le travail national une protection. Mais elle se distingue du décret de 1888 en ce qu'elle vise uniquement l'étranger venant en France pour y travailler et non plus tout étranger venu pour résider en France.

En voici l'économie. Aux termes de l'article premier tout étranger non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce

ou une industrie doit faire à la mairie une déclaration de résidence, en justifiant de son identité, dans les huit jours de son arrivée. Cette déclaration est consignée sur un registre spécial : le registre d'immatriculation des étrangers. Un extrait est délivré au déclarant dans la forme des actes de l'état civil et moyennant l'acquittement des mêmes droits. En cas de changement de commune, l'étranger doit faire viser son certificat d'immatriculation, dans les deux jours de son arrivée, à la mairie de sa nouvelle résidence.

Étrangers atteints. — Ce texte de la loi de 1893 demande plusieurs observations.

En premier lieu, cette loi appartenant à la catégorie des lois de police et de sûreté, tout étranger qui se propose d'exercer en France une profession doit s'y conformer.

De plus, la déclaration de résidence doit être individuelle : elle devra être faite *personnellement* par tout individu de nationalité étrangère qui voudra exercer en France une profession, un commerce ou une industrie ainsi qu'il résulte d'une jurisprudence intéressante. Deux arrêts de la Cour de Douai en date du 5 mars 1894 (1) et du 5 mars 1895 (2) et principalement un arrêt de la Cour de Cassation du 13 juillet 1895 (3) dont

1. Cour de Douai 5 mars 1894. D. P. 95. II. 559.

2. Cour de Douai 5 mars 1895. S. 95. II. 136.

3. Crim. Cass. D. P. 95. 1. 520. S. 95. I. 527. — Clunet 96, p. 1061.

nous citons un passage : « ... Tout étranger qui exerce une profession, un commerce ou une industrie étant tenu de faire une déclaration personnelle, une déclaration collective faite par le père de famille et dans laquelle il a désigné ses enfants ne peut être considérée comme valable pour celui de ses enfants qui, dans la suite, exerce une profession, un commerce ou une industrie. »

C'est ce qui résulte aussi d'une circulaire du ministère de l'Intérieur en date du 24 octobre 1893. « Vous devez inviter les maires dit le ministre, à exiger une déclaration individuelle non seulement du père de famille mais encore de sa femme et de chacun de ses enfants majeurs ou mineurs. Si cette femme ou ces enfants exercent soit ensemble soit séparément une profession, un commerce ou une industrie (1).

Cette nécessité de la déclaration individuelle découle des articles 1 et 3 de la loi : la volonté du législateur a été d'établir une surveillance directe sur les étrangers venant exercer en France une profession, un commerce ou une industrie et de faire de leurs déclarations la base de statistiques aux besoins desquelles les déclarations collectives de famille ne répondraient pas (2).

Cependant la femme mariée, les enfants mineurs du

1. *Contrâ* : tribunal de Chambéry 8 janvier 1894. S. 95. II. 20. D. P. 94. II. 248. — Clunet, 1903, p. 387. — Toulon, 30 novembre 1894. S. 95. II. 54.

2. Copineau et Henriet. Clunet, 1896, p. 272.

travailleur n'exerçant pas de profession, mais s'occupant du ménage, échapperont à l'application de la loi : ils sont assimilés à ceux qui passent en France pour leurs affaires ou leurs plaisirs (1).

En effet, la loi de 1893 et l'obligation d'une déclaration ne concerne que les étrangers qui viennent en France exercer une profession, non les autres. Elle s'applique : à ceux dont la résidence est antérieure à sa promulgation (2).

Aux étrangers qui exercent en France la profession de domestiques (arrêt de Chambéry, cité).

Il a été jugé, de plus, que « l'ouvrier étranger, qui vient chaque jour travailler dans une commune française située près de la frontière, encore bien qu'il prenne pension sur le territoire étranger et y retourne tous les soirs pour y passer la nuit » doit la déclaration (arrêt de la cour de Nancy 5 avril 1894) (3); de même que le dentiste anglais qui vient en France, tous les

1. Chambéry 8 janvier 1894, cité et Jean, *Bulletin commentaire des lois nouvelles*, 1894. — Tribunal de Lille 11 mai 1895. — Clunet, 1898, p. 145.

2. Cour de Pau 21 avril 1894. D. P. 95. 2. 58. — Cour d'Alger 13 juillet 1895. D. P. 96. 2. 14. — Circul. minist. des 2 septembre et 24 octobre 1893

3. Attendu, qu'en effet, la loi du 8 août 1893 est non seulement une loi de police mais encore de protection pour le travail national et, qu'à ce titre elle est applicable à ces ouvriers étrangers qui, pour l'éviter, viennent s'établir à la limite extrême de la frontière et peuvent ainsi faire à l'industrie française la concurrence la plus redoutable sans courir aucun risque en échange des avantages qu'ils en retirent. (Cour de Nancy, 5 avril 1894. S. 95. 2. 156. D. P. 95. 2. 57 et Clunet 1894, p. 876.)

mois, pour y exercer sa profession pendant deux jours, en faisant annoncer, chaque fois à l'avance, par la voie de la publicité, à quels jours et quelles heures il se trouverait à la disposition de sa clientèle dans l'hôtel où il descendait (arrêt de Douai 30 juin 1896) (1).

Solutions contestables à notre avis comme contraires à la loi (art. 1). Il est, en effet, indispensable, croyons-nous, pour qu'il y ait lieu à l'application de la loi de 1893, que l'étranger vienne résider en France, et la résidence ne peut ressortir que de ce fait que l'étranger est venu en France pour y faire un séjour prolongé (2). Nous en concluons que la situation de l'étranger qui vient faire en France, pour l'exercice de sa profession, à intervalles plus ou moins éloignés, de très courts séjours a échappé aux prévisions du législateur de 1894.

Une circulaire du ministère de la Justice en date du 17 juillet 1894 fait mieux la différence entre la résidence et le simple séjour et nous semble plus conforme à la loi que les arrêts précités. Elle déclare à propos des marins que « les marins étrangers, ne faisant dans nos ports qu'un court séjour pour le déchargement et le chargement de leurs navires, ne sauraient être considérés comme y résidant (3).

1. Douai 30 juin 1896. D. P. 97. 2. 12. Même sens tribunal de Valenciennes, 2 novembre 1894. D. P. 95. 2. 58.

2. Le projet de loi de 1893 avait visé les étrangers de passage dans une disposition qui n'a pas été adoptée.

3. Rapport Copineau et Henriet : *Lois nouvelles*, 1895, p. 156.

Dans le même sens un jugement du tribunal de Château-Thierry déclare que « l'ouvrier qui vient monter en France des machines vendues par son patron étranger ne tombe pas sous l'application de la loi de 1893 quelle que soit la durée de son séjour qui reste précaire » (1).

L'article premier, enfin, s'applique non seulement à l'étranger ouvrier qui arrive pour la première fois en France, mais aussi à l'étranger qui, après un premier séjour en France (au cours duquel il a fait la déclaration prescrite par la loi) revient établir de nouveau sa résidence en France (2), sans qu'il y ait à distinguer s'il était allé dans l'intervalle demeurer ailleurs en France ou s'il était rentré dans son pays natal (3), même d'une manière provisoire.

Formalités imposées. — L'étranger visé par la loi du 8 août 1893 a huit jours pour faire sa déclaration de résidence mais, dans ces huit jours, il n'y a pas lieu de compter le jour de l'arrivée de l'étranger (4). On ne doit même faire partir le délai que du jour où il a commencé à exercer réellement une profession, un

1. Château-Thierry, 10 mai 1895. — Clunet, 1896, p. 271.

2. Trib. de Magny-en-Vexin, 16 mars 1895. D. P. 96. 2. 13. — Clunet, 1903, p. 388. — Trib. de Forcalquier, 8 juin 1895. D. P. 96. 2. 14.

3. Cour de Besançon, 31 janv. 1895. D. P. 95. 2. 199.

4. Trib. de Remiremont, 16 avril 1896. S. 96. 2. 219. — Clunet 96, p. 274.

commerce ou une industrie (1), seulement l'infraction à la loi est consommée définitivement à l'expiration de ce délai sans qu'aucune déclaration ultérieure puisse la faire disparaître (2).

En cas de changement de commune l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation, dans les deux jours de son arrivée, à la mairie de sa nouvelle résidence.

Sanctions. — Les sanctions sont les suivantes :

Contre toute personne qui sciemment aurait employé un étranger non immatriculé, l'application des peines de simple police.

Contre l'étranger qui n'aurait pas fait la déclaration dans le délai légal ou qui refuserait de produire son certificat, une peine correctionnelle de 50 à 500 francs.

Enfin, celui qui aurait fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte est passible d'une amende de 100 à 300 francs et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français.

De nombreux jugements et arrêts (3) avaient décidé

1. Trib. correct. de Lille, 11 mai 1895. D. P. 96. 2. 14.

2. Trib. correct. de Valenciennes, 11 oct. 1907. D. P. 1908. 5. 22.

3. Cour de Grenoble, 8 nov. 1894. D. P. 95. 2. 196; S. 95. 2. 207. — Trib. de Compiègne, 4 déc. 1894. D. P. 95. 2. 58. — Clunet, 1895, p. 115. — Trib. correct. de Lille, 7 déc. 1894. S. 95. 2. 54; D. P. 95. 2. 197. — Trib. d'Orthez, 11 déc. 1894. — Clunet, 1895, p. 115. — Cour de Chambéry, 24 janv. 1895. D. P. 95. 2. 195; S. 95. 2. 30. — Trib. de la Seine, 4 fév. 1895. D. P. 95. 2. 199; S. 95. 2. 149. — Clunet, 1895, p. 115. — Valenciennes, 18 oct. 1894. S. 94. 2. 318. — Cour de Grenoble, 21 sept. 1907. D. P. 09. 1. 408.

que le défaut de visa entraînait, de même que le défaut de déclaration, les peines prévues par l'article 3 mais une autre solution (1), peut-être contestable mais désormais admise, disant que le défaut de visa n'entraîne pas de pénalités, a prévalu. Il en a été ainsi jugé à deux reprises par la Cour de Cassation, dans un arrêt du 7 novembre 1895 qui fixe la jurisprudence hésitante (2) de la façon suivante :

... Aucune peine ne pouvant être appliquée en dehors des cas déterminés par la loi et aucune sanction pénale n'étant attachée à la disposition de l'article 1^{er} § 3 de la loi du 8 août 1893..., l'étranger qui ne se conforme pas à cette prescription n'encourt pas de pénalités.

Et dans un autre arrêt plus récent de la Cour de cassation (Ch. crim.) du 30 novembre 1907 (3), cassant l'arrêt de Grenoble du 21 septembre 1907 qui déclare que « l'étranger, qui, après avoir fait une déclaration de résidence dans la commune où il vient exercer une profession, un commerce ou une industrie change de résidence, n'est passible d'aucune peine s'il ne fait pas dans sa nouvelle résidence viser son certifi-

1. Trib. corr. de Douvens, 5 avril 1894. D. P. 95. 2. 57; S. 94. 2. 318. — Trib. Toulon, 30 nov. 1894. S. 95. 2. 54. — Cour d'Aix, 21 juin 1895. S. 95. 2. 253. — Trib. d'Auxerre, 8 fév. 1895. S. 95. 2. 149.

2. Cass. crim., 7 nov. 1895. D. P. 95. 1. 544; 3, 96. 1. 112.

3. Cass. crim., 30 nov. 1907. D. P. 1909. 1. 408.

cat d'immatriculation (1). Arrêt rendu dans les termes suivants :

... Attendu que l'article premier de la loi du 8 août 1893 porte que tout étranger non admis à domicile arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire à la mairie une déclaration de résidence, en justifiant de son identité dans les huit jours de son arrivée.

Que le paragraphe 3 dudit article ajoute qu'en cas de changement de commune, l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation dans les deux jours de son arrivée à la mairie de sa nouvelle résidence. Que l'article 3 de la même loi dispose en ces termes : « L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition sera passible d'une amende de 50 à 200 francs. »

. Attendu que la peine édictée par cette dernière disposition ne saurait être applicable au cas où l'étranger changeant de résidence n'aurait pas fait viser son certificat d'immatriculation.

Attendu, en effet, que la déclaration prescrite par le paragraphe premier et le visa prescrit par le paragraphe 3 de l'article sus-rappelé sont deux opérations essentiellement différentes qu'on ne peut faire rentrer sous l'expression commune de déclaration : que la sanction de l'article 3 ne se réfère qu'au défaut de déclaration — première formalité imposée aux étrangers — et qu'aucune peine ne peut être appliquée en dehors de ces cas expressément déterminés par la loi.

Attendu que si le décret du 2 octobre 1888 comporte des sanctions de simple police, aucune de ses dispositions

1. C'est aussi l'avis de MM. Copineau et Henriet, de M. Jean. *Bulletin des lois nouvelles*, 1894, p. 149.

n'est relative au cas spécial du visa du certificat d'immatriculation.

Par ces motifs...

D'où la non-application générale des peines établies par la loi de 1893 à l'étranger qui aurait omis de faire viser son certificat à la mairie de sa nouvelle résidence (1).

L'article 2, d'autre part, nous dit que « toute personne qui emploiera *sciemment* un étranger non muni du certificat d'immatriculation, sera passible des peines de simple police » ; la question se pose de savoir ce que voulait signifier le mot *sciemment*. Une première interprétation fut donnée le 19 juillet 1895 par la Cour de cassation. « Le patron qui emploie un ouvrier étranger, connaissant sa qualité d'étranger et sachant, en outre, qu'il n'a pas fait sa déclaration personnelle de résidence pour n'être pas muni de l'extrait du registre d'immatriculation destiné à le constater, commet la contravention prévue par l'article 2 de cette loi (2).

Cependant la jurisprudence hésitante adoptait aussi une autre solution : « *sciemment* » voulait dire inten-

1. Lors de la discussion de la loi de 1893, un amendement de M. Montservin avait été proposé, et qui fut repoussé, tendant à libérer les ouvriers agricoles de l'obligation de faire viser leur certificat d'immatriculation, vue la gêne qui en résulterait pour eux.

2. Arrêt cassation crim. S. 95. 1. 527. — Même sens : trib. de simple police de Paris, 10 mai 1895. D. P. 95. 2. 560.

tion réfléchie et volontaire d'employer un ouvrier étranger non immatriculé 1). La Cour de cassation, dans un arrêt du 6 novembre 1896 (2) cassant le jugement précédent, a tranché la question de savoir si l'intention coupable est exigée chez le contrevenant. Le mot « sciemment » de l'article 2 signifie seulement que l'employeur doit avoir eu connaissance que l'individu à son service était étranger. On a voulu ainsi éviter des difficultés aux travailleurs français, qui auraient été sans cela, obligés de justifier de leur nationalité vis-à-vis du patron.

Donc, point n'est besoin d'une intention coupable. « Celui qui emploie un étranger sans immatriculation préalable commet la contravention prévue par l'article 2 de la loi du 8 août 1893, par cela seul qu'il a connaissance de sa qualité d'étranger et alors même qu'il agirait sans intention coupable (même arrêt). »

Une dernière question se pose à la fin de cet examen. La loi du 8 août 1893 a-t-elle abrogé le décret de 1888 relatif aux étrangers résidant en France ?

L'objet de la loi étant le même que celui du décret dont elle reproduit les dispositions essentielles, on est porté à conclure que la loi du 8 août 1893 a implicitement abrogé le décret du 2 octobre 1888. Pourtant ! si l'abrogation directe n'a pas été prononcée, l'abroga-

1. Tribunal de Douai, 18 juin 1896. D. P. 96. 2. 384.

2. Cassation, 6 nov. D. 1896. P. 1897. 1. 303.

tion tacite ne nous apparaît pas non plus. Le décret et la loi visent chacun une catégorie différente de personnes (1) d'un côté : législation des étrangers ; de l'autre : législation des travailleurs étrangers. De plus, l'objet de la loi, quoique identique est, de beaucoup plus restreint et, à notre avis, le décret de 1888 demeure en vigueur pour toutes les hypothèses non prévues par la loi de 1893. Par suite, les étrangers qui viennent établir leur résidence en France sans y exercer une profession, un commerce, ou une industrie, demeurent soumis aux prescriptions de ce décret, sauf à faire ensuite une déclaration selon les termes de la loi de 1893, s'ils veulent exercer une profession en France (circulaires ministérielles des 2 septembre et 4 octobre 1893) (2).

Conclusion. — En résumé, la loi de 1893 s'ajoute aux autres déjà existantes, relatives aux conditions de séjour des étrangers en France. Elle n'est pas une loi de protection du travail national (3) malgré son titre : surtout elle manque de sanctions contre les étrangers qui l'enfreignent, alors que les patrons français coupables d'une simple négligence peuvent être emprisonnés (4).

1. En ce sens : trib. d'Ecouen, 10 avril 1896. D. P. 96. 2. 216 : « Le décret du 2 octobre 1888 n'a pas été abrogé par la loi du 8 août 1893, en ce qui concerne les étrangers auxquels ne s'applique pas cette dernière loi. » — Même sens : Douai, 5 mars 1895. S. 95. 2. 136.

2. Clunet, 1896, p. 502.

3. Hubert Valleroux, *la Dernière loi sur les étrangers (Économiste français, 1895)*.

4. Copineau et Henriet, *France judiciaire, 1895*, p. 214.

C'est plutôt une satisfaction donnée à tous ceux qui réclamaient des mesures contre l'immigration ouvrière par l'extension et l'application spéciale du décret de 1888 aux travailleurs étrangers. Beaucoup réclament davantage. Il est de fait qu'une protection plus efficace serait obtenue si le défaut de visa était puni, si le salarié était passible d'emprisonnement, si les droits d'extrait d'immatriculation étaient moins dérisoires (2 fr. 30)

Tout cela n'est guère possible de crainte de représailles : la seule chose à approuver, c'est la tendance actuelle que nous retrouverons plus loin à n'employer aucun étranger dans les emplois payés sur les fonds publics (travaux de défense nationale; chemins de fer).

SECTION III

RESTRICTIONS A LA LIBERTÉ D'ÉTABLISSEMENT

Expulsion. — Nous venons de voir la législation applicable aux étrangers venant en France pour y travailler tout en observant les lois de notre pays.

En dehors de ces travailleurs, il vient en France, parmi le flot des immigrants, un certain nombre de gens sans aveu, hôtes malfaisants ou dangereux, dont notre pays a tout intérêt à se débarrasser. Il le fera par l'exercice du droit d'expulsion, moyen simple et pratique de s'en délivrer.

Le droit d'expulsion des étrangers, dont nous ne discutons pas ici la légitimité, est actuellement contenu dans l'article 272 du Code pénal et la loi du 3 décembre 1849 (1). Le ministre de l'Intérieur a un pouvoir absolu quant aux personnes à expulser : La loi de 1849 qui lui confère le pouvoir d'enjoindre à tout étranger, voyageant ou résidant en France, de sortir immédiatement

1. Sirey, *Lois annotées*, 1849, p. 145, art. 7 et 8.

du territoire, lui confère un pouvoir général et absolu qui s'étend à tous les étrangers quels qu'ils soient (1).

Si, d'ailleurs, sur ce point, le ministre jouit d'une grande liberté, sa responsabilité est engagée par le fait d'une expulsion injustifiée. L'État, dont un sujet aura été victime d'une expulsion arbitraire, demandera, de plus, des explications par voie diplomatique et des mesures de rétorsion de sa part viendront répondre aux expulsions de ses sujets faites sans raisons chez nous.

En dehors de ce droit, qu'ont les États d'expulser de leur territoire certains étrangers qui s'y trouvent il en existe un autre : le droit de refoulement. Nous le signalons ici. Il consiste, pour les gouvernements, à empêcher certains individus — dont on craint la présence comme des vagabonds et des nomades — d'entrer sur le territoire national.

La législation applicable en cette matière est encore un décret du 24 vendémiaire an II, relatif à l'extinction de la mendicité et qui déclare que « tout mendiant reconnu étranger sera conduit sur les frontières de la République » (art. 6, titre II).

Il reste une catégorie de travailleurs étrangers vis-à-vis desquels la justice et l'administration semblent désarmées parce qu'ils ne sont pas des vagabonds, aux termes de l'article 270 du Code pénal : nous voulons parler des nomades.

1. Arrêt de cessation, 30 mars 1898, S. 99. I. III.

Signalons à leur sujet un projet de loi qui a été déposé à la Chambre sur la circulation des nomades tendant à les astreindre à une autorisation administrative et à l'obligation d'un carnet d'identité spécial permettant de les suivre dans leurs déplacements, le tout sous la sanction de peines correctionnelles (1). On finirait peut-être de cette manière par connaître cet élément d'immigration que les recensements officiels ne parviennent pas à saisir et qui, pourtant, ne manque pas d'importance et ne doit surtout pas manquer de surveillance.

C'est une circulaire ministérielle du 29 juin 1889 qui régleme la situation des nomades :

En ce qui concerne les nomades, généralement étrangers, dit-elle, dont un défaut de vigilance à la frontière aurait permis l'entrée en France et que l'exercice d'une profession ne permet pas de ranger dans la catégorie des vagabonds, il conviendra de généraliser une mesure déjà prescrite dans quelques départements et qui consiste à les refouler purement et simplement jusqu'à la frontière du département. Le préfet du département voisin procédant à leur égard de la même manière, les bandes nomades seront successivement ramenées sur la limite de notre territoire.

Et l'on se trouvera en face de situation particulière comme celle de ces nomades qu'on ne voulait ni en

1. Proposition de M. de Pomereu, *J. off.*, 1907. Chambre. Doc. Parl., p. 3 (sess. extraord.). *Clunet* 1909, p. 614.

France, ni en Luxembourg, ni en Suisse et qui, refoulés entre deux frontières, par chacun de ces pays, ne pouvaient pénétrer dans aucun : situation que l'on dut trancher par voix diplomatique (décembre 92) (1).

Extradition. — Enfin, une dernière situation est celle de l'étranger qui s'est réfugié sur le territoire français après avoir commis, au dehors, une infraction de droit commun. Il peut être livré par le gouvernement français aux autorités étrangères compétentes qui le réclament pour le mettre en jugement ou lui faire subir les conséquences d'une condamnation pénale déjà prononcée (2).

C'est ce qu'on appelle l'extradition. Elle est faite par le pouvoir administratif, comme l'expulsion, mais sur la requête du pays intéressé et, comme l'expulsion, c'est un acte de souveraineté du pouvoir exécutif qui échappe au contrôle de l'autorité judiciaire (3).

Les nations passent entre elles des conventions d'extradition permettant à chacune d'elles de se faire rendre les criminels de droit commun. De 1901 à 1905 il y a eu, en France, 1.580 extraditions dont 991 sur la demande de gouvernements étrangers et 589 sur la demande de la France.

1. Clunet, 1893, p. 261.

2. Weiss, *Traité théorique et pratique de droit internat. privé.*

3. Circulaires de la sûreté générale du 12 octobre 1875.— Clunet, 1875, p. 400 et du 1^{er} mai 1897.— Clunet, 1898, p. 207.

La nationalité de ceux remis par la France était la suivante : 375 Belges, 291 Italiens, 132 Suisses, 120 Allemands, 27 Hollandais ou Luxembourgeois, 15 Espagnols, 9 Autrichiens, 6 Monégasques, 5 Anglais, 3 Russes, 2 Roumains, 2 Suédois, 1 Argentin, 1 Américain, 1 Portugais, 1 Belge (1).

1. Clunet, 1901, p. 613 et 1907, p. 591.

CHAPITRE II

DROIT A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

Nous venons de voir qu'au point de vue de la liberté d'aller et de venir, en France, l'étranger a une situation très libérale, à peu de chose près semblable à celle du national. Voyons maintenant les droits que lui donne notre législation pour exercer, chez nous, son activité et vivre de son travail.

Principe. — Si, en théorie, la législation de l'ancienne France n'avait pas prohibé l'emploi des ouvriers étrangers; en fait, la majorité des corporations ne cessèrent de les écarter de notre industrie. Une édit de Turgot de 1776 qui supprimait celles-ci sembla apporter la liberté du travail (1). La tentative de Turgot n'aboutit pas: il fallut attendre la Révolution qui proclama la liberté du travail dans le décret du 17 mars 1791 (2)

1. Édit de 1776, article premier. — « Il sera libre à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, même à tous étrangers, d'exercer dans notre royaume tout commerce que bon leur semblera ».

2. *Recueil Cohendy*, p. 236, art. 7 du décret du 17 mars 1791.

dégageant cette idée que « le travail est le droit comme le devoir de tous ».

Depuis, ce droit d'exercer des professions industrielles ou commerciales a toujours été considéré comme rentrant essentiellement dans le *jus gentium*, c'est-à-dire dans cette catégorie des droits concédés indifféremment aux étrangers et aux nationaux sans aucune condition de réciprocité. Il appartient donc aux étrangers comme aux Français (1).

Le droit au travail est un droit naturel à l'homme qui, à notre avis, ne saurait être refusé aux étrangers sans une odieuse tyrannie. Nous concédons à ceux-ci le droit de s'établir en France, nous devons leur laisser les moyens d'y vivre, car « tout membre de la société doit pouvoir subsister : s'il n'a pas de propriété il a le droit de vivre par son travail » (2) ; c'est l'idée proclamée par les hommes de 1848, après la Constituante.

Mais si le principe est certain et la pratique constante, le souci de l'intérêt général a fait tempérer par quelques restrictions le droit que l'étranger possède d'exercer, au milieu de nos nationaux, sa profession, son commerce ou son industrie (pêche, cabotage, travaux publics), restrictions qui ne portent pas atteinte au principe et que nous allons étudier.

Nous avons vu que la Constituante, devançant les

1. Weiss, *Traité*, t. II, p. 125.

2. Jean Jaurès, *Histoire socialiste*.

législations de l'Europe par son libéralisme, avait éman-
cipé les ouvriers de la tutelle des corporations et pro-
noncé l'assimilation des salariés étrangers et des salariés
français. A vrai dire, l'assimilation était peu de chose,
puisque l'ouvrier national ne recevait, alors, de la loi
aucune protection spéciale.

Les gouvernements qui se succédèrent de 1791 à 1814
eurent une tendance à se défier de l'ouvrier et à le
retenir d'une main ferme et parfois rigoureuse dans les
liens du travail. La politique du premier Empire fut, à
cet égard, nettement antidémocratique et hostile aux
salariés de tout ordre.

C'est seulement en 1841 (1), avec la loi sur le travail
des enfants dans les manufactures, que nous voyons le
premier essai de législation ouvrière.

La révolution de 1848 fit naître un puissant mouve-
ment social qui aboutit à une ébauche de droit ouvrier :
droit de coalition et d'association ; protection du salaire,
limitation légale de la journée de travail (2). Ces prescrip-
tions visaient les travailleurs en général, sans exclure
les étrangers, car on n'apercevait pas encore exac-
tement les dangers qu'il pouvait y avoir à faire
bénéficier d'une législation bienfaisante des ouvriers
étrangers qui pourraient ensuite accourir en foule
et concurrencer les nationaux. Une loi visait, à cette

1. Loi du 22 mars 1841.

2. Décret du 2 mars 1848. Loi du 9 septembre 1848.

époque. d'une façon spéciale les étrangers, leur faisant, du reste, une situation inférieure : c'est la loi du 3 décembre 1849 qui permettait l'expulsion des étrangers gênants. C'était la seule.

Sous la troisième République, le législateur français s'est engagé résolument dans la voie de la protection ouvrière : limitation très stricte de la journée de travail, lois d'assurances sociales, lois de retraites ouvrières. Mais d'autres pays d'Europe n'avaient pas une législation aussi avancée et c'est là, croyons-nous, une des causes pour lesquelles la France s'est trouvée envahie par le flot des salariés étrangers.

Des propositions de loi nombreuses sont venues demander au Parlement de changer cet état de choses au moyen de taxes sur l'étranger ou d'une limitation des ouvriers étrangers dans l'industrie française (1).

Restrictions. — Actuellement, il y a une tendance que nous avons déjà soulignée à limiter les étrangers sur les chantiers de travaux publics et, en général, des travaux payés des deniers publics en favorisant, au contraire, l'emploi des ouvriers français.

Rapportons pour mémoire les projets suivants :

Proposition de loi de MM. Cabart, Denneville, etc.,

1. Il y eut même en 1886 une proposition de loi tendant à exclure des marchés passés par l'État, les départements et les communes, les fournitures qui ne seraient pas exclusivement d'origine française (*J. off.* Chambre, annexe, 1886, p. 98.).

portant réglementation du personnel ouvrier des arsenaux de la marine et des établissements hors des ports (*J. off.*, 1893. Doc. parl., p. 116) (1).

Proposition de loi de M. Édouard Vaillant du 30 janvier 1894, relative aux conditions du travail pour la ville de Paris, comme pour toutes les communes (*J. off.*, 1894. Chambr, Doc. parl., p. 103).

Proposition de loi de M. A. Castelin du 23 juin 1894, portant limitation du nombre des ouvriers étrangers et proposant la fixation de la journée du travail à dix heures pour tous les ouvriers employés sur les chantiers publics (2) (*J. off.*, 1894. Chambre, Doc. parl., p. 1055).

Rapport du Conseil supérieur du travail du 10 décembre 1897 émettant le vœu de salaires normaux ou courants.

Proposition de loi de MM. Gervaise et Papelier du 19 mars 1899 demandant que les départements et les communes fussent autorisés à insérer la clause du salaire courant.

D'autres, enfin, ont demandé, en 1902, la limitation proportionnelle des étrangers à la fois dans l'industrie privée et dans les travaux publics (propositions Chiché, Coutant, Chauvin, Grosjean). Mais ces propositions ont échoué. Le gouvernement voulut laisser toute

1. *Bulletin de l'office du travail*, 1897, p. IV.

2. *Idem.*

liberté aux patrons d'agir à leur guise et, en sa qualité de patron, donner d'abord lui-même l'exemple en la matière par la limitation des travailleurs étrangers dans les travaux qu'il ordonnait et par la fixation d'un salaire normal, d'une durée normale du travail en usage s'il était prouvé que les journées actuelles de travail étaient trop longues pour l'ouvrier français.

Déjà (1) l'exclusion des salaires étrangers avait été prononcée dans différents services touchant directement la défense nationale.

En ce sens nous trouvons :

Un arrêté ministériel du 3 mai 1892, exigeant pour les emplois de chauffeur, mécanicien, conducteur de train la qualité de Français ou la naturalisation (art. 1^{er} et 3).

Un décret du 13 juin 1907 modifié le 11 décembre 1907 et les 5 et 23 septembre 1909, portant réorganisation du personnel ouvrier des arsenaux et des établissements de la Marine, exigeant pour l'admission la qualité de Français ou la naturalisation en même temps que l'accomplissement du service militaire (2).

Un décret du 4 novembre 1909 relatif au statut des ouvriers et ouvrières auxiliaires de la Marine qui exige

1. En 1888, M. Heurteau, directeur de la Compagnie d'Orléans, exigea en 1888 des ouvriers et employés qui demandaient à entrer dans la compagnie la preuve qu'ils étaient Français ou naturalisés Français.

2. *Bulletin de l'office du travail*, 1910, p. 253.

pour ce service la nationalité française ou la naturalisation et pour les hommes l'accomplissement du service militaire (1).

Un décret du 26 février 1897, relatif à la situation du personnel civil d'exploitation des établissements militaires et qui ne comprend dans ce personnel que des personnes de nationalité française (2).

L'État doit garder pour ses nationaux les places dans ses manufactures, places privilégiées au point de vue des salaires, des conditions du travail, des garanties du congédiement et des retraites. Il est juste, pensons-nous, que les ouvriers français profitent d'avantages payés des deniers publics : ce n'est pas une mesure contre les salariés étrangers, ce serait seulement une duperie de vouloir les assimiler sur ce point aux Français.

La même idée reparait dans la limitation des ouvriers étrangers dans les travaux publics de l'État, des départements et des communes, telle qu'elle résulte des décrets du 10 août 1899.

1. *Idem.*

2. Sirey, *Lois annot.*, 1897, p. 270.

PREMIÈRE SECTION

MARCHÉS POUR LE COMPTE DE L'ÉTAT, DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES

On sait que les marchés de travaux publics doivent être faits avec concurrence et, mis en adjudication, sont adjugés au plus fort rabais possible. Autrefois, la conséquence de cette manière de procéder était que les entrepreneurs avaient une tendance, après avoir soumissionné, à engager des ouvriers à bas prix — ils employaient dans ce but des ouvriers étrangers — et à les faire travailler plus longtemps que dans les travaux privés ordinaires.

En ce qui concerne les marchés de travaux publics, les départements et les communes ont, de bonne heure, tenté d'imposer aux entrepreneurs des conditions en faveur des ouvriers qu'ils employaient et de protéger l'ouvrier français contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère.

En 1883 d'abord, puis le 29 février 1888, le conseil municipal de Paris fixe à 5 0/0 le nombre des ouvriers étrangers que l'on pourra employer sur les chantiers

municipaux. La décision fut annulée par décret du 17 mars 1888.

Le 2 mai 1888, le conseil municipal de Paris décide que « l'entrepreneur ne pourra employer plus d'un dixième d'ouvriers étrangers pour chaque nature de travaux, étant spécifié que dans les postes et casernes « il ne pourra être employé que des ouvriers français ». Et de même à Marseille (1890), à Béziers (1890), à Dijon (1892), à Roubaix (1894), à Toulouse, à Toulon (1896), les conseils municipaux cherchent à protéger les ouvriers français contre la concurrence étrangère.

A cette tendance, le gouvernement fit opposition par les décrets du 17 mars 1888 et du 1^{er} avril 1871 qui annulaient les décisions prises par le conseil municipal de Paris, sur l'avis du Conseil d'État (arrêts du 24 mars 1890 (1) et du 25 janvier 1895) (2) qui refusait aux conseils municipaux le droit d'intervenir dans les entreprises de travaux publics sous la raison que les conditions ainsi posées dénaturaient le contrat d'adjudication et violaient l'ordonnance du 14 novembre 1837 en restreignant la concurrence, la limitation des ouvriers étrangers toutefois mise à part (arrêt du 24 mars 1890).

Le droit des conseils municipaux de s'occuper des entreprises de travaux publics a été consacré par les décrets du 10 août 1899 (3) (décrets Millerand).

1. Sirey, 1892, 3. 87.

2. Sirey, 1896, 3. 147.

3. Sirey, *L. annot.*, 1900, p. 1052 (*Bulletin de l'office du travail*, 1899, p. 736).

La commission du travail de la Chambre des députés avait en 1898 élaboré un texte, adopté par la Chambre en mars 1899 et contenant fixation d'un minimum légal de salaires et d'une durée maxima de travail. Sans attendre la fin de ce travail législatif, M Millerand réalisa la réforme par voie de décret le 10 août 1899 modifiant les décrets préexistants sur la matière, celui de 1837 et celui du 16 novembre 1882. Les décrets sont au nombre de trois, de termes identiques, avec cette seule exception que le décret relatif aux marchés passés au nom de l'État contient l'obligation, tandis que les deux autres, relatifs aux marchés passés au nom des départements et des communes, sont facultatifs.

L'article 1^{er} déclare que les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'État par adjudication de gré à gré, *devront* (1) contenir des clauses dans lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

1° Assurer aux employés et ouvriers un jour de repos par semaine ;

2° N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par l'administration, suivant la nature des travaux ou la région où ils sont exécutés ;

1. Décret relatif aux marchés passés au nom de l'État.

3^o Payer aux ouvriers un salaire normal égal.

Les deux autres décrets au lieu de l'obligation donnent la *faculté* de contenir les clauses précitées. La proportion des ouvriers étrangers à employer sera fixée par le préfet.

Tels sont les décrets de 1899, dont les dispositions sont venues s'opposer par la limitation du nombre des étrangers dans les travaux publics et la hausse de leur salaire au niveau de celui des Français, à la tendance qu'avaient les entrepreneurs, soumissionnaires de travaux publics, à faire exécuter l'ouvrage par des étrangers et à plus bas prix. Cette limitation était d'autant meilleure que la proportion des étrangers employés pouvait varier « avec la nature des travaux et la région où ils étaient exécutés » ; sage prescription : une proportion trop faible d'étrangers dans certains travaux (pour les terrassements où la concurrence française n'existe guère) aurait pu empêcher les travaux de s'exécuter. De même, la proportion ne sera pas identique, et à juste titre, dans une ville populeuse et dans une commune peu peuplée, dans une ville frontière et dans un département du Centre. La proportion généralement est de 1/10 (1).

Enfin, la sanction pour l'inobservation des prescriptions imposées consiste dans l'exclusion temporaire ou

1. Consulter à ce sujet les « Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers » publiés par *l'Office du travail*, 1902.

définitive de l'entrepreneur fautif sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges.

Les décrets de 1899 ne parlent pas des travaux militaires, mais il est bien évident que les ouvriers étrangers doivent en être exclus.

Signalons, en terminant, dans le même esprit : les conditions du travail des ouvriers des services municipaux de la ville de Paris (1), aux termes desquelles pour être embauché comme titulaire, il faut, entre autres choses, être Français et avoir satisfait à la loi sur le recrutement.

Notre opinion est, qu'avec les décrets du 10 août 1899, on est arrivé à une protection du travail national autrement efficace qu'avec la loi de 1893 précédemment étudiée et qu'on a fait, dans le sens de cette protection, ce qu'il était possible de faire sans léser la liberté des travaux ou s'exposer à des représailles de la part de gouvernements étrangers.

Nous pouvons citer, à propos des restrictions à l'emploi des ouvriers étrangers, une loi favorisant les ouvriers français à l'encontre de ceux-ci. C'est la loi du 29 juillet 1893 (2), admettant les associations ouvrières françaises aux marchés de travaux et de fournitures à passer pour le compte des communes (3). Elle a été votée

1. *Bulletin de l'office du travail*, 1909, p. 988.

2. *J. off.*, 30 juillet 1893. *S. L. annot.*, 1894, p. 676.

3. Article unique. — « Les associations d'ouvriers français sont admises aux adjudications de travaux communaux dans les condi-

à la suite de la proposition de M. Deandrais (1), après rapport de M. Papelier le 2 février 1893 (2) et adoptée sans discussion le 23 mars 1893 (3).

La loi du 21 mars 1884, conçue dans un esprit large et libéral, avait amélioré le sort des ouvriers, la loi de juillet 1893 a été conçue dans le but de favoriser les sociétés ouvrières et de leur concéder certains privilèges.

Un décret du 4 juin 1888 avait fixé les conditions exigées des sociétés d'ouvriers français pour pouvoir soumissionner les travaux ou fournitures faisant l'objet des adjudications de l'État (4) et un avis du Conseil d'État, en date du 27 juin 1889, avait étendu la mesure aux marchés passés au nom des départements.

La présente loi vient régler la question pour les marchés à passer pour le compte des communes. La mesure est heureuse, car c'est surtout pour les travaux communaux, dans les localités de faible importance où le contrôle des citoyens est plus facile qu'il convient d'assurer aux petits syndicats le bénéfice de facilités si propres à les encourager. De plus, notre siècle est celui de l'association : l'esprit d'association fait des progrès qu'on ne peut méconnaître et il faut que la loi s'accorde

tions déterminées par le décret du 4 juin 1888 relatif à la participation des sociétés françaises d'ouvriers aux adjudications et marchés passés au nom de l'État. »

1. *J. off.*, 1892. Chambre. Doc. parl., p. 599.

2. *J. off.*, 1893. Chambre. Doc. parl., p. 391.

3. *J. off.*, 1893. Chambre. Doc. parl., p. 1055.

4. *J. off.*, 5 juin 1888. S. L. annot., 1888, p. 344.

avec la situation nouvelle. Enfin cet avantage accordé à des salariés français pour des travaux payés des deniers publics est, à notre avis, plus que légitime et d'accord avec la tendance que l'on doit en écarter autant que possible les étrangers.

SECTION II

PROJETS DE TAXE DE SÉJOUR SUR LES ÉTRANGERS VIVANT DE LEUR TRAVAIL EN FRANCE

On a cherché à aller plus loin dans la voie des restrictions à la liberté du travail et de nombreux projets ont été déposés à la tribune de la Chambre des députés depuis une trentaine d'années, ayant aussi pour but de protéger le travail national, mais au moyen de taxes ayant pour effet de rétablir la parité de situation entre les deux concurrents : le salarié étranger affranchi de presque toutes les charges et le Français qui en supporte beaucoup.

Nous allons brièvement rapporter les plus importantes.

Proposition de M. Pieyre (1883), ayant pour but de frapper les étrangers résidant en France d'une taxe annuelle de 6 francs, dont le produit devait être affecté par moitié à la caisse nationale des retraites et par moitié à celle des invalides du travail (1).

1. Clunet, 1883, p. 223.

Proposition de M. Thiessé (16 novembre 1885) tendant à soumettre à une taxe de séjour les employés et ouvriers étrangers autres que ceux employés pour les travaux de culture (*J. off.*, 1886. Ch. Doc. parl., p. 5).

Proposition de M. Pally (23 novembre 1885) ayant pour objet d'introduire dans les marchés de travaux publics passés par l'État, les départements et les communes une clause stipulant que les entrepreneurs ne pourront employer que des ouvriers français (1).

Proposition de M. Pradon et de 43 de ses collègues (26 novembre 1886) ayant pour objet l'établissement d'une taxe de séjour sur tous les étrangers indistinctement (6 fr. par an pour les journaliers et gens de service, 18 fr. par an pour les autres étrangers) (*J. off.*, 1886. Ch. annexe, p. 1293 et 1548).

Propositions de M. Steenackers (1885 et 1887) tendant à établir une taxe de 18 francs par étranger sur ceux qui les emploient. La proposition de 1887 demandait le paiement par les employeurs d'une taxe de 0 fr. 10 par ouvrier étranger et par jour. Pour les domestiques la taxe était représentée par un versement égal à 5 0/0 des gages (*J. off.*, 1886. Ch. Doc. parl., p. 1049).

Projet de la commission parlementaire, saisie des quatre propositions précédentes, frappant les étrangers de la taxe militaire (1888).

Ces diverses propositions n'aboutirent pas, du moins

1. Clunet, 1886, p. 380.

aux mesures demandées. Il en sortit seulement le décret de 1888 relatif à la police des étrangers en France et que nous avons étudié précédemment.

Celui-ci, étant manifestement insuffisant, puisqu'il ne s'appliquait qu'à une catégorie minime d'étrangers : un mouvement très marqué se fit alors au Parlement, dans le sens d'une protection plus efficace assurée au travail national. Ce furent les projets suivants :

Proposition de M. Castelin (21 novembre 1889) tendant à soumettre les étrangers à toutes les charges supportées par les Français, notamment en les frappant d'une taxe militaire (*J. off.*, 1889. Ch. Doc. parl., p. 124).

Proposition de M. Lalou (25 novembre 1889) tendant à régler la condition des étrangers en France au moyen : d'une taxe militaire payable par tout étranger habitant la France, âgé de vingt et un à quarante-cinq ans ; d'une taxe annuelle de 50 francs à payer par tout patron faisant travailler un ouvrier de nationalité étrangère. La moitié des taxes ou amendes devant être capitalisées jusqu'à ce que les Chambres aient voté l'organisation d'une caisse des invalides du travail ou de toute autre création du même genre (*J. off.*, 1889. Ch. Doc. parl., p. 207).

Proposition de M. Macherez et de quelques collègues tendant à la protection du travail national contre les étrangers et établissant deux taxes : l'une de 24 francs pour les étrangers aux gages d'une autre personne

(ouvrier, domestique), l'autre de 48 francs sur les étrangers travaillant pour leur compte. Les étrangers vivant de leurs revenus n'étaient pas imposés (*J. off.*, 1889. Ch. Doc. parl., p. 247).

Proposition de M. Brincard (30 novembre 1889) assurant la protection du travail national. Les étrangers exerçant en France un travail quelconque seraient munis d'un livret spécial. A l'âge de vingt et un ans ils devraient accomplir un service de trois ans dans la légion étrangère ou, s'ils justifiaient avoir satisfait aux obligations militaires de leurs pays, payer une taxe représentative. Enfin, l'employeur payerait une taxe égale à 5 0/0 du salaire journalier de ses employés étrangers. L'emploi du produit devait être réglé comme dans la proposition Lalou ci-dessus. (*J. off.*, 1889. Ch. Doc. parl., p. 260).

Proposition de MM. Hubbard, Barbe et Montant (14 décembre 1889), ayant pour objet la défense du travail national et l'établissement d'une taxe de résidence sur les étrangers séjournant en France, taxe reposant sur le revenu annuel de l'étranger ou le revenu de son travail (*J. off.*, 1889. Ch. Doc. parl., n° 187, p. 422).

Le 20 janvier 1890, M. Maxime Lecomte fit de ces cinq propositions un rapport sommaire. Deux ans après, une commission fut élue qui choisit comme rapporteur M. Turrel (*J. off.*, 1890. Ch. Doc. parl., p. 271).

Le 2 avril 1892, M. Turrel déposa son rapport à la Chambre et il en sortit la loi du 8 août 1893 que nous

avons étudiée spécialement (*J. off.*, 1892. Ch. Doc. parl., p. 768). Cette même année la proposition de M. Paul Lafargue (27 octobre 1892) tendant à réglementer l'emploi des ouvriers fut prise aussi en considération (*J. off.*, 28 octobre 1892).

Proposition de M. Thellier de Poncheville (octobre 1892) tendant à imposer une taxe spéciale sur les étrangers qui, à l'âge de vingt et un ans refuseraient de se soumettre aux obligations militaires (*J. off.*, 1892. Ch. Doc. parl., p. 2209).

Comme nous l'avons vu en étudiant la loi de 1893, l'idée de la taxe directe sur les étrangers fut écartée et cependant dans les législatures suivantes de nombreux projets de lois furent proposés qui prétendaient assurer la protection du travail national par un impôt sur le salarié étranger.

Proposition de MM. Brice et Chapuis (7 décembre 1893) tendant à l'établissement d'une taxe sur les ouvriers étrangers. Taxe mensuelle de 5 francs pour les hommes. de 2 fr. 50 pour les femmes. Les sommes ainsi perçues devant être versées à la Caisse nationale des retraites (*J. off.*, 1893. Ch. Doc. parl. Exposé des motifs, p. 153. Rapport sommaire Rameau, 1894. Ch. Doc. parl., p. 109).

Proposition de M. Brincard (11 décembre 1893) relative au séjour des étrangers en France et tendant à assurer la protection du travail national. Tout étranger

de vingt et un ans à quarante cinq ans serait soumis à la taxe militaire fixe mentionnée au paragraphe 3 de l'article 35 de la loi du 15 juillet 1889, tandis que ceux qui les emploieraient paieraient une taxe de 5 0/0 de leur salaire journalier (*J. off.*, 1893. Ch. Doc. parl. p. 236 et rapport sommaire. Ch. Doc. parl., *J. off.*, 1894, p. 109).

Proposition de loi de M. Richard (20 janvier 1894) ayant pour objet la protection du travail national, aux termes de laquelle les patrons occupant des ouvriers étrangers sont tenus de payer au Trésor pour chacun d'eux une taxe journalière de 0 fr. 50 (*J. off.* Ch. Doc. parl., 1894, p. 73).

Proposition de loi de M. Gendre (24 janvier 1894) tendant à soumettre les étrangers qui ont l'autorisation d'établir leur domicile en France à la taxe militaire.

Proposition de M. Mirman tendant à interdire aux étrangers l'entrée de certains conseils d'administration. (*J. off.*, 1894. Ch. Doc. parl., p. 634 et 953).

Proposition de M. Bazille (18 mai 1895) tendant à imposer aux étrangers résidant en France et y vivant du produit de leur travail, une taxe militaire de 2 francs par mois (*J. off.*, 1895, Ch. Doc. parl., p. 515).

Proposition de MM. Paulin, Méry, etc., relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national. Les étrangers seraient soumis à l'autorisation de séjour quand ils viendraient en France

exercer une profession : il serait interdit de les employer sans cette autorisation (*J. off.*, 1896. Ch. Doc. parl., p. 1503).

Projet de loi de M. Barthou, ministre de l'Intérieur (21 février 1897), complétant les dispositions de la loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France (*J. off.*, 1897. Ch. Doc. parl., p. 172).

Proposition de M. Bourrat (1^{er} février 1897) obligeant les professeurs de nationalité étrangère à être autorisés par le gouvernement pour exercer l'enseignement.

Proposition de M. de Montfort (8 février 1897), relative à l'établissement : 1^o d'une taxe militaire sur les étrangers résidant en France ; 2^o d'une taxe supplémentaire sur les étrangers y exerçant une profession salariée ou patentée, et n'admettant aux fonctions publiques que des Français issus de parents français ou naturalisés (*J. off.*, 1897. Ch. Doc. parl. Exposé des motifs, p. 218.)

Proposition de M. de Pontbriand, tendant à n'admettre que des Français dans les administrations, dans l'armée dans la marine, dans les assemblées électives (*J. off.*, 1898. Ch. Doc. parl., p. 426).

Proposition Chiché ayant pour but la limitation du nombre des ouvriers étrangers employés dans les établissements industriels (*J. off.* Ch. Doc. parl., 1898, p. 1339) et dans le même sens : propositions Brice (*J. off.*, 1898. Ch. Doc. parl., p. 162), Magniaudié, Holtz, Coutant (*J. off.*, 1898. Ch. Doc. parl., p. 149, 225, 316).

Enfin, plus près de nous :

Proposition de M. L. Chauvin (16 juin 1902) sur la protection du travail national, complétant l'article premier de la loi du 8 août 1893 par une taxe sur l'employeur, fixant à 10 0/0 le nombre des travailleurs étrangers employés dans les mines, manufactures, chantiers et exploitations (*J. off.*, 1902. Ch. Doc. parl., p. 538, Urgence déclarée, 1^{er} déc. 1902).

Proposition de M. Grosjean (14 octobre 1902) ayant pour objet de protéger la main-d'œuvre nationale contre la concurrence étrangère (*J. off.* Ch. Doc. parl., 1902, p. 61, session extraordinaire).

Proposition de M. Jules Coutant (1^{er} décembre 1902), relative aux salaires des ouvriers étrangers, interdisant de payer les ouvriers étrangers sur le territoire français à un salaire moindre que celui basé sur les tarifs des Chambres syndicales ouvrières locales ou régionales, dans le but de prévenir un abaissement des salaires des travailleurs français (*J. off.*, 1902. Ch. Doc. parl., session extraordinaire, p. 428. Urgence déclarée, 1^{er} déc. 1902).

Proposition de M. Defontaine (20 novembre 1903) ayant pour but de compléter la loi du 8 août 1893 relative à la protection du travail national, par l'obligation pour l'ouvrier étranger de renouveler sa déclaration toutes les semaines (*J. off.*, 1903. Ch. Doc. parl., p. 168).

Sur ces quatre propositions (rapport de M. Mas,

26 novembre 1903) ainsi que sur les amendements de MM. Dubuisson et Carnaud tendant à établir une taxe sur les patrons qui emploieront des ouvriers étrangers (*J. off.*, 1903. Ch. Doc. parl., p. 176).

Proposition de loi de M. Lebrun (20 avril 1905) portant modification de la loi du 8 août 1893 par l'adjonction à la déclaration de résidence d'un certificat de vaccine remontant à moins de dix ans (*J. off.* Ch. Doc. parl., p. 502).

Proposition de loi de M. Jules Coutant (14 juin 1906), relative aux salaires des ouvriers étrangers. La même que ci-dessus du 1^{er} décembre 1902 (*J. off.*, 1906. Ch. Doc. parl., p. 592).

Proposition de MM. Lebrun et Villejean (20 mars 1907) portant modification de la loi du 8 août 1893. La même que ci-dessus du 20 avril 1905 (*J. off.*, 1907. Ch. Doc. parl., p. 249).

Proposition de loi de M. Defontaine (10 mai 1907) ayant pour but de compléter la loi du 8 août 1893. La même que ci-dessus du 20 novembre 1903 (*J. off.*, 1907. Ch. Doc. parl., p. 308).

Proposition de M. Defontaine (19 janvier 1909). La même que précédemment.

Enfin, la dernière proposition de loi, de M. Jules Coutant (8 novembre 1910), relative aux salaires des ouvriers étrangers et ayant pour but de prévenir la dépréciation de la main-d'œuvre ouvrière (*J. off.*, Ch. Doc. parl., n° 438).

Le 25 mars 1910 est venue en discussion, au Sénat, l'article 9 de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, portant revision du tarif général des douanes. Cet article avait pour objet l'établissement d'une taxe sur les industriels ou commerçants occupant plus de cinq ouvriers n'ayant pas leur résidence habituelle en France. La commission sénatoriale et le ministre du Commerce proposaient de disjoindre cet article, « ne croyant pas possible, étant donné la gravité de la question, d'en aborder l'étude en de courts instants et d'envisager la possibilité d'une solution. Au surplus, ajoutait le ministre, la commission du travail de la Chambre est saisie d'un rapport qui examine toutes ces questions. Elle est prête à en poursuivre l'étude et à saisir le Parlement de ses conclusions ».

La disjonction fut adoptée.

La Chambre des députés, le 25 février 1910, au cours de la discussion de la loi de finances, avait déjà disjoint et renvoyé à la discussion de la loi sur les contributions directes un amendement de M. Ceccaldi fixant le taux et les conditions d'une taxe frappant les industriels et commerçants occupant plus de cinq personnes non résidant en France (1).

Sans savoir à quelles mesures aboutiront ces der-

1. *Bulletin de l'office du travail*, 1910, p. 528.

nières propositions, nous pensons que l'idée de taxe sur l'étranger et sur ceux qui l'emploient semble abandonnée par la Chambre sans espoir de retour.

Nous n'analyserons pas toutes ces propositions de loi : occupons-nous de celles qui ont précédé la loi du 8 août 1893.

Les unes proposaient une taxe payable par l'étranger lui-même et ce système était si critiquable que, lors du vote de la loi, l'idée d'une taxe directe fut soigneusement écartée. Pour donner satisfaction à l'opinion on assujettit seulement les salariés étrangers à certaines formalités d'immatriculation, mais non de taxation.

Les autres proposaient une taxe payable par les patrons.

D'autres enfin demandaient l'insertion dans les marchés de travaux publics d'une clause défendant aux entrepreneurs d'employer des ouvriers étrangers.

Toutes ces mesures furent combattues à la Chambre des députés, comme contraires à l'esprit de la révolution et à la tradition d'hospitalité de la France (1). Aussi, dès 1893 le principe de la taxe sur l'étranger est écarté sans esprit de retour et pour les raisons suivantes :

Nous avons besoin des étrangers : sans eux il y a des travaux qui ne se feraient pas ; l'insuffisance de main-d'œuvre pourrait arrêter les progrès de notre industrie et retomber sur l'ouvrier national. Nous pourrions

1. Discours Rouvier, Chambre, 6 mai 1893 (*J. off.*, 7 mai).

craindre les représailles possibles des autres nations (or, nous avons 300.000 Français disséminés sur le globe et de qualité de beaucoup supérieure à celle des étrangers venus en France). Enfin, des traités de commerce — de par la clause de la nation la plus favorisée — nous lient avec les nations voisines qui feraient obstacle à l'application d'une taxe, puisque, par ces conventions, la France s'est engagée à ne pas faire payer à certains étrangers d'impôts, contributions ou taxes plus élevés qu'aux Français. Aussi toutes ces propositions de loi, venues après la loi de 1893 et édictant des taxes destinées soit à représenter la charge du services militaire, soit à contre-balancer les autres charges du travailleur français ne sont pas, à notre avis, applicables.

Il faut bien se dire que nous sommes en présence d'un fait, se répéter qu'il y a en France 600.000 salariés étrangers, dont la majorité font des besognes inférieures, comme les terrassements, les travaux temporaires ou mensuels (binage, arrachage des betteraves dans le Nord, vendanges dans le Midi, moisson en Corse et en Normandie), les travaux pénibles des sucreries du Nord, des huileries du Midi, des verreries du Dauphiné. Ces travailleurs étrangers, tout en profitant des lois de protection ouvrière, vivent chez nous, sans charges militaires, sans presque payer d'impôts et le plus souvent sans famille, donc à peu de frais, mais nous en avons besoin ! L'immigration nous est nécessaire et pour

combler les vides de notre population et pour assurer la main-d'œuvre à notre industrie manufacturière.

« La différence de fécondité de deux peuples voisins, si elle ne se rachète pas par une pénétration lente d'éléments assimilables, provoquera plus tard une invasion brusque et conquérante (1). »

Or, notre population n'augmente pas dans les mêmes proportions que celle des autres nations. Dans trente ans, si la progression reste identique, la France aura 44 millions d'habitants, l'Angleterre 63 millions, l'Allemagne, l'Autriche 134 millions, la Russie 158 millions.

La taxe sur les étrangers aurait pour effet, sans doute, d'arrêter la concurrence de la main-d'œuvre étrangère et de relever les salaires en diminuant l'offre des bras : elle empêcherait peut-être l'envahissement lent du territoire par les nations voisines plus prolifiques, pendant quelque temps. Mais n'oublions pas que nous manquons de travailleurs, que, loin de priver nos ouvriers de travail, d'avilir les salaires, les salariés étrangers viennent occuper des places libres et, en général, toucher un salaire égal à celui des travailleurs français (s'il y en avait dans cette profession).

L'immigration augmente la puissance de notre industrie et assure à tous plus de travail ; ces étrangers faisant ce que nous ne faisons pas (les Allemands sont car-

1. Van Laër, *la Réforme sociale*, 1891, p. 64.

riers, les Italiens terrassiers, les Belges moissonneurs), ne semblent pas, quoi qu'on dise, faire aux Français une concurrence déloyale.

C'est ce qui résulte d'une statistique curieuse de la Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux de bâtiments de Lille montrant que la main-d'œuvre étrangère n'afflue que là où manque la main-d'œuvre française (1).

Terrassiers.....	aucun ouvrier fran- çais.
Maçons	45 0/0 d'étrangers
Tailleurs de pierres bleues.	90 0/0 —
Tailleurs de pierres blanches.	50 0/0 —
Menuisiers, charpentiers...	25 0/0 —
Plafonniers	60 0/0 —
Couvreurs.....	10 0/0 —
Peintres.....	25 0/0 —

Il y aurait de même un grand intérêt à consulter les rapports des préfets en ce qui concerne les limitations du nombre des étrangers au sujet de l'application des décrets du 10 août 1899.

Sans doute, il faut protéger l'ouvrier français qui a des charges nombreuses : il faut le protéger contre la dureté à l'ouvrage de l'ouvrier belge, contre la productivité du travail de l'ouvrier anglais, contre la facilité de vie de l'ouvrier italien ; il faut égaliser les moyens de

1. Mas, *Revue politique et parlementaire*, 1904, p. 474.

combat. Mais une taxe qui aurait pour objet ce résultat serait néfaste, car, comme nous venons de le montrer, l'immigration nous est nécessaire.

Cette taxe retomberait sur les travailleurs utiles et n'atteindrait ni les indigents, ni les criminels : du reste, elle ne rétablirait pas l'égalité et serait d'une mise en œuvre pénible, sinon impossible, à cause des traités qui nous lient. Ce qu'on peut faire, c'est établir sur les étrangers réfractaires et insoumis dans leur pays une taxe représentative de la lourde charge du service militaire. Quant aux autres inégalités, rien ne serait plus légitime que de les supprimer par des lois spéciales.

Une commission du travail de la Chambre des députés (1902-1906) avait émis, en ce sens, un projet de loi qui consistait dans l'incorporation à la loi de 1893 remaniée du principe des décrets du 10 août 1899, c'est-à-dire en une déclaration de tout ouvrier ou employé et un salaire normal égal et obligatoire pour tous les ouvriers des travaux publics.

M. Pic (1) trouve regrettable que la commission n'ait pas profité de l'occasion qui lui était offerte d'élaborer un règlement général sur la police des étrangers impliquant fusion du décret de 1888 et de la loi de 1893 et corrigeant les imperfections apparentes de ces deux textes : c'eût été plus utile ; et M. Pic propose une taxe modérée sur l'employeur n'atteignant l'étranger que

1. *Revue d'Économie politique*, 1902, p. 497.

par répercussion et qui ne serait ni contraire aux traités, ni périlleuse pour les Français établis à l'étranger.

Il nous semble, cependant, que la commission en ne reprenant pas l'idée de la taxe sur l'employeur suivait l'orientation actuelle des idées du Parlement, car une telle taxe mettant les patrons à l'abri et écartant tout scrupule serait une prime à l'embauchage des ouvriers étrangers, de même que la limitation proportionnelle ; les patrons séduits par les salaires quelquefois plus bas, payés à l'étranger l'atteindraient de suite et ce serait la porte ouverte à une invasion plus grande encore.

La meilleure solution de ce problème capital consisterait :

1° Dans les facilités de la naturalisation qui canaliseront à notre profit l'immigration étrangère ;

2° Dans l'adoption, quand elle sera possible, de la solution nettement socialiste contenue dans les propositions de loi Chiché (juillet 1898) et Coutant (1901, 1906, 1910) tendant à limiter le nombre des ouvriers étrangers employés dans les usines, manufactures ou établissements industriels quelconques publics ou privés : la seconde, spécialement, comportant, en outre, *la fixation d'un salaire minimum*, afin d'empêcher la dépréciation des salaires des ouvriers français par suite de la concurrence étrangère.

Cette question du salaire minimum, égal pour tous,

semble insoluble actuellement, vue la diversité du travail. Le meilleur parti à prendre serait de laisser agir les syndicats qui, mieux que tout autre organe, sont en mesure de solutionner le problème. En attendant cette solution, nous pourrions exiger des salariés étrangers la déclaration de la loi de 1893, mais renouvelable tous les mois ; empêcher l'emploi de ces étrangers dans les travaux payés des deniers publics, mais leur donner pour tout le reste, les mêmes avantages qu'aux ouvriers français qui n'en seraient nullement frustrés, à condition toutefois d'écarter les travailleurs au rabais et leur terrible concurrence.

C'est le chemin de l'égalité que nous a tracé la Constituante.

AUTRES RESTRICTIONS

Marine. — Les lois ont, enfin, protégé de façon toute particulière nos travailleurs de la mer soumis à l'inscription maritime, et là nous retrouvons des restrictions très marquées à la liberté du travail des étrangers ; ce sont les lois sur le cabotage réservant aux navires français la navigation française de port à port et celle entre la France et l'Algérie (loi du 14-20 juin 1854, du 21 septembre 1793, loi du 2 avril 1889). C'est la loi sur la pêche maritime côtière (loi du 1^{er} mars 1888, accompagnée du décret du 19 août 1888). Mais ces lois s'adressent

principalement aux patrons auxquels elles réservent le monopole de la pêche et du cabotage sans leur fixer la moindre limite à l'emploi de salariés étrangers dans l'accomplissement de ces ouvrages.

Nous n'aurons à signaler ici qu'une entrave indirecte à la liberté du travail des marins étrangers en France, entrave résultant de la loi des 21-23 septembre 1793, articles 2, 3 et 4 et de la loi du 9 juin 1845, aux termes desquelles les navires français doivent être commandés par des officiers français : les officiers, majors et les trois-quarts de l'équipage devront être français. Nous sommes donc ici en présence d'une restriction légère au libre emploi des étrangers sur les navires français et nous devons la signaler.

CHAPITRE III

LIBERTÉ D'ASSOCIATION

Nous avons donné à l'étranger le droit de s'établir en France et celui de travailler ; devons-nous accorder à ces salariés étrangers le droit de s'associer pour la défense de leurs intérêts ?

La fin du xix^e siècle a été pour la France l'ère de la liberté d'association. Les étrangers auxquels nos frontières sont ouvertes ne devaient pas rester en dehors de ce mouvement. Nous allons voir que le régime qui leur est acquis, est aussi libéral que celui des sociétés françaises, à part, naturellement certaines mesures ayant en vue la sécurité de l'État.

PREMIÈRE SECTION

GROUPEMENTS D'OUVRIERS ÉTRANGERS

La situation sera différente s'il s'agit de groupements étrangers formés à l'étranger ou formés en France.

A. — *Associations ouvrières formées à l'étranger*

Les groupements étrangers, c'est-à-dire qui ont leur siège et leur organisation centrale à l'étranger, régulièrement constitués (comme par exemple les corporations allemandes et les trades-unions anglaises) sous l'empire d'une loi qui leur confère la personnalité, n'ont pas le droit de se comporter comme personne juridique en France, tant qu'un traité, dans le genre du traité franco-italien du 15 avril 1904, n'est pas venu « créer un lien de solidarité étroite entre les institutions similaires des deux pays et leur permettre d'étendre leur action bienfaisante au delà des frontières (1). Il

1. Pic, Clunet, 1905, p. 273.

leur faut une autorisation, en France, par décret rendu en la forme de règlement d'administration publique. Une fois autorisées, la situation juridique de ces sociétés est réglée comme celle de toutes les associations en France par la loi du 1^{er} juillet 1901, relative au contrat d'association (1), articles 5 et 12. L'article 5 détermine pour elles les moyens d'obtenir la personnalité juridique tandis que l'article 12 les frappe de dissolution en certains cas : Les associations étrangères, dit cet article, composées en majeure partie d'étrangers, celles ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à l'étranger et dont les agissements seraient de nature soit à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, soit à menacer la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, dans les conditions prévues par les articles 45 et 101 du Code pénal, pourront être dissoutes par décret du Président de la République rendu en conseil des ministres. Déjà dans le même sens, la loi du 14 mars 1872 avait édicté des peines contre l'Association Internationale des travailleurs et autres, professant les mêmes doctrines et poursuivant le même but : elle a été abrogée ultérieurement.

En résumé, l'association étrangère la plus favorisée, nous dit M. Pic est, de par la loi de 1901 et sous réserve des stipulations inscrites dans les traités internatio-

1. Loi de 1901. S. 1902. L. Annot, p. 241. D. P. 1901, 4, 105.

naux, assimilée aux associations françaises les moins favorisées. La France fait cependant, ici, preuve d'un libéralisme dont il faut la louer, car elle pourrait refuser aux associations ou corporations ouvrières autorisées à l'étranger la personnalité civile en France, en faisant valoir que l'existence de ces associations ou corporations relève de dispositions législatives qui sont des lois de police et de sûreté.

B. — *Associations d'étrangers formées en France*

Syndicats professionnels. — La loi du 21 mars 1884 (1) a consacré l'assimilation des ouvriers étrangers aux ouvriers français. Elle reconnaît aux étrangers le droit de faire partie en France d'un syndicat professionnel : cela résulte des débats et nous voyons là une œuvre de justice, car si l'on admet les ouvriers à travailler on doit leur permettre de s'unir pour la défense de leurs intérêts professionnels.

Cependant il ne saurait y avoir de syndicats professionnels exclusivement composés d'étrangers, ce sont les termes des articles 4 et 10 de la loi du 21 mars 1884 :

Les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat devront être Français et jouir de leurs droits civils.

Et l'article 10 ajoute :

1. *Journ. off.*, 22 mars. S. *Lois annotées*, 1884, p. 644.

« La présente loi est applicable à l'Algérie... Toutefois les travailleurs étrangers et engagés sous le nom d'immigrants ne pourront faire partie des syndicats.

C'est le Sénat, lors de la discussion de la loi, qui a introduit la nécessité, pour ceux qui sont chargés de l'administration des syndicats, d'être Français, trouvant dangereux qu'un étranger put prendre la direction d'un syndicat français. Cette nécessité a été rappelée par le ministre de l'Intérieur peu après dans une circulaire du 25 août 1884 (1). Il en résulte que si les étrangers ne peuvent pas fonder un syndicat entre eux, ils le pourraient presque, puisqu'il leur suffirait d'accepter des administrateurs français. A part cette limitation justifiée par des raisons politiques valables, l'assimilation est complète entre les salariés puisque, aux termes de la loi, qu'on soit Français ou étranger, cela importe peu, il suffira d'exercer la même profession pour entrer dans un syndicat ; c'est là, du reste, un excellent moyen d'union, un terrain d'entente entre travailleurs français et étrangers, si disposés souvent à entrer en lutte.

Ajoutons que les ouvriers étrangers peuvent faire partie des Chambres syndicales, des syndicats qui sont de véritables commissions exécutives chargées de veiller aux intérêts de l'association.

1. Clunet, 1884, p. 567.

Sociétés de secours mutuels. — Les sociétés de secours mutuels sont des sociétés d'assurance ayant pour but de répartir sur un grand nombre de têtes les risques dont elles veulent garantir leurs membres.

La loi du 1^{er} avril 1898 est la loi organique des sociétés de secours mutuels. C'est une véritable charte de la mutualité, la loi d'émancipation et d'affranchissement de ces sociétés. Elle codifie la législation de la matière en la modifiant et en la complétant dans un sens libéral (1).

La législation antérieure, qui commence avec la loi du 15 juillet 1850, était assez importante. Cependant, avant 1898, il n'y avait pas de liberté, mais au contraire des dispositions ne contenant pour les sociétés que des obligations et leur enlevant tous droits et toute initiative. On sentait d'une manière générale la nécessité de refondre et de compléter dans un sens plus libéral la législation des sociétés de secours mutuels. Leur développement était assez récent: il datait à peine d'un demi-siècle. Mais, préoccupées pour la plupart de la guérison de leurs membres et comptant surtout sur leurs membres honoraires, les sociétés de secours mutuels avaient vécu jusqu'alors d'une manière plutôt empirique. Vers la fin du xix^e siècle, leur objet s'était étendu, leur horizon s'était agrandi. Elles cherchaient,

1. Loi du 1^{er} avril 1898. *Journ. off.*, 3 avril. — S. *Lois annot.*, 1899, p. 730; D. P. 99. 4. 27.

dès lors, à garantir à leurs membres une assistance plus complète, des soins plus vigilants en cas de maladie, une indemnité de chômage mieux en rapport avec les besoins du malade et de sa famille. En dernier lieu, elles abordaient le problème de la constitution de retraites en cas de vieillesse et d'accidents. Cette transformation ne permettait plus de conserver une législation ancienne et surannée : il fallait mettre des moyens d'action nouveaux à la disposition de ces sociétés pour accomplir leurs projets.

Avec la loi de 1850 restrictive et la législation qui a suivi, on s'est demandé comment les sociétés de secours mutuels ont pu progresser comme elles l'ont fait : 700.000 mutualistes avec 38 millions de francs (1). L'explication, c'est que la mutualité avait bénéficié, dans la pratique administrative, depuis l'avènement de la troisième République, d'un régime de tolérance et de liberté qui n'a certainement pas été étranger au progrès et au développement de ces institutions (1).

La nouvelle codification a donné une impulsion très vive aux mutuelles et à leurs œuvres d'assistance. C'est l'article 3 qui, dans les alinéas 3 et 4, détermine la situation des étrangers et la législation qui leur est spéciale. Il dispose que :

L'administration et la direction des sociétés de secours

1. Rapport Lourties. *Journ off.*, 1898. Sénat, Doc. parl., p. 813.

mutuels ne peuvent être confiées qu'à des Français majeurs de l'un ou de l'autre sexe, non déchu de leurs droits civils ou civiques, sous réserve pour les femmes mariées des autorisations de droit commun.

Les sociétés de secours mutuels constituées entre étrangers ne peuvent exister qu'en vertu d'un arrêté ministériel toujours révocable. Par exception, elles peuvent choisir leurs administrateurs parmi leurs membres.

Ainsi donc, les salariés étrangers peuvent faire individuellement partie des sociétés mutuelles françaises, mais non de la direction et de l'administration. On a admis les étrangers, semble-t-il, parce que ces associations doivent étendre le plus possible leur champ d'opérations pour être assurées d'une certaine prospérité. Leur intérêt était donc d'admettre au nombre de leurs sociétaires les étrangers qui doivent apporter l'appui de leurs cotisations. C'était tout spécialement le cas de celles qui sont formées en vue de l'assurance contre les infirmités prématurées, la vieillesse et la mort, et qui doivent rayonner sur une grande étendue de territoire et recruter le plus grand nombre possible d'adhérents afin d'obtenir ainsi une concordance constante entre les risques réalisés et les risques prévus d'après les données de la statistique.

La faveur de la loi permet de plus, aux étrangers, de constituer entre eux des sociétés essentiellement étrangères, mais qui n'ont, en revanche, qu'une existence précaire.

L'admission des étrangers au bénéfice de la loi de 1898, soit dans des sociétés composites, soit dans des sociétés ne comprenant que des étrangers, soit à l'administration de ces sociétés, n'avait pas été sans difficultés et avait donné lieu à d'assez longs débats.

On avait d'abord voulu refuser aux étrangers l'administration de leurs sociétés de secours mutuels, en disant que la législation applicable aux mutuelles devait être analogue à celle des syndicats, c'est-à-dire une direction et une administration françaises. On pensait de plus que les sociétés de secours mutuels, uniquement composées d'étrangers avec des conseils d'administration étrangers et excluant les nationaux, devaient exciter la défiance. M. Barthou, ministre de l'Intérieur, fit cependant adopter l'article 3 en déclarant que l'autorisation préalable était, vis-à-vis des sociétés formées d'étrangers, une garantie suffisante. En effet, aux termes de l'article 3, ces sociétés ne peuvent exister qu'en vertu d'un arrêté ministériel et cet arrêté, nécessaire pour leur donner l'existence légale, est essentiellement révocable. L'autorité administrative doit, en effet, avoir toute latitude pour retirer, quand elle le juge opportun, l'autorisation accordée et notamment, quand ces associations sortent de la sphère de la mutualité où elles doivent rigoureusement se renfermer. Elles sont donc hors de la liberté du droit commun.

D'après le texte définitif de l'article 3 qui a triomphé, les administrateurs des sociétés composées d'étrangers

peuvent être des étrangers sans distinguer si les sociétés appartiennent ou n'appartiennent pas tous à la même nationalité. Enfin, les étrangers admis à titre individuel dans nos sociétés de secours mutuels ne bénéficieront dans leurs pensions, des subventions de l'État, que si leurs pays d'origine garantissent par traités à tous nos nationaux des avantages équivalents. De même, les pensions allouées sur le fonds commun ne pourront être servies aux étrangers que s'ils résident sur le territoire français (art. 26 al. 4 et 5), il est juste que notre budget ne s'impose pas de charges pour des étrangers dont les pays d'origine ne nous paieraient pas de retour. Quant à la situation des sociétés formées exclusivement d'étrangers, le législateur de 1898, tenant compte de l'intérêt que peuvent présenter des groupements mutualistes de ce genre, leur assure l'existence légale, le droit de s'administrer, la faculté de recevoir des dons et legs, mais, en leur accordant de précieuses libertés, il n'a pas voulu cependant leur concéder les privilèges établis pour nos nationaux et auxquels des sociétés étrangères ne sauraient légitimement prétendre. C'est pourquoi elles jouissent, quand elles sont autorisées par arrêté ministériel, des droits reconnus aux sociétés libres, mais elles restent soumises à un régime spécial et ne sauraient prétendre aux avantages conférés par la loi aux sociétés approuvées. C'est ce qui résulte d'un avis du Conseil d'État en date du 28 décembre 1899 (1).

1. Sirey, *Lois annot.*, 1902, p. 450.

CHAPITRE IV

DROIT A L'ASSISTANCE

Principe. — Le devoir d'assistance est basé sur l'idée de solidarité sociale qui unit les membres d'une même communauté politique : le droit à l'assistance, que peuvent invoquer les nationaux, appartient-il aux étrangers ?

Certains l'admettent, disant que l'ouvrier étranger, qui a travaillé à la prospérité du pays dans lequel il a vécu, a droit à l'assistance gratuite dans ce pays : c'est une idée généreuse et humanitaire. Il est humain de secourir les étrangers, mais il ne faut rien exagérer : un pays qui voudrait reconnaître aux étrangers les mêmes droits à l'assistance qu'à ses nationaux grèverait son budget de charges très lourdes et risquerait de devenir le rendez-vous préféré des mendiants, des vagabonds et des incurables du monde entier(1).

D'autres ne consentent à accorder aux étrangers le bénéfice de l'assistance que sous condition de récipro-

1. Clunet 1890, p. 547.

citée réglée par des traités. Un État, disent ils, n'a pas le droit d'exiger, en France, pour ses nationaux, ce qu'il ne peut assurer chez lui à des Français et, du moment que l'assistance est considérée comme un droit ayant sa source dans le devoir de solidarité qui unit tous les enfants de la nation ce droit ne peut logiquement appartenir qu'aux nationaux. (1) C'est aussi notre avis: vis-à-vis des étrangers il ne doit pas être question de solidarité. Non pas que nous entendions dire par là que les étrangers ne doivent jamais être secourus. En fait, ils le sont fréquemment mais nous n'étendons pas jusqu'à eux l'obligation de l'assistance. Il y a des villes frontalières où les étrangers sont en nombre considérable: elles n'ont jamais manqué au devoir de secourir les étrangers qui sont dans une situation misérable et les bureaux de bienfaisance ont toujours fait de louables efforts en ce sens; mais l'obligation de venir en aide au grand nombre d'étrangers qui vivent dans leurs murs imposerait à ces villes frontalières des sacrifices auxquels pourraient à peine suffire leurs ressources budgétaires. Aussi la tendance actuelle semble-t-elle être plutôt la suivante: faire aux étrangers dans les lois d'assistance un traitement basé sur la réciprocité accordée à nos nationaux dans les divers pays considérés. Par des conventions passées avec les nations voisines

1 Discours de M. Bienvenu-Martin à la Chambre des députés. *J. off.*, 10 mars 1910, p. 1966.

et basées sur l'idée de réciprocité, nous amènerons celles-ci à organiser chez elles des institutions se rapprochant des nôtres. En attendant, ne donnons pas, chez nous, à l'étranger, de droits à l'assistance, Cela ne veut pas dire, répétons-le, que les secours médicaux et autres seront systématiquement refusés aux étrangers indigents appartenant à un pays n'ayant conclu aucun traité d'assistance avec la France, mais simplement que les étrangers pouvant se prévaloir d'un traité de ce genre sont les seuls pour lesquels l'assistance soit un droit absolu. En fait, en France, particulièrement à Paris, les étrangers indigents bénéficient de l'assistance publique : la qualité d'étranger n'est pas un obstacle à ce qu'ils reçoivent des secours et des soins.

Examinons les différentes formes que revêt l'assistance en France et voyons comment, actuellement, dans notre législation, est traité l'étranger indigent.

PREMIÈRE SECTION

LES BUREAUX DE BIENFAISANCE

Le décret du 24 vendémiaire an II, et la loi du 7 frimaire an V qui organisent les bureaux de bienfaisance sont muets sur le sort réservé aux étrangers. Il nous semble qu'en ce cas l'assistance ne doit pas leur être refusée par ces administrations. Il y aurait plutôt assimilation avec les nationaux. Cependant la commission administrative qui est, en général, à la tête du bureau de bienfaisance (sauf à Paris où il y a un Directeur de l'Assistance publique) est libre de secourir ou non l'étranger. Si elle le fait, c'est de sa part pure libéralité et ses règlements sur ce point sont inattaquables.

Par exemple, pour Paris, en ce qui regarde l'assistance à domicile des étrangers, le Directeur de l'Assistance publique conserve une complète liberté d'action ; en ce qui concerne les secours réguliers permanents ou secours annuels en faveur des vieillards, des infirmes et des incurables les décrets du 12 août 1886 et du

15 novembre 1895 (1) les ont réservés aux personnes de nationalité française : les étrangers en sont systématiquement exclus. Quant aux secours temporaires ou accidentels ils sont attribués, ainsi que la gratuité des soins médicaux ou pharmaceutiques, dans chaque bureau de bienfaisance par une commission spéciale statuant sur les demandes de secours. Celles qui émanent de personnes étrangères sont examinées comme les autres, dans les mêmes conditions et la décision est prise, après enquête, uniquement en considération du degré de misère constatée.

Le Bureau de bienfaisance de Nancy est moins libéral. La question des secours accordés aux étrangers résidant dans cette ville est résolue de la manière suivante (2).

« Sont seules admises à recevoir les secours temporaires et accidentels les personnes de nationalité française ayant un séjour d'au moins deux ans dans la ville de Nancy et celles de nationalité étrangère résidant en France depuis au moins cinq années, dont les deux dernières à Nancy.

... Toutefois ne pourront être admises aux secours permanents que les personnes de nationalité française et résidant à Nancy, depuis au moins cinq ans.

1. Décret du 12 août 1886, art. 32. — Décret du 15 novembre 1895, art. 21. *S. Lois Annot.*, 1896, p. 7.

2. Règlement général du bureau de bienfaisance de Nancy, art. 29.

En dehors de l'Assistance publique française, assistance en quelque sorte officielle, en dehors même des secours des ambassades pour leurs nationaux, la bienfaisance privée vient en aide aux étrangers au moyen d'œuvres françaises, qui ne font aucune distinction de nationalité, et par de nombreuses œuvres étrangères, spécialement dans le département de la Seine (1).

De plus, il existe des secours spéciaux pour les réfugiés étrangers en France. Le budget du ministère de l'Intérieur met, chaque année, à la disposition du service de la sûreté générale, une somme de 200.000 francs environ pour secours aux réfugiés étrangers en France. Ces secours sont tantôt mandatés directement par le ministre, tantôt remis aux préfets des départements où les indigents étrangers sont internés ou résidents, tantôt versés à titre d'indemnité dans les caisses des établissements charitables ou affectés au soutien de certains établissements d'éducation ou de charité (1).

1. Clunet 1890, p. 558 et 560.

SECTION II

L'ASSISTANCE MÉDICALE GRATUITE

Le bénéfice de l'assistance médicale gratuite et obligatoire est réservé aux français : cela ne veut pas dire que les étrangers, en cas d'indigence et de maladie, seront privés de tout secours. Leur situation est la suivante : on n'hésite pas à les faire bénéficier de la loi sur l'assistance de 1831 là où il existe un hôpital ; mais il n'a pas paru possible d'entendre en faveur des étrangers l'obligation de l'assistance médicale : une telle règle d'obligation ne saurait être admise qu'autant que nous, Français, serions assurés de la réciprocité. Et, quelle serait l'autorité du gouvernement pour discuter sur ce point avec une puissance étrangère et obtenir d'elle en échange des soins donnés à ses nationaux des avantages égaux en faveur des Français résidant chez elle, si, d'avance, la loi avait fait une obligation d'accorder gratuitement les secours médicaux à tous les étrangers pauvres (1) ?

1. Projet de loi sur l'assistance médicale gratuite du 5 juin 1890.

Actuellement, c'est la loi du 15 juillet 1893 (1) qui règle l'assistance médicale et gratuite en France. Tout spécialement le paragraphe 3 de l'article premier vise les étrangers, mettant en œuvre l'idée de réciprocité dont nous venons de parler :

Les étrangers malades, privés de ressources, seront assimilés aux Français toutes les fois que le gouvernement aura passé un traité d'assistance réciproque avec leur nation d'origine.

En attendant ces traités internationaux (2) pour l'assistance réciproque des malades et des indigents et qui, vu le petit nombre des Français à l'étranger, seraient encore un leurre pour la France, les hôpitaux français continuent, en fait, à recueillir dans les conditions de la loi de 1851 (3) les étrangers blessés, atteints de maladies aiguës ou contagieuses (4) et c'est une lourde charge sans compensations pour des villes frontières comme Lille ou Marseille ; seulement, elles le font d'une manière bénévole, les commissions administratives restant libres d'agir comme elles l'entendent.

1. Loi du 15 juillet 1893. S. 94. *Lois annot.*, p. 681. D. P. 94, 4, 23.

2. Que nous allons étudier ci-après.

3. Loi du 7 août 1851. S. *Lois annot.*, 1851, p. 113. D. P. 1851, 4, 154.

4. L'article premier de la loi de 1851 a posé cette règle : « que les hôpitaux sont tenus de recevoir, sans conditions de domicile, les individus privés de ressources qui tomberont malades dans la commune siège de l'établissement hospitalier ».

Notre avis est qu'il faut admettre les étrangers à l'assistance médicale, avec une certaine réserve. En cas de lits peu nombreux dans les hôpitaux, on réservera ceux-ci aux nationaux, comme le font aux environs de Paris les maisons de convalescence pour ouvriers de Vincennes et du Vésinet qui n'admettent les étrangers que s'il y a des places libres de toute demande des nationaux. Avec la loi de 1893, les étrangers ne doivent en aucun cas compter sur une hospitalisation gratuite ; ils n'y ont aucun droit. Un avis du Conseil d'État du 25 février 1897 (1) décide en effet que « nous ne devons actuellement nos secours hospitaliers à aucun étranger, aucun traité n'ayant été signé ».

Cependant, en fait, nous l'avons dit, l'étranger est secouru, les hôpitaux français remplissent par là un devoir d'humanité et ils continueront à le remplir.

En effet, les malades étrangers dans nos hôpitaux sont de deux catégories :

Ceux qui, victimes d'accidents ou atteints de maladies aiguës ou épidémiques, ont besoin de soins immédiats. Ceux-ci, personne ne songerait à refuser de les soigner,

Ceux qui ont besoin de soins moins urgents. Ceux-là pourraient n'être admis qu'après engagement pris, notamment par leurs consuls, de payer les frais de leur séjour à l'hôpital. Cette mesure serait préférable à une récipro-

1. Clunet 1897, p. 639. S. 1899. *Lois annot.*, p. 876.

cité aléatoire, moins bonne encore que la situation qui serait faite aux étrangers indigents si les moyens leur étaient donnés d'organiser leur assistance chez nous (hôpitaux, lits spéciaux). La chose existe, du reste, déjà à Paris où une des maisons de retraite de l'assistance publique, la maison Rossini, est destinée, en vertu des intentions de la fondatrice de cet établissement (la veuve de l'illustre musicien) à recevoir les artistes chanteurs italiens ou français des deux sexes (1).

Enfin, pour le traitement à domicile des malades indigents, aucune condition de nationalité n'a été exigée ni par le décret de 1886 relatif à la matière, ni par les réglementations ultérieures (2). On considère en conséquence que l'étranger comme le Français est apte à obtenir ce mode de secours.

1. Clunet 1890, p. 547. Derouin et Wornes.

2. Décret du 12 août 1886. S. 1886. *Lois annot.*, p. 104.

SECTION III

ASSISTANCE AUX VIEILLARDS

La loi du 14 juillet 1905 (1) relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, plus encore que la loi du 15 juillet 1893 semble exclure les étrangers dans son article premier :

Tout français privé de ressources, incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence, reçoit l'assistance instituée par la présente loi.

Il n'est pas parlé des étrangers. Ceux-ci, du reste, n'en bénéficieront pas, c'est ce qui ressort nettement de la discussion du rapport de M. Bienvenu-Martin à la Chambre des députés (2) et d'une circulaire du 6 mars 1910 du ministre de l'Intérieur aux préfets (3), relative à l'application de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance

1. *S. Lois annot.*, 1906, p. 125. D. P., 1906, 4, 125.

2. *J. off.*, 10 mars 1910, p. 1966.

3. *Bulletin de l'office du travail*, 1910, p. 1108.

obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables et recommandant aux Préfets « s'il leur arrivait de constater que, dans une commune, un vieillard ou un infirme a été admis, qui ne fût point de nationalité française, d'intervenir pour faire cesser immédiatement cette formelle violation de la loi ».

Ces mesures exclusives et un peu dures nous semblent cependant défendables car si, par une question d'humanité à laquelle on ne peut se soustraire, nous admettons l'étranger malade à être recueilli et soigné dans nos hôpitaux nous ne pouvons songer à hospitaliser pendant de longues années un vieillard étranger et à grever ainsi notre budget à son profit alors qu'il occupe une place qui doit revenir avant tout à un Français.

SECTION IV

ALIÉNÉS ÉTRANGERS

Aucune disposition législative ne détermine à qui incombe la charge des aliénés étrangers en France dans les asiles publics (1).

Un projet de loi adopté par le Sénat tendant à la révision de la loi française sur les aliénés contient une disposition relative aux étrangers, d'après laquelle aucun étranger ne pourrait être placé dans un asile d'aliénés sans un certificat du représentant diplomatique en France, du pays auquel cet aliéné appartient (2). La disposition avait ceci d'excellent qu'elle devait attirer l'attention des États étrangers sur leurs ressortissants et les inciter à les rapatrier de suite, s'épargnant ainsi des frais de traitement. La réforme n'a pas été faite. Du reste, actuellement, aucun texte ne s'oppose non plus à ce que les aliénés étrangers soient admis comme indigents dans nos asiles publics d'aliénés. Au contraire, au

1. Conseil d'État, 8 juillet 1898, al. 3. — D. P. 99. 3. p. 97.

2. Clunet, 1890, p. 556.

nom de l'humanité et de la sûreté publique, aucun établissement de ce genre ne peut se refuser à recevoir ceux qui sont de nationalité étrangère, sauf à les rapatrier ultérieurement dans leurs pays d'origine, aux frais de ceux-ci qui devraient toujours les rembourser.

En fait, ce n'est pas cela qui arrive : la plupart des nations européennes ne remboursent pas les frais occasionnés par leurs ressortissants aliénés soignés en France.

La France a signé avec quelques États de l'Europe des conventions ou arrangements relatifs à l'assistance réciproque des aliénés.

Elle a signé avec la ville libre de Brème, le 20 octobre 1866, une convention, maintenue par le traité de paix de 1871 avec l'Allemagne et d'après laquelle les parties contractantes s'engagent à se rembourser réciproquement les frais de séjour de leurs aliénés ainsi que les dépenses du rapatriement (1).

Une convention a également été conclue entre la France et la Suisse, le 27 septembre 1882, pour établir la réciprocité d'assistance en ce qui concerne les aliénés indigents et les enfants abandonnés (2). Chacun des gouvernements s'y engage à traiter les aliénés de l'autre État comme ses propres nationaux, jusqu'à ce que leur rapatriement puisse s'effectuer sans danger. Le rembour-

1. Vincent et Pénaud, *Dictionnaire de Droit international*.

2. Clunet, 1883, p. 675. — *Recueil de Martens*, t. IX, p. 587.

sement des frais occasionnés ne pourra être réclamé à l'État auxquels ces aliénés appartiennent. Toutefois, chaque gouvernement s'engage à prêter son appui à l'autre État contractant pour lui faire recouvrer ces frais dans la mesure du possible (1).

Ces deux conventions sont les seules passées par la France avec des gouvernements étrangers au sujet des aliénés indigents.

A défaut de conventions dimoplatiques les autres États d'Europe accordent aux malades étrangers les soins et les secours que réclame leur situation : ils assureront leur rapatriement de concert avec le consul de la nation à laquelle appartiennent ces assistés. Le mode de procéder est réglé par les usages diplomatiques et les questions de remboursement des frais de rapatriement se traitent de gouvernement à gouvernement.

La Russie et le Grand-Duché de Luxembourg rapatrient leurs nationaux aliénés et font tous les frais nécessaires, même pour le traitement dans les établissements publics où ils sont placés par l'autorité française.

L'Autriche et l'Espagne admettent la rapatriement et l'Autriche en paie les frais quand la famille de l'aliéné peu les rembourser.

1. La gratuité d'assistance s'explique ici par le nombre à peu près égal d'immigrants dans les deux pays (1882).

L'Allemagne rapatrie les aliénés mais ne paie aucun frais.

Le Grand-Duché de Bade rapatrie également et paie les frais à raison de 1 fr. 60 par jour pendant trois mois.

L'Angleterre et la Hollande n'admettent pas le rapatriement et ne paient aucun frais.

Quant à la France, elle agit par voie de réciprocité à l'égard de ses nationaux se trouvant dans les pays cités et ce sont les consuls qui, à l'étranger, sont chargés du rapatriement des Français aliénés, comme de tous les autres Français. Une circulaire du ministère de l'Intérieur du 8 juin 1863 a traité des mesures à prendre et de la procédure à suivre pour les demandes de rapatriement des enfants abandonnés, des aliénés et des indigents. Enfin, lorsque le rapatriement doit avoir lieu par eau, à cause des précautions particulières qu'il exige, les consuls ne doivent le faire que sur l'avis conforme d'un médecin (1).

1. Vincent et Pénaud, *Dictionnaire de droit international*. — Weiss, *Traité*, t. II, p. 142.

SECTION V

RAPATRIEMENT DES INDIGENTS

Aucun gouvernement n'a conclu jusqu'ici avec la France de convention diplomatique concernant le rapatriement des étrangers indigents, sans ressources mais exempts de maladie.

La convention franco-suisse de 1866 fait mention des indigents dans son préambule mais la convention elle-même n'y fait pas allusion. Aucun autre État n'a assuré par traité le rapatriement de ses nationaux. En fait, cependant, les gouvernements assurent des secours et même le rapatriement à ceux de leurs nationaux qui sont sans ressources à l'étranger, c'est une forme de l'assistance que l'État doit à tous les siens et qu'il accordera comme il ferait de tout autre secours. Pour les étrangers qui vivent sur son sol, aucun État n'est tenu, en droit, de les rapatrier. Déjà, en fait, comme nous l'avons vu, il leur accorde le plus souvent son assistance ; de même, à titre de secours, le gouvernement pourra rapatrier les étrangers dénués de ressources et dont la situation lui paraîtra particulièrement

intéressante : mais aucun État ne saurait accepter l'obligation de rapatrier les étrangers que sa situation, son climat ou d'autres attraites auraient attiré chez lui (1), ce serait une charge aussi lourde qu'imméritée et ce serait trop exiger d'un État bienveillant qui, usant de son droit de souveraineté, pourrait refuser de recevoir les étrangers.

En France, de même que nous avons admis l'assistance des étrangers, en tant que devoir d'humanité, nous admettrons que l'État aide à leur rapatriement mais seulement à titre d'assistance et jamais à titre d'obligation.

1. Rapatriement des nationaux et des étrangers (de Bœck). Clunet, 1891, p. 737.

SECTION VI

RAPATRIEMENT DES MARINS

Il est traditionnellement admis que les navires de commerce étrangers sont soumis aux lois françaises de police et de sûreté quand ils sont dans nos ports. A leur départ, qu'advient-il des marins délaissés par eux ? Nos lois prévoient exclusivement le rapatriement des marins français, figurant sur les listes de l'inscription maritime ; quant aux marins étrangers délaissés sur notre territoire, ce sont les consuls des pays intéressés qui doivent s'occuper de leur rapatriement. S'il n'y a pas sur les lieux un consul de leur nation qui puisse prendre ces étrangers sous sa protection et si, d'ailleurs, il n'est pas justifié, que leur gouvernement serait disposé à rembourser les avances qui leur auraient été faites, les autorités françaises devraient se borner à leur accorder, en cas de nécessité absolue, de simples secours de subsistances jusqu'à ce que les intéressés aient pu trouver des ressources dans la localité ou bien recevoir de leurs familles les moyens de subvenir à leur rapatriement (1).

1. Clunet, 1891, p. 739.

Cependant tel n'est pas le cas des marins de toutes les nations : des conventions ont été signées ayant pour objet le rapatriement des marins délaissés, entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie.

Avec l'Angleterre le 5 novembre 1879 (1) et le 23 octobre 1889 ; avec l'Allemagne le 16 mai 1880 (2) ; avec l'Italie le 1^{er} janvier 1882 (4).

Ces conventions ou arrangements conclus en termes identiques, à part celle du 23 octobre 1889, règlent l'assistance à donner aux marins britanniques, allemands et italiens délaissés après avoir servi à bord d'un navire de l'autre État. Aux termes de ces conventions, lorsqu'un marin d'un des deux États contractants est abandonné sans ressources dans l'autre État contractant par suite du naufrage ou toute autre cause, le gouvernement de ce dernier État doit assurer l'existence à ce marin jusqu'à son rapatriement dans son pays d'origine ou jusqu'à son décès, à moins toutefois que ce délaissement ne provienne du propre crime ou délit des marins délaissés, ou d'une maladie ou blessure provenant de leur propre faute ; il devra prouver, en outre, que son dénuement est la conséquence naturelle de son débarquement. Cette assistance comprend : l'entretien,

1. *Journ. off.*, 13 novembre 1879. — Clunet, 1879, p. 592. — *Journ. off.*, 27 novembre 1889. — *S. Lois annot.*, 1891, p. 95.

2. *Journ. off.*, 18 mai 1880. — *Recueil de Martens*, t. VI, p. 383.

3. *Journ. off.*, 15 janvier 1882. — Clunet, 1882, p. 681. — *Martens*, t. VIII, p. 547.

l'habillement, les soins médicaux, les médicaments, les frais de voyage et, en cas de mort, des dépenses des funérailles (1).

Quant aux marins étrangers délaissés dans nos ports ou sur nos côtes par d'autres navires étrangers, il n'y a pas droit pour eux à rapatriement : aucun traité, aucune convention internationale ne vise cette situation et n'impose l'obligation de les rapatrier, sauf toutefois le cas de naufrage.

La déclaration du 23 octobre 1889 entre la France et l'Angleterre que nous avons citée plus haut vise cette situation. D'après cette déclaration, lorsqu'un navire étranger échoue, on prévient les autorités consulaires du pays de ce navire : les autorités locales ne devront que les aider : c'est aux consuls à diriger les opérations relatives au sauvetage et à aviser aux moyens de rapatrier leurs nationaux.

Pour les autres pays, on agit à peu près de même. Ce sont les autorités locales qui coopéreront au sauvetage et au rapatriement avec le consul le plus à portée du sinistre ; c'est là un devoir d'humanité auquel nul État civilisé ne saurait se dérober.

1. Clunet, 1890, p. 559.

SECTION VII

ASSISTANCE JUDICIAIRE

Il reste une dernière forme toute spéciale d'assistance : l'assistance judiciaire, qui a pour but de permettre à un indigent de défendre ses droits privés en justice et qui est réglementée en France par les lois du 22 janvier 1851 et du 10 juillet 1901 (1).

Ces deux lois ne contiennent aucune mention relative aux étrangers. L'article 1^{er} de la loi de 1851 prévoit seulement que « l'assistance judiciaire sera accordée *aux indigents* », elle semble s'attacher au manque de moyens pécuniaires et non à la nationalité. Cette loi de 1851 avait de nombreux défauts : on instruisait les demandes des plaideurs avec lenteur, parfois même avec négligence. Les circulaires ministérielles destinées à réglementer son application l'avaient fait dans un sens restrictif. Aussi, vers la fin de 1891, un mouvement se dessina pour réclamer la révision de cette loi et des solutions plus rapides dans les affaires. Ce fut la loi du 10 juil-

1. *J. off.*, 12 juillet 1901. S. *Lois annot.*, 1901, p. 209. D.P. 1902. 4. 9.

let 1901, mais pas plus que la première, celle-ci ne parlait des étrangers. Elle a défini dans un ordre d'idées plus large et plus libéral les personnes habilitées à solliciter le bénéfice de l'assistance judiciaire : elle n'a rien changé en ce qui concerne les étrangers.

Doit-on, cependant, leur appliquer ces lois et dire que l'étranger peut se prévaloir de l'assistance judiciaire et en invoquer le bénéfice devant les tribunaux français ?

En vain, l'on objecterait que le droit de réclamer l'assistance judiciaire est un droit politique dont l'exercice ne saurait être concédé à un étranger même admis à domicile. C'est un droit privé qui ne saurait être rangé parmi les institutions politiques (1). et l'étranger admis à domicile en peut réclamer le bénéfice. C'est l'avis presque unanime de toute la doctrine : de plus, il existe en ce sens une décision du bureau d'assistance judiciaire près la Cour de Nancy en date du 20 mai 1865 (2). Elle déclare aussi que l'étranger, non autorisé à domicile en France, est sans droit pour l'assistance judiciaire, alors qu'à cet égard, il n'existe d'autre part aucune réciprocité entre la France et son pays.

L'étranger peut, en effet, puiser son droit à l'assistance judiciaire dans les clauses d'un traité international. La France a, avec les autres nations, conçu de nombreux ar-

1. Rouard du Card, *l'Assistance judiciaire et les étrangers en France*.

2. Sirey, 1865, p. 243 ; D. P. 66. 3. 80.

rangements spéciaux pour l'application réciproque du bénéfice de l'assistance judiciaire.

Avec l'Italie, convention du 19 février 1870.

Avec la Bavière, convention du 11 mars 1870.

Avec la Belgique, le Luxembourg, conventions du 22 mars 1870.

Avec le Wurtemberg, convention du 23 juin 1870.

Avec l'Autriche-Hongrie, convention du 14 mai 1879.

Avec l'Allemagne, convention du 20 février 1879.

Avec l'Espagne, convention du 14 mai 1884.

Avec l'Uruguay, convention du 23 mars 1885.

Avec la Russie, convention du 27 juin-15 juillet 1896.

A côté de ces arrangements spéciaux, la France a conclu des traités généraux contenant des clauses accessoires, spéciales à l'assistance judiciaire.

Avec la Suisse le 15 juin 1869.

Avec la Serbie le 18 juin 1883.

Avec la République dominicaine le 9 septembre 1882.

Avec le Mexique le 27 novembre 1886.

D'autres traités, en général des traités de commerce, dans lesquels on rencontre la clause de libre et facile accès devant nos tribunaux et enfin les traités de commerce contenant la clause de la nation la plus favorisée et qui étendent aux ressortissants des États qui les ont signés des faveurs accordées déjà à d'autres. Ces traités nous semblent ici devoir accorder l'assis-

tance judiciaire au même titre que les traités spéciaux que nous avons cités.

Actuellement, les principales puissances européennes ont, aux conventions internationales de La Haye de 1896 et de 1905, stipulé pour leurs ressortissants l'assimilation aux nationaux au point de vue de l'assistance judiciaire (1).

En France, c'est le décret du 30 avril 1909 (2) promulguant la Convention de La Haye de 1905 qui prononce cette assimilation.

Les ressortissants de chacun des États contractants seront admis dans tous les autres États contractants aux bénéfices de l'assistance judiciaire gratuite comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'État où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée (chap. IV de la convention, art. 20).

Déjà la loi de 1898 sur les accidents du travail (art. 22) avait prononcé l'assimilation au point de vue de l'assistance judiciaire pour les étrangers victimes chez nous d'accidents du travail.

Reste le cas d'étranger non admis à domicile et

1. Clunet, 1909, p. 853.

2. Décret portant promulgation de la Convention de La Haye réglant dans plusieurs matières de droit international privé relatives à la procédure civile les rapports entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Suisse. Le Luxembourg a adhéré le 3 août 1909.

appartenant à une nation n'ayant pas conclu de convention avec la France au sujet de l'assistance judiciaire et ne pouvant, par conséquent, pas exciper des clauses d'un traité diplomatique. On s'est demandé si cet étranger pouvait être admis au bénéfice de l'assistance.

C'est une question très discutée : nous avons vu plus haut une décision du bureau d'assistance de Nancy déniaut à l'étranger, non admis à domicile, le droit d'en bénéficier : elle a été suivie par beaucoup dans son interprétation restrictive. Les uns se basant sur le silence de la loi de 1851 déniaut aux étrangers la jouissance des droits civils qui n'ont pas fait pour eux l'objet d'une concession directe. La participation des étrangers aux immunités accordées aux nationaux ne se présume pas et, quand le législateur veut les appeler à cette participation, il le fait par une disposition formelle.

D'autres, prenant en considération les conventions internationales qui existent en vue de l'assistance judiciaire les déclarent inutiles, si le bénéfice de la loi de 1851 et de la loi de 1901 s'applique à tous les étrangers.

Enfin, on déclare que l'admission des étrangers à l'assistance ne saurait se concilier avec l'obligation de donner caution pour le paiement des frais, voire des dommages-intérêts.

Une décision du bureau d'assistance près la Cour de

Paris, en date du 16 juillet 1855, avait déclaré, en sens contraire de celle de Nancy, que les étrangers ont droit au bénéfice de l'assistance judiciaire et nous croyons aussi cette décision plus conforme à l'esprit de la loi du 22 janvier 1851 laquelle, voulant rendre l'abord des tribunaux français accessibles à tous ceux qui peuvent avoir à faire appel à leur justice, a dû s'attacher exclusivement à l'état d'indigence du réclamant sans se préoccuper de sa nationalité et n'a eu en vue que le défaut de moyens pécuniaires.

Depuis la Révolution, tous les droits d'ordre privé qui appartiennent aux nationaux sont accordés en général, aux étrangers, à moins d'une exclusion formelle. Les termes des lois de 1891 et de 1901 sont généraux : ils ont pour objet de permettre aux déshérités, aux indigents, de faire valoir leurs droits, d'obtenir justice devant nos tribunaux. C'est un but d'humanité et de charité, nous n'en voulons pas exclure les étrangers.

Quant à l'objection tirée du fait que le paiement des frais et des dommages-intérêts ne se concilie pas avec l'assistance, nous répondrons qu'il n'y a pas lieu, en accordant à l'étranger l'assistance judiciaire, de le dispenser de la caution *judicatum solvi*, car l'assistance a pour but de décharger le plaideur de l'avance de certains frais, mais non de diminuer les garanties de la

personne assignée injustement et de l'exposer aux risques de l'insolvabilité de son adversaire (1).

Il n'y a de dispensés de la caution *judicatum solvi*, que les admis à domicile et les bénéficiaires de traités internationaux relatifs à l'assistance judiciaire qui les assimilent aux nationaux. C'est donc, à part cette obligation de la caution spéciale, l'extension de l'assistance judiciaire à tous les étrangers indigents qui auraient besoin de l'appui des tribunaux français. Telle est l'opinion qui se dégage, pour nous, de cette étude.

Nous ne pouvons mieux terminer ce chapitre sur l'assistance qu'en citant la résolution adoptée à l'unanimité au Congrès international d'assistance publique et de bienfaisance privée de Copenhague, le 10 août 1910 (2), et que l'on peut considérer comme la préface de prochains accords internationaux sur la question si intéressante et depuis si longtemps agitée de l'assistance aux étrangers.

En voici la teneur :

Le Congrès émet le vœu.

I. — *Prévoyance*. — Que dans les divers pays, les insti-

1. En ce sens : tribunal de Soissons, 28 août 1861. S. 1861, p. 634; D. P. 1861. 5. 195. — Tribunal de la Seine, 18 octobre 1861. *J. des avocats*, t. LXXXIV, p. 210. — Tribunal de la Seine, 29 déc. 1868. S. 1869. 2. 123. — Tribunal de Boulogne, 26 déc. 1884. *Le Droit*, 31 mars 1885.

2. Rapport de M. Hébrard de Villeneuve. Musée social. *Supplément*, décembre 1910.

tutions préventives des risques sociaux, assurances ou mutualités, s'orientent de plus en plus vers l'assimilation des étrangers aux nationaux ; en cas de besoin, pour l'invalidité permanente et la vieillesse notamment, il pourra être établi des ententes internationales sur la base de la réciprocité.

II. — *Assistance préventive.* — Que l'assistance publique et privée et spécialement les sociétés nationales de bienfaisance établies à l'étranger pour leurs nationaux, usent de plus en plus de l'assistance préventive afin d'empêcher les travailleurs, dans un besoin momentané, de perdre le fruit de leur prévoyance et de tomber à la charge de l'assistance curative.

III. — *Assistance curative.* — 1° Pour l'assistance temporaire, spécialement dans les cas urgents, il n'y aura pas de différence entre le traitement des indigents étrangers et des indigents nationaux : il n'y aura pas lieu à remboursement ;

2° Exceptionnellement, pour les cas d'assistance permanente ou quasi-permanente (enfants, aliénés, vieillards, etc.) il convient, dans l'état actuel des choses, de s'orienter vers les conventions et les ententes internationales basées sur la réciprocité, de les multiplier, de les préciser et de tendre vers l'unification.

Les catégories d'indigents définitifs ou permanents seront, en principe, à la charge de leur pays d'origine : ces indigents seront secourus, soit par l'assistance privée (et notamment les sociétés nationales d'assistance établies à l'étranger), soit de toute autre manière : ils pourront être rapatriés.

IV. — *Nationalité d'indigence.* — Après une durée de

séjour assez longue, l'étranger doit être, par la législation intérieure de l'État où il réside, complètement assimilé aux nationaux de cet État, sans remboursement par le pays d'origine. Seront aussi assimilés aux nationaux, les indigents qui auront perdu leur nationalité sans en acquérir une autre ou dont la nationalité serait l'objet d'une contestation fondée.

V. — *Sociétés d'assistance*. — Les sociétés pour l'assistance des nationaux établis sur territoire étranger doivent être encouragées le plus possible par le gouvernement du pays où elles sont établies et par le pays d'origine : elles seront autorisées à posséder, à recevoir des dons et des legs, suivant un statut international spécial adapté à leur but : elles jouiront de mesures de faveur en matière d'impôts ; elles pourront prétendre à la collaboration des agents diplomatiques et elles recevront les subsides nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

VI. — *Mesures d'exécution*. — 1^o Afin d'atteindre ces buts et d'autres semblables, il y a lieu d'établir, autant que possible, dans les divers pays qui n'en auraient pas encore, des comités nationaux de propagande et d'action ;

2^o Le bureau international d'assistance est maintenu et servira de bureau central pour la propagande et la réalisation des résolutions.

Le Congrès de Copenhague était sorti du Congrès de Milan de 1907, postérieur aux Congrès de Paris et de Genève. Tous réclamaient pour les étrangers l'assistance, se basant sur cette idée qu'un État qui admet un

étranger à travailler sur son territoire et qui profite de son activité, de son intelligence et de son travail, doit remplir vis-à-vis de lui les mêmes devoirs d'assistance que vis-à-vis de ses nationaux. La résolution du Congrès de Copenhague est empreinte d'un grand bon sens et d'un grand souci du bien : il ne nous reste plus qu'à attendre l'œuvre de la diplomatie.

CHAPITRE V

PROTECTION DU TRAVAIL

Principe. — Égalité des ouvriers français et étrangers.

Les lois de protection ouvrière qui ont pour but la protection de la vie humaine, tout en ayant en vue la vigueur et la santé de la race s'étendent aussi aux travailleurs étrangers ; l'assimilation semble ici d'une nécessité si évidente que personne ne peut en discuter le principe.

Ainsi s'appliquent aux ouvriers étrangers comme aux nationaux :

Les lois de surveillance du travail, de limitation des heures de travail.

Les lois du 12 juin 1893 modifiée par celle du 11 juillet 1903 (1) sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

Les lois du 2 novembre 1892 (2) et du 30 mars 1900

1. *Journ. off.*, 22 juillet. — S., *Lois annot.*, 1904, p. 681.

2. S., *Lois annot.*, 1893, p. 521.

sur les conditions et la durée du travail des enfants, des filles mineures, des adultes et des femmes dans les établissements industriels. La loi du 2 novembre 1892 déclare formellement qu'elle s'applique aux travailleurs étrangers (1). C'est une loi de police et de sûreté aux prescriptions de laquelle les patrons français qui emploient des enfants étrangers ne sauraient se soustraire.

La loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire (2). Les inspecteurs du travail chargés de surveiller l'observation de ces lois exercent leur surveillance en faveur des travailleurs français comme en faveur des étrangers.

A cette règle de l'assimilation il y a cependant des exceptions :

Exceptions. — La loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (3), tout en étendant sa protection aux ouvriers étrangers, ne leur permet cependant pas de participer à l'élection des délégués (4) : les délégués mineurs, étant de véritables fonctionnaires, ne peuvent pas non plus être choisis parmi les étrangers.

1. Article premier, alinéa 2. — Toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements ci-dessus désignés.

2. *Journ. off.*, 14 juillet 1906.

3. *Recueil Cohendy.* — *Journ. off.*, 9 juillet. — S., *Lois annot.*, 1891, p. 72.

4. Art. 5. — Sont électeurs dans une circonscription les ouvriers qui y travaillent au fond à condition d'être Français et de jouir de leurs droits politiques.

La loi du 27 décembre 1892 (1), sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés, exclut les étrangers comme délégués d'un comité de conciliation et comme arbitres d'un conseil d'arbitrage dans les termes suivants :

Les arbitres et les délégués nommés en exécution de la présente loi devront être citoyens français. Dans les professions ou industries où les femmes sont employées, elles pourront être désignées comme déléguées à la condition d'appartenir à la nationalité française (art. 15 de la loi du 27 déc. 1892).

Le décret du 14 mars 1903 (2), réorganisant le Conseil supérieur du travail, exclut non moins formellement les étrangers dans son article 5 ainsi conçu :

Pour être éligible il faut être Français, âgé de vingt-cinq ans au moins et non déchu de ses droits civils et civiques.

La candidature des femmes est admise suivant les mêmes conditions d'âge et de nationalité.

La loi du 29 juin 1894 (3) sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs exige la qualité de

1. *Journ. off.*, 28 décembre. — *Recueil Cohendy*. — S., *Lois annot.*, 1893, p. 532.

2. *Journ. off.*, 26 mars. — S., *Lois annot.*, 1905, p. 879. — Législation antérieure: décret du 17 septembre 1900, modifié le 2 janvier 1901.

3. *Recueil Cohendy*. — S., *Lois annot.*, 1894, p. 783.

Français pour les membres du corps électoral spécial constitué par elle. En effet :

Sont électeurs tous les ouvriers et employés du fond et du jour, français, jouissant de leurs droits politiques, inscrits sur la feuille de la dernière paye (art. 11 de la loi).

La loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes n'accorde aux ouvriers étrangers ni l'électorat ni l'éligibilité. Elle les exclut complètement.

Cet exclusivisme en ce qui concerne les conseils de prud'hommes, les conseils d'arbitrage ou de conciliation s'explique facilement. Autant il est naturel et évident que les étrangers doivent bénéficier des accords conclus par le moyen de ces conseils ou de la protection venant de leur fonctionnement : autant il est naturel de ne pas leur en abandonner l'exercice dans les cas qui nous occupent, car ce sont des droits politiques, de véritables fonctions publiques (1) *munus publicum* réservées, à juste titre, aux seuls Français.

Enfin une dernière exception est celle de la loi du 17 avril 1907 (2) concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce. Cette loi a été votée dans l'idée que les travailleurs de la marine ont droit aux mêmes garanties et mesures de protection que les autres

1. *Condition juridique des étrangers*. Pic, Clunet, 1905, p. 273.

2. *Journ. off.*, 20 avril 1907.

travailleurs mais on n'a eu, lors de sa discussion et de son vote, aucun souci des travailleurs étrangers. Or, comme il est traditionnellement admis que les navires de commerce à l'étranger, à part les lois de police et de sûreté, restent gouvernés par les lois de leur pays, on peut dire que, d'après les principes du droit maritime et les termes de la loi du 17 avril 1907, les navires étrangers ne sont nullement assujettis à des mesures seulement applicables à la marine française.

PREMIÈRE SECTION

ÉTUDE SPÉCIALE DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898 (1) CONCERNANT LES RESPONSABILITÉS DES ACCIDENTS DONT LES OUVRIERS SONT VICTIMES DANS LEUR TRAVAIL.

Nous faisons de cette loi une étude spéciale à cause de la situation qu'elle crée à l'ouvrier étranger et à ses ayants droit dans son article 3 et des difficultés d'application auxquelles elle a donné lieu.

Son principe est l'assimilation des ouvriers étrangers aux ouvriers français sauf les restrictions de l'article 3. Son élaboration a été particulièrement laborieuse : elle n'a pas duré moins de dix-huit ans depuis 1880 (proposition Nadaud) (2) jusqu'au 26 mars 1898, date de l'adoption à la Chambre.

Régime antérieur. — Avant d'aborder l'étude de la loi, voyons le régime applicable précédemment aux accidents du travail.

1. *Journ. off.*, 10 avril 1898. — S., *Lois annot.*, 99, p. 761. — D. P., 98. 4. 49.

2. *Journ. off.*, 1880, p. 6179.

Autrefois, avant le vote de la loi que nous étudions, la réparation des accidents du travail était réglée suivant le droit commun par l'application des articles 1382 et suivants du Code civil. L'ouvrier qui subissait un dommage du fait de son travail était fondé à invoquer la faute du patron pour obtenir des dommages-intérêts en réparation du préjudice qui lui était causé. Tel était le régime, très dur pour l'ouvrier, applicable aux Français victimes d'accidents du travail et aux étrangers car personne ne songeait alors à faire de distinctions entre les deux ; la jurisprudence et la doctrine se basant sur les articles 3 et 11 du Code civil s'accordaient pour appliquer le régime aux salariés étrangers comme aux nationaux. En résumé, avant la loi de 1898, l'assimilation était complète pour la réparation des accidents du travail entre ces deux rivaux, tous deux soumis à l'application de l'article 1382. La nouvelle loi est venue établir un régime d'exception. Elle a substitué au droit commun, rigoureux pour l'ouvrier, qui obtenait rarement une réparation en cas d'accidents, deux idées nouvelles : le principe du risque professionnel et l'idée du forfait.

La substitution ne s'est pas faite sans peine, au contraire ! la question de l'indemnité à accorder aux victimes des accidents du travail a donné lieu à plusieurs projets de loi : avant d'aboutir au vote de cette loi du 9 avril 1898, il n'y a pas eu moins de 14 projets

déposés de 1880 à 1898. Tous contenaient des dispositions relatives aux ouvriers étrangers.

En dernier lieu, en 1892, un projet de la commission de la Chambre des députés (M. Ricard, rapporteur) contenait (1) une disposition excluant les ayants droit des ouvriers étrangers, qui ne résidaient pas en France au moment de l'accident, du droit à une indemnité. Le texte en fut adopté par la Chambre des députés, avec une disposition additionnelle ayant pour but d'empêcher l'embauchage des ouvriers étrangers, le 10 juin 1893, transmis au Sénat, mais n'aboutit pas (2).

Il fallut arriver jusqu'en 1898 où le projet de la commission du Sénat (3) fut voté, sans discussion, le 15 mars au Sénat, le 26 mars à la Chambre et qui donna la loi actuelle.

Conclusion. — Les dispositions de la loi de 1898 relatives aux ouvriers étrangers ont été votées sans but précis. L'incohérence apparaît dans les nombreux changements subis lors de son application; puis dans cette singularité même du texte de loi repoussé en 1896 par

1. Art. 7 ainsi conçu : « Les ayants droit d'un ouvrier étranger qui, au moment de l'accident, n'avaient pas leur résidence sur le territoire français, ne sont pas admis à réclamer le bénéfice des dispositions qui précèdent, à moins qu'ils ne justifient que dans le pays d'origine de la victime, les Français jouissent de cet avantage sans condition de résidence. *Journ. off. Doc. parl. Ch. des députés*, 1892, p. 301.

2. *Journ. off.*, 1893, p. 488.

3. *Journ. off. Doc. parl. Sénat*, 1898, p. 8.

la Chambre et adopté sans discussion en 1898. A ce moment, on était pressé de faire la réforme réclamée depuis longtemps déjà par l'opinion publique, et de voter la loi. Le Parlement a passé un peu vite (sans discussion) sur les dispositions réglant le sort de l'étranger blessé et de ses ayants droit. Aussi le sort de la loi de 1898 fut celui de toutes les lois mal faites : les difficultés d'application n'ont pas manqué de se produire et avec elles les réformes. On aboutit avec d'autres retouches à la loi du 31 mars 1905 (1) qui a adouci les rigueurs des textes de 1898 vis-à-vis des travailleurs étrangers, en y introduisant la réciprocité diplomatique et en assimilant les ayants droit des ouvriers étrangers aux ayants droit des ouvriers français.

Étudions maintenant le sort des ouvriers étrangers blessés, victimes d'accidents du travail, tel qu'il résulte de la loi du 9 avril 1898.

Principe. — Le principe est l'assimilation des étrangers aux nationaux au point de vue de la réparation : il est contenu dans l'article premier. La loi étant, de par sa nature une loi d'ordre social, le législateur y a soumis tous les patrons et tous les employés ou ouvriers sans distinction de nationalité : tous doivent travailler aux mêmes conditions (2). C'est aussi l'opinion de

1. Cabouat, *Traité des accidents du travail*, p. 305. Cour de cass., 16 nov. 1903. S. 1907. I. 27.

2. *Idem.*

M. Ricard (rapporteur du projet de 1892) (1). « Cette loi, disait-il, présente un caractère d'ordre public tellement absolu, qu'elle doit être appliquée aux nationaux des autres pays qui travaillent sur notre territoire, alors même que ces pays n'accorderaient pas aux Français des avantages analogues.

Restrictions. -- L'ouvrier étranger, au point de vue de la réparation des accidents du travail, jouit donc des mêmes droits que l'ouvrier français, à part deux restrictions contenues dans l'article 3 de la loi de 1898 modifiée le 31 mars 1905 (2). Nous pouvons les formuler de la manière suivante :

1° L'assimilation de l'ouvrier étranger à l'ouvrier français ne dure que pendant qu'il réside sur le territoire :

2° Les représentants des ouvriers étrangers sont trai-

1. *Journ. off.*, 1892. Doc. parl. Ch. des députés. Annexe n. 1926, p. 308.

2. Art. 3, al. 15. — « Les ouvriers étrangers victimes d'accidents qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28.

Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français. Les dispositions des trois alinéas précédents pourront toutefois être modifiées par traités dans les limites des indemnités prévues au présent article pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents » (D. P. 98. 4. 49).

tés comme ceux d'un ouvrier français, à une seule condition nécessaire et indispensable, la résidence sur le territoire français au moment de l'accident, sinon, il n'y aura pas lieu pour eux à indemnité.

Droit commun. — Cependant le principe étant l'assimilation, la règle sera d'interpréter restrictivement les exceptions de l'article 3 et de dire que, toutes les fois que la loi n'aura pas spécialement statué on devra appliquer pareil traitement à l'ouvrier français et à l'étranger.

Nous pouvons signaler ici que la loi de 1898 n'est pas applicable aux marins étrangers victimes, en France, d'accidents du travail. Ils ne peuvent invoquer, dans ce cas, pour la réparation du préjudice causé, que les articles 1382 et suivants du Code civil. En effet, une loi du 21 avril 1898 qui porte création d'une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques d'accidents de leurs professions, ne comprend obligatoirement et exclusivement que les marins français : elle exclut formellement les étrangers.

Au contraire, le droit commun subsiste pour ce dont la loi n'a pas parlé. C'est ainsi que l'article 3 ne parlant pas de l'indemnité journalière qui est servie en cas d'incapacité temporaire aux blessés jusqu'à la consolidation de la blessure, le même traitement est assuré

1. *Journ. off.*, 23 avril 1898. — *S. Lois annot.*, 1898, p. 809. D. P. 98. 4. 2. 86.

sur ce point aux ouvriers étrangers et aux ouvriers français (1). En conséquence, l'étranger aura la faculté d'aller résider hors de France pendant toute la durée de son incapacité. C'est l'opinion émise par le comité consultatif des assurances le 7 février 1900 dans l'avis suivant :

Au cas d'accident survenu en France et entraînant incapacité temporaire de travail, les ouvriers étrangers ne résidant point sur le territoire français ou cessant d'y résider ont les mêmes droits que les ouvriers français (2).

De même, la dispense des frais médicaux (art. 4 de la loi), l'assistance judiciaire (art. 22), la limitation du salaire fixé à 2.400 francs et pour le surplus duquel l'ouvrier n'a plus droit qu'au quart des rentes ou indemnités (art. 2, § 2) sont applicables aux travailleurs étrangers comme aux Français.

Droit spécial. — Étudions maintenant le droit spécial issu de l'article 3 de la loi.

Les ouvriers étrangers. — L'ouvrier étranger, victime d'un accident du travail entraînant incapacité permanente, n'aura droit au plein bénéfice de la loi, c'est-à-dire à une rente comme l'ouvrier français, que s'il réside sur le territoire français. En cas contraire — non rési-

1. *Bulletin de l'office du travail*, 1907, p. 350.

2. *J. off.*, 16 février 1900. — *Clunet*, 1900, p. 217. — *S. Lois annot.*, 1900, p. 1151.

dence en France — la victime étrangère ne recevra pour toute indemnité qu'un capital égal à trois fois la rente allouée (art. 3, § 16). Il ne s'agit ici que d'une résidence de fait, la résidence de droit commun, et toutes les fois que la preuve de cette résidence sera faite à son profit, l'étranger aura droit à la rente.

La jurisprudence est unanime en ce sens (1). Elle applique l'article 3 en cas de non résidence, quelle que soit la raison pour laquelle l'ouvrier ne réside pas en France, ne faisant aucune distinction entre le cas où l'ouvrier a quitté volontairement la France et celui où il a été forcé de le faire. Elle entend résidence de fait et non résidence légale : en conséquence, un ouvrier étranger qui au moment de l'accident habitait en fait la France, même au mépris d'un arrêté d'expulsion, doit être réputé y résider au point de vue de la loi de 1898 (2).

Au contraire, un ouvrier qui, résidant à l'étranger, vient travailler en France et y est victime d'un accident, n'a pas droit, aux termes de l'article 3, à une rente

1. Trib. civil de Lille, 8 mars 1900. — *Clunet*, 1900, p. 544. — Trib. de Nice, 2 janvier 1901. — *Clunet*, 1901, p. 110. S. 1901.2.223; D. P. 1904.2.92. — Cour de Douai, 18 juillet 1900. — *Clunet*, 1901, p. 119. S. 1901.2.44. — Paris, 3 janvier 1903. — *Clunet*, 1904, p. 119. S. 04.2.178; D. P. 04.2.92. — Cour de cassation, 16 novembre 1903. S. 1907.1.27; D. P. 1904.1.132. — *Clunet*, 1904, p. 353, confirmant l'arrêt de Chambéry (Cour de Chambéry, 21 février 1901) sur le jugement du tribunal de Chambéry de février 1901. — *Clunet*, 1901, p. 97.

2. Trib. de Narbonne, 8 novembre 1900. S. 1904.2.178; D. P. 04.2.92 et *Clunet*, 1901, p. 108. — Trib. de Nice, 14 décembre 1903. S. 1905.2.310; D. P. 1905.2.23.

mais à un capital (1), la résidence étant celle de droit commun (habitation) et non une résidence spéciale que déterminerait le lieu du travail, c'est la solution de la Cour de cassation (2).

Mais on ne saurait considérer comme ayant cessé de résider en France, l'ouvrier étranger qui se rend de temps en temps dans son pays pour y voir sa famille et ne fait qu'y séjourner quelques jours (3). Par suite, l'article 3 de la loi de 1898 ne peut être appliqué à l'ouvrier étranger qui n'a fait dans son pays que des séjours accidentels qu'expliquent suffisamment son origine, ses affaires et ses intérêts (4).

Les ayants droit des ouvriers étrangers. — De même que les ouvriers eux-mêmes et aux termes de l'article 3 alinéa 17, les ayants droit étrangers d'un ouvrier étranger seront traités comme les ouvriers eux-mêmes s'ils cessent de résider sur le territoire français sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente encore à payer (loi du 31 mars 1903). Cette mesure met fin à un traitement de faveur entière-

1. En ce sens : arrêt de Douai, 14 novembre 1900. — Clunet, 1901, p. 526.

2. Cass. 7 juillet 1903. S. 1903.1.533; D. P. 1903.1.533, cassant l'arrêt de Toulouse en sens contraire du 7 août 1901. — Clunet, 1902, p. 99 et S. 1903.2.95.

3. Trib. de Briançon, 14 août 1908. — Clunet, 1909, p. 731. — Cour de Grenoble, 30 décembre 1908. S. 191 2.314. — Clunet, 1909, p. 1048.

4. Cabouat, *op. cit.*, p. 772.

ment injustifié des ayants droit étrangers résidant en France lors du décès de leur auteur, et venant d'une singularité de la loi : c'est le cas d'un ayant-droit mineur de seize ans, qui jusqu'à ce terme aurait joui d'une rente et qui, aux termes de la loi de 1898, aurait pu à seize ans se rendre à l'étranger en réclamant un capital égal à trois fois la rente qu'il avait touchée et à laquelle il n'avait plus droit. Ce calcul est désormais évité par la réforme de 1905.

D'autre part, la jurisprudence est unanime pour ne tenir aucun compte des ayants droit de l'ouvrier étranger, résidant à l'étranger au moment de l'accident (1).

Les représentants de l'ouvrier étranger. — Les représentants de l'étranger ont, en principe, mais toujours avec les mêmes restrictions, les mêmes droits que les représentants d'un ouvrier français (2). Ils ont droit à une pension lorsque l'accident est suivi de mort (art. 3), si toutefois au moment de l'accident ils résident sur le territoire français. En cas de non résidence, la déchéance est complète, ils n'ont droit à aucune pension. Il s'agit toujours, répétons-le, d'une résidence de fait, et non d'une résidence légale (3).

Si, parmi les représentants, les uns résident en France

1. Trib. civ. de Nice, 2 janvier 1901. — Clunet, 1901, p. 110. D. P. 1904.2.92. — Cour de Chambéry, 13 août 1902. — Clunet, 1903, p. 800. D. P. 1905.2.22. — Cour de Paris, 16 mars 1901. — Clunet, 1901, p. 520. S. 1902.2.143; D. P. 1904.2.92.

2. Cassation, 16 novembre 1903. S. 1907.1.27.

3. Trib. civ. de Nice, 14 déc. 1903. D. P. 1905.2.23 (cité).

les autres sont à l'étranger, seuls compteront pour le calcul de la rente ceux qui sont actuellement en France, car le fait de la résidence en France ou hors de France doit être envisagé individuellement au point de vue de chacune des parties en cause (1).

Cette jurisprudence est, à notre avis, l'application normale de la déchéance prononcée par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898.

Les ouvriers étrangers et leurs représentants vis-à-vis de l'article 1382 du Code civil.

Les ouvriers étrangers, assimilés aux français sauf les restrictions de l'article 3, ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi (2). La seule exception est celle de la loi du 21 avril 1898 pour les marins : nous l'avons citée précédemment.

Maintenant, les représentants de l'ouvrier étranger décédé en France victime d'un accident du travail peuvent-ils invoquer l'article 1382 du Code civil ?

Il nous semble que non, car l'article 3 de la loi de 1898 ne parle d'eux que pour les exclure s'ils ne résident sur le territoire français. On pourrait ajouter : Qu'ils ne peuvent dépouiller cette qualité de représentants de la victime sur laquelle la loi de 1898 fonde

1. Trib. de Nice. Cour de Chambéry, cités *supra*.

2. Art. 2 de la loi de 1898, modifiée le 22 mars 1902.

leur droit à l'indemnité, mais en la subordonnant à la condition de leur résidence sur le territoire français (1).

De plus la loi de 1898 ayant substitué l'indemnité forfaitaire au droit commun, le chef d'industrie ne peut être doublement responsable, aux termes de cette loi et aux termes généraux du Code civil.

Enfin, la jurisprudence tout entière refuse aux représentants de la victime le droit d'invoquer l'article 1382 (2). Nous citerons entre autres un arrêt de la Cour de cassation en date du 16 novembre 1903 (3) déclarant :

Qu'il résulte du caractère exceptionnel de la loi et des dispositions combinées des articles 2 et 7 de cette loi modifiée le 22 mars 1902 que la réparation du préjudice causé par un accident du travail survenu dans une des entreprises ne peut être poursuivie contre le patron en vertu des règles du droit commun. Cette règle s'applique spécialement au cas où les représentants d'un ouvrier étranger sont privés en vertu de l'article 3 de la loi de 1898 de tout droit à indemnité à raison de ce que, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français : ils ne peuvent en conséquence invoquer contre le patron les dispositions des articles 1382 et suivants du Code civil.

La Cour de cassation tranche ici pour la première fois une question résolue dans le même sens par les

1. E. Serre, *les Ouvriers étrangers*. Clunet, 1902, p. 977.

2. Trib. civ. de la Seine, 7 novembre 1900. — Clunet, 1901, p. 110. S. 1901. 2. 223 confirmé par arrêt de la Cour de Paris, 16 mars 1901. — Clunet, 1901, p. 520. — S. 1902. 2. 143; D. P. 1904. 2. 92. — Tribunal de Chambéry, 23 février 1901. — Clunet, 1902, p. 97.

3. Cassat., 16 novembre 1903 (cité).

Cours d'appel et par les tribunaux. Elle le fait dans les termes suivants :

Attendu que les représentants de l'ouvrier étranger mort victime d'un accident du travail ont, en principe, les mêmes droits que les représentants d'un ouvrier français, mais qu'ils ne sauraient en invoquer aucun autre pour se soustraire à une fin de non-recevoir formelle, résultant de la règle ainsi établie : que le législateur n'a point entendu admettre à cette règle une exception à raison de la disposition toute spéciale, assurément rigoureuse, mais d'une rigueur voulue et réfléchie, qui exclut de toute attribution d'indemnité quand ils ne résident pas sur le territoire français au moment de l'accident les représentants étrangers... Par ces motifs...

Le sort des représentants est, en fait, assez rigoureux (1), mais il n'est pas pire que celui de certains représentants d'ouvriers français (beaux-parents, enfants de plus de seize ans). Nous conviendrons seulement que la France est un peu en retard sur d'autres législations européennes plus libérales : Allemagne, Angleterre qui prononcent l'assimilation, l'Espagne, l'Italie, la Belgique, de même.

Ajoutons enfin, et c'est là le grand progrès venu de la modification de 1903, qu'aux termes du dernier alinéa de l'article 3 : « Toutes ces dispositions peuvent toutefois être modifiées par traités, dans la limite des indemnités prévues, pour les étrangers dont les pays d'origine

1. Voir la protestation formulée par la Ligue des Droits de l'homme et du citoyen. Clunet, 1901, p. 114.

garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents. »

Critique de la loi de 1898. — Cette loi a été l'objet de nombreuses critiques et les dispositions concernant les ouvriers étrangers ont donné lieu à des réclamations très vives. On reprochait à la loi entre autres choses de favoriser l'emploi des étrangers et d'être anti-humanitaire.

a) *De favoriser l'emploi des étrangers* par ce fait que la loi de 1898 portant des restrictions dans les droits des ouvriers étrangers et de leurs représentants entraînait diminution des obligations des patrons d'où, pour ces derniers, un avantage important à employer des ouvriers étrangers. Or, s'il y a prime à l'emploi de salariés étrangers, cette prime n'existe que pour les patrons non assurés : or, ils sont peu nombreux et emploient peu d'ouvriers : par ailleurs le danger est imaginaire et l'avantage que certains patrons ont à employer des étrangers provient, non de la législation des accidents du travail, mais des conditions générales dans lesquelles les ouvriers étrangers acceptent de travailler ;

b) *D'être anti-humanitaire à cause de l'impossibilité* où sont les représentants d'invoquer le bénéfice éventuel de l'article 1382 (1).

1. Protestation de la Ligue des Droits de l'homme (citée) et violentes attaques du *Journal des Tribunaux de Bruxelles*, 27 décembre 1900. Clunet, 1901, p. 117.

A la façon dont sont traités les étrangers dans notre loi sur les accidents du travail, nous ne chercherons pas à donner des raisons. La vraie raison, c'est l'incohérence qui a présidé aux discussions de la loi et que nous avons signalée en commençant l'étude. Le législateur pressé de faire aboutir une loi, réclamée depuis de longues années, s'est peu préoccupé de la question accessoire de l'étranger et de ses ayants droit : il a laissé à peu près de côté toutes les questions se rapportant à ceux-ci, trouvant sans doute plus simple de les ignorer. Les difficultés d'application l'ont obligé à compléter et à réformer cette loi imparfaite.

La première réforme a été celle de 1902 bientôt suivie par une autre plus importante : celles du 31 mars 1905, venue à la suite de nombreux projets de loi parmi lesquels :

Une proposition de MM. Dubuisson et Mirman, du 27 juin 1898, tendant à modifier l'article 3 (*J. off.*, 1898. Ch. Doc. parl., p. 1200 et 1248) ;

Une proposition de M. Graux, du 2 mai 1899, ayant pour but de parer à l'embauchage des ouvriers étrangers, surtout des célibataires (*J. off.*, 1899. Ch. Doc. parl., p. 1205) ;

Une proposition de M. Holtz, du 8 novembre 1900, tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 3 de la loi de 1898 (*J. off.*, 1900. Ch. Doc. parl., p. 40) ;

Une proposition Mirman, du 14 mai 1901, qui aboutit

aux dispositions finales de l'article 3 actuel, promulguées par la loi du 31 mars 1905 (r. off., Ch., 24 mai 1904).

La réforme portait :

a) Sur la situation des étrangers crédirentiers de l'âge de seize ans. On voulut les empêcher, une fois cet âge atteint, de s'en aller à l'étranger en touchant un capital égal à trois fois leur rente ;

b) Sur la possibilité, que l'on admet et prévoit, de modifier par des traités internationaux les dispositions des trois derniers alinéas de l'article 3. C'est l'application du système de la réciprocité diplomatique. Applications à peu près immédiates du traité franco-italien de 1904 que nous allons étudier.

A ce propos si nous examinons les diverses législations européennes, nous verrons qu'elles se ramènent actuellement, sur la question des accidents du travail, à deux systèmes : assimilation et réciprocité. Jusqu'ici avec la loi de 1898, la France avait eu la législation la plus retardataire. Pour le moment, l'orientation générale des nations est dans le sens de la réparation réciproque des accidents du travail. En principe, dans un pays considéré on tend à accorder à l'ouvrier étranger précisément le même sort que celui fait aux nationaux du pays considéré dans le pays de l'étranger.

Déjà l'Espagne (loi du 30 janvier 1900). l'Italie (loi du 17 mars 1898), l'Angleterre (loi du 6 août 1897) ne distinguaient pas entre les nationaux et les étrangers, mais le mérite n'est pas grand car l'Angleterre et l'Es-

pagne n'ont presque pas, chez elles, de salariés étrangers et l'Italie ne donne en aucun cas, de rente à la victime d'un accident du travail mais toujours un capital. Le Luxembourg (loi du 5 avril 1902), la Belgique (loi du 26 décembre 1903), enfin la France entrent dans la voie de l'application d'une large réciprocité en attendant la meilleure solution, celle de l'assimilation complète des ouvriers français et étrangers.

L'évolution est très nette dans le sens de la réciprocité : c'est une solution d'une souplesse remarquable qui permet d'adapter sans cesse les dispositions législatives concernant les ouvriers étrangers à la situation économique générale (1). Mais cette solution satisfaisante ne peut venir que de l'accord des États, de l'entente internationale qui aboutirait à des congrès d'où sortirait sans doute le traitement égal des étrangers dans les diverses nations.

Nous allons examiner les traités internationaux existant actuellement sur la matière et qu'on appelle les traités de travail.

1. Raynaud, *Questions pratiques de législation*, 1903, p. 140.

SECTION II

TRAITÉS DE TRAVAIL

La fin du XIX^e siècle a vu le développement de la législation ouvrière dans presque tous les pays d'Europe. Les États qui avaient la législation la plus avancée se demandaient si ces lois de protection devaient englober ou non les ouvriers étrangers : si ceux-ci avaient le droit d'en bénéficier comme les autres travailleurs.

De cette inquiétude et de cette hésitation c'est l'idée de justice sociale qui, en général, l'a emporté. Et, de même que les grandes nations industrielles reconnaissent aux étrangers le droit de venir travailler chez elles, de même elles font profiter ceux-ci des lois de protection du travail. De plus, l'établissement d'une législation protectrice du travail dans chaque pays a sa répercussion directe et immédiate sur le coût de la production et influe sur la concurrence internationale. Les lois ouvrières ne sont possibles qu'autant que, par sa législation, un pays ne se met pas en état d'infériorité

vis-à-vis de ses voisins et rivaux ; et alors apparaît, avec le désir de la protection ouvrière, la nécessité de mesures internationales pour régler d'ensemble certaines questions importantes.

Chacune des nations industrielles de l'Europe cherche à protéger ses nationaux à l'étranger qui les emploie et, cette attitude étant réciproque, les accords seront facilités. On peut dire que le régime de l'avenir est celui des traités internationaux. Le traité international a déjà réglé tant de questions importantes au XIX^e siècle (postes, télégraphes, transports, propriété littéraire et industrielle) que, par son entremise, on ne peut qu'augurer favorablement de l'orientation du nouveau droit ouvrier vers une meilleure solution de la question sociale, vers un équilibre stable des forces ouvrières au dedans et au dehors.

Nous sommes ainsi amené à étudier la législation résultant de ces traités : franco-italien du 15 avril 1904 et arrangement du 9 juin 1905 ; franco-belge du 21 février 1906 ; franco-luxembourgeois du 27 juin 1906 ; franco-anglais du 9 juillet 1909.

Ces traités sont, en résumé, des dérogations au droit commun : ils concèdent aux ressortissants des États contractants un régime de faveur qui ne peut pas être invoqué par ceux d'autres puissances. Il a été jugé à plusieurs reprises que ces traités ne rétroagissent pas et

qu'ils sont inapplicables aux faits antérieurs à leur promulgation (1).

La solution de l'angoissante question internationale est dans cette voie : il semble :

Que les gouvernements feraient preuve de clairvoyance en prenant la direction d'un mouvement préparé par les fédérations syndicales internationales (2) et qui accomplirait ainsi la réglementation internationale du travail par voie diplomatique.

On pourrait arriver ainsi, dit M. Pic, à une union sociale internationale pour la protection légale des travailleurs avec, non une législation universelle et uniforme, mais, entre les législations demeurées distinctes, des principes communs instituant des services internationaux de solidarité et de prévoyance, instruments précieux de rapprochement entre les peuples.

Actuellement nous n'en sommes pas encore là, nous n'avons qu'un très petit nombre de conventions internationales qu'une brève étude nous fera connaître.

1° *Traité franco-italien du 15 avril 1904*. — Deux cent mille ouvriers italiens travaillent en France, et depuis longtemps le gouvernement italien cherchait à obtenir, pour eux et leurs ayants droit, le bénéfice total de la loi

1. Nancy, 8 février 1908. — Clunet, 1908, p. 1104. — Cassation, 16 novembre 1908. — Clunet, 1909, p. 1047. — Cour de Lyon, 29 avril 1910. — Clunet, 1911, p. 178.

2. Pic, Clunet, 1906, p. 301.

française sur les accidents du travail dont ils étaient en partie exclus. Le gouvernement italien se préoccupait aussi de l'application éventuelle de la loi française sur les retraites ouvrières.

Les pourparlers commencés au Congrès de l'association internationale ouvrière à Cologne en 1902 aboutirent deux ans après. Le 15 avril 1904 une convention était signée (1) à Rome, entre la France et l'Italie, ayant pour but d'assurer des garanties à la personne des travailleurs de ces deux nations et particulièrement :

1° De faciliter à leurs nationaux travaillant à l'étranger la jouissance de leurs épargnes et leur ménager le bénéfice des assurances sociales ;

2° De garantir aux travailleurs le maintien des mesures de protection déjà édictées en leur faveur.

L'objet du traité se trouve défini dans le préambule : « assurer à la personne des travailleurs des garanties de réciprocité analogues à celles que les traités de commerce ont prévues pour les produits du travail.

Par sa date et par sa portée, ce traité est le plus marquant parmi les conventions ouvrières. Le premier du genre, il en donne, de suite, la formule définitive : c'est une date décisive dans l'histoire du droit international et la première pierre du futur droit social international.

1. Promulguée en France par le décret du 8 octobre 1904. *J. Off.*, 12 octobre. — Sirey, *Lois annotées*, 1907, p. 455. D. P. Lois et décrets, 1904, p. 67. — *Bulletin de l'office du travail*, 1904, p. 58. Nous en donnons la teneur à la fin de cette étude.

L'idée maîtresse, ici, est la réciprocité de traitement qui doit résulter du traité et qui doit apporter aux co-contractants des avantages réciproques au point de vue de l'assurance et de la prévoyance sociale. La réglementation du travail en Italie étant inexistante, les usines françaises souffraient d'autant plus de la concurrence des industriels italiens qu'elles-mêmes étaient assujetties à une législation protectrice importante. Ce que la France allait demander en échange des concessions qu'elle faisait, c'était donc l'amélioration des conditions du travail en Italie, l'organisation du travail, dont elle ne pouvait profiter en même temps que les ouvriers italiens.

Étude du traité. — L'alinéa premier de l'article premier du traité est relatif au transport des fonds déposés dans les caisses d'épargne des deux pays, et l'alinéa 2 annonce des facilités pour le paiement des cotisations aux caisses de prévoyance des deux pays.

L'alinéa 3 prévoit l'admission des salariés des deux pays à la constitution de retraites. Il laisse, et c'est justice, aux ouvriers étrangers leurs propres versements, pose le principe de la réciprocité pour les contributions patronales : quant aux bonifications venant des contributions budgétaires, elles restent essentiellement nationales et ne s'ajouteront jamais pour les étrangers aux autres versements.

L'alinéa 4 pose le principe de l'égalité de traitement

pour les ouvriers français et italiens victimes d'accidents du travail et leurs représentants.

L'alinéa 5, enfin, annonce le règlement prochain des conditions d'admission des ouvriers des deux pays à l'assurance contre le chômage.

L'article 2 du traité cherche les moyens d'empêcher l'exploitation des jeunes Italiens embauchés en France.

Dans l'article 4 l'Italie s'engage à améliorer sa législation ouvrière et à atténuer ainsi la disparité qui existait entre les co-contractants au moment de la signature du traité. Elle s'engage à organiser un service d'inspecteurs du travail, à améliorer sa législation ouvrière (interdiction du travail de nuit, réglementation de l'âge d'admission dans les ateliers, abaissement de la durée du travail journalier, repos hebdomadaire). Tout ceci est très rassurant pour l'ouvrier français ! En attendant, chaque pays appliquera à l'autre sa législation protectrice telle qu'elle est. En résumé, le traité franco-italien a un double objet :

1° De prévoyance sociale. Il détermine les bases sur lesquelles seront négociés ultérieurement des arrangements destinés à organiser les institutions de prévoyance et d'assurance sociale. Déjà les négociateurs se sont efforcés d'assurer aux nationaux de chaque pays travaillant à l'étranger les plus grandes facilités pour jouir de leur épargne et les faire bénéficier des œuvres de prévoyance individuelle et familiale. Ensuite, corri-

geant l'erreur de la loi de 1898, le traité pose le principe de la réciprocité du traitement pour les accidents ;

2° De réglementation du travail. L'application aux travailleurs des deux pays d'une législation protectrice sera facilitée : éventualité dont la réalisation dépend du Parlement (1).

En fait la portée de ce traité était plutôt générale, il proclamait l'égalité de traitement entre Français et Italiens. Il garantissait aux travailleurs le maintien des mesures déjà édictées et concourait à de nouveaux progrès. Seul, il est vrai, l'article premier s'appliquait et seul il donnait des résultats tangibles, le reste étant plutôt un rêve, l'espérance d'arrangements futurs qu'une réalité ; mais il ne pouvait guère en être autrement, les réformes sociales ne se font que lentement par des lois minutieuses, longues à établir. Il faut attendre maintenant les résultats que donnera cet instrument qui semble allier l'intérêt des deux pays et devoir rendre moins redoutable pour la France la concurrence de la main-d'œuvre italienne. A notre avis on peut attendre beaucoup de l'industrialisme naissant du sud de l'Italie : une moindre différence dans le caractère économique du nord très actif et du sud de l'Italie, jusqu'ici plutôt agricole, ne pourrait qu'aider à la réglementation du travail (2).

1, Pic, *le Traité franco-italien (Questions pratiques de législation ouvrières, 1904, t. V, p. 120)*.

2. Lire en ce sens la brochure de M. Lémonon, *le Paupérisme*

Tel qu'il est, le traité franco-italien, répétons-le, est une date capitale : il ouvre l'ère des traités internationaux et prépare l'avènement de la législation internationale future.

Il ne resta pas longtemps isolé : d'autres suivirent bientôt :

Le 13 juillet 1904, Suisse et Italie ;

Le 3 décembre 1904, Allemagne et Italie (traités de commerce) ;

Le 19 janvier 1905, Allemagne et Autriche (accord pour la protection des travailleurs et les assurances ouvrières) ;

Le 15 avril 1905, Belgique et Luxembourg (accidents du travail).

Il faut y ajouter ceux conclus par la France avec la Belgique, le Luxembourg, l'Angleterre que nous allons examiner sommairement.

En exécution du paragraphe 4 de l'article premier, des négociations se sont engagées entre les deux pays et deux arrangements ont fait suite au traité :

a) L'arrangement du 2 juin 1906 relatif aux transports des dépôts dans les caisses d'épargne des deux pays ;

b) L'arrangement du 9 juin 1906 (1), concernant la

à Naples, ses causes, ses remèdes (*Mémoires et Documents du Musée social*, 1911).

1. *J. off.* du 21 juin 1907. Voir le texte à la fin du volume.

réparation des dommages résultant des accidents du travail accompagné d'un règlement pour en faciliter la mise à exécution fixée d'autre part au 1^{er} novembre 1907.

Cet arrangement relève les ouvriers italiens victimes en France d'accidents du travail, ainsi que leurs ayants droit des déchéances portées contre eux par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898.

Il prononce l'assimilation de traitement des ouvriers français et italiens : ceux-ci ayant droit aux mêmes avantages que ceux-là, désormais sans aucune condition de résidence (art. 1 et 2). (Les autres articles de la convention règlent le détail de son application). A première vue, la mesure paraît d'une stricte justice et même semble une réparation, puisque la loi italienne (du 17 mars 1898 et 23 juin 1903) sur les accidents du travail ne fait aucune différence entre Italiens et Français pour la réparation de ces accidents. Cependant, la loi italienne est, à d'autres points de vue, moins libérale que la nôtre : tandis que la loi française assure, en cas d'incapacité absolue et permanente, une rente égale aux deux tiers du salaire annuel de la victime, en cas d'incapacité partielle et permanente une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire et en cas de mort des rentes viagères dont le montant total peut atteindre 60 0/0 du salaire : les lois italiennes de 1898 et de 1903 accordent, en cas d'incapacité absolue et permanente, une indemnité égale à

six fois le salaire annuel ; en cas d'incapacité partielle et permanente une indemnité égale à six fois la réduction subie par le salaire, et, enfin, en cas de mort, une indemnité égale à cinq fois le salaire. S'il y a incapacité temporaire seulement, la loi française assure la moitié du salaire ; la loi italienne distingue : l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire en cas d'incapacité absolue et à la moitié de la réduction subie par le salaire en cas d'incapacité partielle. Enfin, tandis que la loi française a étendu le risque professionnel aux exploitations commerciales, la loi italienne n'a pas encore admis cette extension (1).

Ce sont ces différences entre les deux législations qui ont fait dire que l'arrangement était tout à l'avantage de l'Italie. Sans doute, on ne peut pas nier que les clauses de transfert (art. 5 et 6) ne soient avantageuses pour les Italiens ; on ne peut pas non plus nier la disproportion du nombre des ouvriers en présence : 200.000 Italiens en France contre un nombre très minime de travailleurs français en Italie. Seulement, en réalité, il faut considérer l'arrangement en question comme la suite du traité du 15 avril 1904 et la contrepartie de stipulations en notre faveur contenues dans ce traité et qui doivent avoir pour résultat de rendre moins inégales les conditions du travail en France et en

1. Rapport de M. Bienvenu-Martin au Sénat, 28 mai 1907. — *J. off.*, 1907, Sénat. Doc. Parl., n° 127.

Italie ; nous avons en vue l'inspection du travail et la réduction de la durée du travail des femmes et du travail journalier dans l'industrie, cette réglementation devant être la fin d'une concurrence désastreuse pour nous. A ce titre, grâce à l'équilibre obtenu, on peut dire que l'arrangement du 9 juin 1906 est un bien pour les deux États intéressés et l'indice certain d'un progrès social.

Nous signalons ici une difficulté qui s'est rencontrée dans l'application de l'arrangement du 9 juin 1906.

Cette convention, qui établit l'égalité de traitement entre ouvriers italiens et français devait être mise à exécution à partir du 1^{er} novembre 1907. Or, après cette date, un certain nombre d'ouvriers italiens, bénéficiaires antérieurs des dispositions de notre loi de 1898, astreints jusque-là à la résidence, regagnèrent leur pays natal et demandèrent, de là, le paiement de leurs pensions françaises. On leur répondit que la loi n'étant pas rétroactive, mais leurs accidents antérieurs à la convention, ils avaient perdu du fait de leur départ leurs droits à la rente (application de l'art. 3 de la loi de 1898). Or, à notre avis (1), il ne faut pas confondre le droit à la réparation, qui appartient à l'ouvrier victime d'un accident du travail et la faculté de rachat appartenant au patron. Comme nous l'avons vu, dans l'étude de la loi de 1898, aux termes de cette loi, le

1. Voir en ce sens M. Sicori, *Clunet*, 1909, p. 68.

droit à la réparation existe toujours, que la victime de l'accident soit française ou non. Quant à la faculté de rachat, elle n'existe pour le patron (art. 3) que si l'ouvrier vient à quitter la France. Or, dans le cas qui nous occupe, il n'a plus cette faculté, attendu que l'ouvrier étranger n'a quitté la France qu'après le 1^{er} novembre 1907, date à laquelle les restrictions de l'article 3 de la loi de 1898 étaient abrogées. Et en réclamant le paiement de sa rente, en Italie, l'ouvrier italien est dans son droit strict, il ne demande pas autre chose que l'application de la loi existante et il n'y a pas lieu de la lui refuser.

2^o Convention franco-belge du 21 février 1906

Cette convention est relative à la réparation des dommages résultant des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Les dispositions restrictives de la loi du 9 avril 1898 (art. 3), relatives aux étrangers, avaient soulevé de nombreuses critiques. Aussi plusieurs projets furent présentés aux Chambres qui proposaient, au point de vue de la réparation des accidents du travail, l'assimilation soit absolue, soit à titre de réciprocité législative (la proposition Holtz, par exemple) (1), des étrangers et des nationaux.

Le Parlement, sans adopter aucun de ces deux systèmes, choisit la réciprocité diplomatique, instrument

1. *J. off.*, 1900. Ch. Doc. parl. Session extraord., p. 40.

plus souple et, dans la loi du 31 mars 1905, ajouta un article additionnel à l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, autorisant le gouvernement français à déroger par des conventions spéciales à la législation actuelle avec les États qui garantiraient à la France des avantages équivalents.

Ce fut en conformité de cet article additionnel que fut signée la convention franco-belge du 21 février 1906 qui en est l'application (2).

Aux termes de cette convention, les ouvriers belges victimes d'accidents en France seront, désormais, ainsi que leurs ayants droit, affranchis des dispositions de l'article 3. Le traité place, en effet, sur le même pied d'égalité les ouvriers des deux nations, tant au point de vue des indemnités que des garanties accordées par la législation en vigueur. Il n'est fait exception que pour les personnes appartenant à un des deux États et détachés temporairement sur le territoire de l'autre État ou pour les personnes attachées à des entreprises de transports et occupées d'une façon intermittente dans un pays autre que celui où les entreprises ont leur siège (art. 2). Enfin des mesures sont prévues pour faciliter l'exécution en Belgique de la législation française et, en France, de la législation belge sur les accidents du travail (3). Quant aux ouvriers français, ils restent dans la

2. *J. off.*, 14 juin 1906. — Clunet, 1907, p. 235. *Bulletin de l'office du travail*, 1906, p. 718. D. P. 1907, p. 125.

3. *Bulletin de l'office du travail*, 1907, p. 350.

même situation qu'avant la convention, puisque la loi belge du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail ne faisait aucune distinction entre ouvriers belges et étrangers. Il semble donc qu'on ne puisse qu'applaudir à une mesure pleine d'humanité et de justice. Cependant, d'un autre côté, on peut constater que les Belges, victimes d'accidents du travail sur le territoire français, jouiront d'une situation plus avantageuse que les Français en Belgique (1). La France, qui n'a recueilli aucun avantage, semble être un peu la dupe du marché. La convention est plutôt une satisfaction donnée à la Belgique et à ses critiques acerbes de notre loi de 1898 : c'est, avec une concession au principe de l'assimilation, un gage donné contre les menaces de représailles que ce pays ne nous avait pas épargnées.

3° Convention franco-luxembourgeoise

Cette convention a été signée le 27 juin 1906 entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg (2) pour la réparation réciproque des accidents du travail. Elle est la même, sauf les noms des pays et des plénipotentiaires, que celle conclue précédemment entre la France

1. La loi belge, du 24 décembre 1903, s'étend aux exploitations agricoles, mais elle ne comprend pas, comme la nôtre, l'ensemble des professions commerciales et, de plus, elle fixe les indemnités à un taux inférieur au nôtre.

2. Promulguée en France par décret du 10 novembre 1906. *J. off.*, 15 novembre 1906. D. P. 1907. 4. 125.

et la Belgique. Elle est conçue en termes absolument identiques.

Les conséquences en sont les mêmes ; nous ne nous y étendrons pas. Disons seulement qu'elle procure aux ouvriers français au Luxembourg de réels avantages (1) car la loi luxembourgeoise était aussi peu libérale que notre loi de 1898. Les travailleurs des deux États voisins ont gagné, par cette convention, l'application réciproque d'un régime moins sévère. De plus, le gain des deux pays semble identique, le nombre des travailleurs luxembourgeois en France et des Français en Luxembourg étant sensiblement le même.

4^e Traité franco-anglais du 3 juillet 1909

La Grande-Bretagne avait demandé à son bénéfice en 1907 au gouvernement français, un traité semblable à ceux signés avec l'Italie, la Belgique, le Luxembourg. Le nombre des ouvriers anglais travaillant en France et des ouvriers français travaillant en Angleterre étant à peu près équivalents (13.000 et 14.000), rien ne s'opposait à des négociations.

Elles ont abouti à la signature de la convention du

1. La loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 n'assimilait, en effet, les étrangers aux nationaux, que sous la condition de résidence et, comme le fait la loi française, lui allouant en cas de départ une somme égale au triple de la rente annuelle. De plus, l'indemnité est un peu supérieure à la nôtre.

3 juillet qui est l'extension à l'Angleterre de l'arrangement franco-italien de 1904.

Désormais, les ouvriers anglais bénéficieront pendant leurs séjours en France de la loi française sur les accidents du travail, et réciproquement les ouvriers français travaillant en Angleterre pourront se réclamer dans ce pays du « Workmen Compensation Act ». L'Angleterre s'engage même (art. 5) à compléter la législation actuellement en vigueur chez elle dans un sens plus libéral et plus conforme aux intérêts des bénéficiaires (1).

Jusqu'à présent, la Grande-Bretagne avait toujours montré peu d'empressement à se lier en matière sociale par des accords internationaux. Cet accord franco-anglais constitue donc, au point de vue anglais, un progrès social sérieux, et c'est ce qui explique le bon accueil qu'il a reçu des deux côtés.

Signalons enfin à titre complémentaire un arrangement franco-allemand portant sur les commissions rogatoires relatives à l'exécution de la législation internationale des travailleurs. C'est le bulletin officiel de l'office impérial allemand (*Amtliche nachrichten des Reichsversicherungsamts*) du 15 octobre 1906, qui a publié un avis de la division des assurances contre les accidents du travail de l'Office impérial des assurances concernant le règlement des commissions rogatoires entre la France et l'Allemagne.

1. Clunet, 1909, p. 1275.

Il résulte de cet avis que l'ambassadeur de France ayant transmis au secrétaire d'État impérial des affaires étrangères qui l'avait accueillie favorablement une commission rogatoire d'un juge de paix français tendant à l'audition de témoins en Allemagne dans une affaire d'accident du travail, l'ambassadeur a fait connaître que le gouvernement français s'est déclaré disposé, à titre de réciprocité, à assurer dans les mêmes conditions que les mandats émanés de tribunaux français, l'exécution en France des mandats émanés des offices et autorités publiques, qui accomplissent en vertu de la législation allemande sur les accidents du travail les diverses procédures confiées dans le droit français aux autorités judiciaires. Sous cette réserve que les commissions rogatoires rentrent en France dans les attributions de l'autorité judiciaire.

En terminant cette étude sur les traités de travail, types nouveaux et auparavant inconnus, remarquons l'importance acquise dans les préoccupations des gouvernants par les problèmes du travail trop longtemps considérés comme indignes de leur attention. Tandis que la législation ouvrière interne agit toujours plutôt dans un sens de protection de l'ouvrier national, le traité, lui, agit dans un sens vraiment international. Or, nous savons que certaines questions de protection ouvrière ne peuvent être résolues que par une réglementation d'ensemble : c'est pour cela que le traité tend à se généraliser, si bien « qu'on peut augurer favorablement de

l'orientation du droit nouveau vers l'assimilation parfaite des ouvriers étrangers aux ouvriers nationaux » (1).

Nous ne pouvons que désirer la multiplication probable et prochaine de ces traités de travail.

1. Raynaud, *Droit international ouvrier*, p. 38.

CHAPITRE VI

LOIS DE PRÉVOYANCE

Nous allons étudier les institutions de prévoyance et d'assurance des travailleurs dans lesquelles ceux-ci supportent eux-mêmes les frais de leur assurance. On comprend que dans cette situation les lois n'aient rien prescrit en général contre les ouvriers étrangers. On leur demande seulement d'effectuer, comme les Français, leurs versements réguliers, de payer leurs cotisations et alors ils pourront bénéficier des avantages de ces institutions. En particulier la loi sur les retraites ouvrières s'est occupée des salariés étrangers, mais elle les a assimilés aux nationaux dans certaines conditions que nous examinerons plus loin. Nous ne pouvons qu'applaudir à cette bienveillance.

PREMIÈRE SECTION

CAISSES-D'ÉPARGNE

Deux lois régissent nos caisses d'épargne : la loi du 20 juillet 1895 (1), votée à la suite de nombreux projets de loi de 1885 à 1890, qui a perfectionné les moyens d'épargne et réglementé l'emploi des fonds disposés dans les caisses en les rendant plus productifs ; et la loi du 9 avril 1881 (2) qui avait créé la caisse d'épargne postale et résolu de cette manière la question d'encouragement à l'épargne, après de nombreuses tentatives de réforme restées infructueuses. Elle n'est pas abrogée.

Ces deux lois n'interdisent nullement aux étrangers de prendre des livrets et de déposer des fonds dans nos caisses d'épargne. Du reste, pourquoi le feraient-elles ? Elles ne confèrent à leurs participants aucun avantage pécuniaire.

Mais c'est sur le sujet des caisses d'épargne que le droit conventionnel international a fait de grands pro-

1. *Journ. off.*, 6 août 1895. — Sirey, *Lois annot.*, 1895, p. 1153. D. P. 1896.4.1.

2. Sirey, *Lois annot.*, 1882, p. 288.

grès par la création d'un livret de caisse d'épargne international à la suite de deux conventions : la convention franco-belge du 4 mars 1897 approuvée par la loi du 13 juillet 1897 (1) et le traité franco-italien du 15 avril 1904 (2), conclus tous deux en termes identiques.

L'idée générale de ces deux conventions ou arrangements consiste à traiter les dépôts effectués dans l'un des deux pays contractants exactement comme s'ils avaient été faits dans le pays du national même. Les fonds sont transférés sans frais de l'une des caisses à l'autre et réciproquement. Enfin les caisses d'épargne de chaque pays correspondent entre elles directement et en franchise par la voie postale : les demandes de transfert sont reçues dans tous les bureaux ou agences du service de la caisse d'épargne, les demandes de remboursement voyagent en franchise.

Un second arrangement relatif au transfert des dépôts entre les caisses d'épargne de France et d'Italie a été signé par ces deux puissances le 20 janvier 1906. Il avait pour but la notification prochaine de la liste des caisses d'épargne qui, ayant leur siège dans de grandes agglomérations industrielles ou commerciales ou à la frontière (3), devaient être chargées sur leur demande

1. Promulguée par décret du 6 septembre 1897. *J. off.*, du 8 septembre. *Bulletin de l'office du travail*, année 1897, p. 669.

2. Voir l'arrangement qui y fait suite, en annexe.

3. Ces caisses sont : Albertville, Ajaccio, Annecy, Barcelonnette, Bastia, Bonneville, Briançon, Brignoles, Cannes, Castellane, Chambéry, Digne, Draguignan, Forcalquier, Gap, Grasse, Lyon, Manosque, Marseille, Nice, Paris, Puget-Théniers, Saint-Jean-de-

d'effectuer les transferts de dépôts aux conditions fixées
La notification a été faite peu après.

On peut donc dire que désormais entre la Belgique,
la France et l'Italie, l'épargne ne connaît plus de fron-
tières.

Maurienne, Sisteron, Saint-Tropez, Thonon, Toulon, Valensole,
Vence, en France.

Alba, Alessandria, Ancône, Aquila, Bologna, Camerino, Casena,
Chiavari, Chieti, Citta-Castello, Cosenza, Ferrara, Firenze, Foli-
gno, Forli, Fossano, Genova, Macerata, Mondovi, Napoli, Padova,
Parma, Piacenza, Pinerolo, Prato, Ravenna, Rimini, Roma, Saluzzi,
Savigliano, Savona, Siena, Udine, Vercelli, Verona, Vigevano,
Voghera, Biella. en Italie.

SECTION II

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE

Créée par la loi du 18 juin 1850, dans le but de permettre aux ouvriers de s'assurer une petite pension pour leurs vieux jours, la caisse nationale des retraites pour la vieillesse est une caisse basée sur le principe de la liberté subsidiée ; elle constitue à ses déposants, moyennant des versements facultatifs minimes, des rentes viagères majorées par l'État en faveur de certains bénéficiaires. Actuellement la caisse nationale de retraites est régie par la loi du 20 juillet 1886 (1) aux termes de laquelle l'ouvrier étranger, au point de vue des retraites servies par la caisse, est assimilé à l'ouvrier français.

La Chambre n'avait d'abord accordé ce droit de versement aux étrangers que sous condition de réciprocité ; le gouvernement fit remarquer que, nul pays ne possédant de caisse semblable à la nôtre, la question de savoir dans quel cas il y aurait réciprocité serait délicate.

1. *J. off.* 21 juillet 1886. — S. L. annot. 87. p. 147.

On soulèvera ainsi, disait-il, des questions internationales difficiles et l'on privera des moyens de se mettre à l'abri de la misère des ouvriers établis en France à demeure et parmi lesquels se trouvent un grand nombre d'Alsaciens-Lorrains.

Cette loi du 20 juillet 1886 avait été précédée de plusieurs projets et lois français très différents, entraînant égalité de traitement des salariés nationaux et étrangers ou au contraire même, taxation à l'égard de ces derniers (1). C'est ainsi qu'une loi du 12 juin 1861 les admet à verser à la caisse aux mêmes conditions que les nationaux.

C'est à cette dernière solution qu'on s'est arrêté puisque la retraite étant facultative il n'y avait aucune raison de refuser à l'étranger de faire les versements nécessaires pour y participer.

L'article 14 de la loi de 1886, en effet (2), assimile complètement les étrangers résidant en France aux nationaux, exigeant seulement pour eux la condition de résidence ; dans ce cas, comme les Français, ils pourront faire des versements volontaires à la caisse jusqu'à un maximum de 1.200 francs de rente. En aucun

1. Raynaud, *Retraite des ouvriers étrangers*. — Clunet, 1906, p. 115.

2. Les étrangers résidant en France, sont autorisés à faire des versements à la caisse des retraites pour la vieillesse aux mêmes conditions que les nationaux. Toutefois, ces étrangers ne pourront jouir en aucun cas des bonifications dont il est parlé au deuxième paragraphe de l'article 11.

cas ces étrangers ne pourront profiter des bonifications accordées par l'État et ajoutées aux versements de certains déposants français en cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées, bonifications faites au moyen de prélèvements faits sur un crédit spécial ouvert chaque année au budget du ministère de l'Intérieur. Demander plus ce serait vouloir protéger l'ouvrier étranger dans la même mesure que l'ouvrier national ; or, nous pensons, avec M. Raynaud (1), que vouloir ici cette égalité de traitement absolu, cette participation de l'étranger aux bonifications de l'État serait utopique(2), la nation française ne pouvait qu'y perdre ; ce qu'il faut c'est la réciprocité, l'accord au moyen de traités internationaux.

Déjà l'exemple donné par le traité franco-italien, avait été excellent (3). Il donnait aux étrangers italiens la possibilité, tout en restant en France, de verser leurs cotisations soit à leur caisse nationale, soit à la caisse française ; de bénéficier enfin, soit de notre loi interne, soit de leur loi nationale après un transfert de fonds ; à part, toutefois, les bonifications qui, données par l'État, restent essentiellement nationales et qui sont

1. Raynaud, *Clunet*, 1906, p. 115.

2. L'Allemagne, dans la loi du 22 juin 1889, semble l'avoir adoptée puisqu'il y a obligation, pour tous les ouvriers sans distinction de nationalité, de s'assurer contre l'invalidité et la vieillesse. Mais en fait, beaucoup d'étrangers n'y participent pas.

3. Traité du 15 avril 1904, article 1. alinéa b.

« comme une part irréductible réservée aux nationaux dont seuls les ouvriers français pourront profiter » (1). C'est ce système qui devrait être universellement appliqué, grâce auquel tout salarié trouverait à l'étranger les mêmes conditions de retraites que chez lui : ses versements lui étant acquis dans le pays où il travaille, les versements patronaux s'ajoutant aux siens propres sous bénéfice de la réciprocité et les allocations budgétaires supplémentaires lui étant servies non par la nation chez laquelle il travaille, mais par l'État dont il est ressortissant.

Cette solution nous semble beaucoup préférable à celle adoptée par la loi du 5 avril 1910 et qui accorde, sous condition de réciprocité, au salarié étranger même le droit de bénéficier des allocations budgétaires.

A signaler ici la loi du 29 juin 1894 (2) sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. Sans entrer dans l'étude de cette loi, signalons son importance en ce que contrairement au principe adopté pour la caisse nationale des retraites, elle introduit dans notre pays le principe de l'assurance obligatoire. Son rapporteur l'a citée comme un coup de sonde, un essai pour préparer la loi générale sur l'assurance obligatoire contre la vieillesse. L'épreuve devait ainsi por-

1. Raynaud, *idem*.

2. *J. off.*, 30 juin. D. P. 1894. 4. 57.

ter sur 120.000 ouvriers avant de porter sur plusieurs millions.

Les ouvriers et employés des mines étrangers y sont assujettis au même titre que les Français ; il en résulte même cette conséquence bizarre que l'ouvrier mineur étranger, au point de vue des secours et des soins en cas de maladie, est mieux traité que l'ouvrier français de toute autre corporation.

Enfin, il existe une caisse de prévoyance pour les marins français dans laquelle le principe de la retraite obligatoire est aussi appliqué, son fonctionnement est réglé par la loi du 29 décembre 1905 (1), loi qui exclut les étrangers. En font obligatoirement et exclusivement partie déclare-t-elle, les inscrits maritimes de nationalité française à l'exclusion des marins étrangers. Ses dispositions ne concernent pas les étrangers qu'elle laisse complètement de côté (2). Elle est aussi restrictive que la loi précédente est large pour les ouvriers mineurs, sans doute avec une idée de favoriser les inscrits maritimes français et de leur donner une compensation à leurs charges.

1. *J. off.* 30 décembre 1905. S. L. Annot, 1906, p. 267.

2. Trib. de Marseille, 5 juillet 1906. — Clunet, 1907, p. 148.

SECTION III

LOI SUR LES RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

DU 5 AVRIL 1910 (1)

Nous arrivons à la plus importante de nos modernes lois de prévoyance, la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières, importance qu'elle tire :

1^o Du nombre de ses assujettis, presque toute la population active de la France, environ 17 millions et demi de salariés dont 600.000 étrangers ;

1^o Du but qu'elle doit remplir et qui est d'organiser au profit des travailleurs des retraites obligatoires ou d'encourager la constitution facultative de retraites et d'assurer ainsi la sécurité du travailleur pendant son âge mûr en lui garantissant un avenir honorable pendant sa vieillesse (2).

C'est non une loi d'assistance comme certains semblent le croire, mais une loi sociale : il est équitable de reconnaître que celui qui a donné à la société sa part de tra-

1. *J. off.*, 6 avril 1910. — S., *Lois annotées*, 1911, p. 1.

2. Rapport Guyesse. *J. off.*, décembre 1904. Ch., Doc. parl., p. 1187.

vail doit pouvoir vivre ses années de vieillesse à l'abri de la mendicité.

Législations étrangères. — Un certain nombre d'États de l'Europe possédait déjà avant nous une organisation de retraites ouvrières. La France, très en retard, a pu s'inspirer de ces législations pour créer la sienne propre. Ces lois étrangères se classent en trois catégories d'après les principes sur lesquels elles reposent :

1^o Lois basées sur des encouragements de l'État à la prévoyance libre : c'est ce qu'on appelle « la liberté subsidiée » ; dans cette catégorie se classent : la loi belge du 10 mai 1900, la loi italienne du 17 juillet 1898, la loi suisse du 2 mars 1907 ;

2^o Lois s'inspirant de l'idée de solidarité nationale et mettant à la charge de l'universalité des contribuables les pensions de vieillesse. Dans cette catégorie nous trouvons la loi anglaise du 1^{er} août 1908 et les lois de retraites, du Danemark, d'Australie et de Nouvelle-Zélande ;

3^o Enfin, lois basées sur l'obligation des versements des employeurs et des salariés, ce sont les lois allemande du 13 juillet 1899 et autrichienne du 16 décembre 1906.

La loi française actuelle a adopté la solution qui consistait à obliger les intéressés à se constituer eux mêmes une retraite en y faisant contribuer l'État par des allocations supplémentaires : c'est la retraite obligatoire.

Historique. — La loi actuelle sur les retraites avait été précédée par un certain nombre de mesures législatives inspirées du même esprit qui a présidé à sa rédaction telles que :

1° Les lois du 18 juin 1850 et du 20 juillet 1886 sur la caisse nationale des retraites ;

2° Les mesures par lesquelles l'État est toujours venu en aide aux sociétés de secours mutuels ayant pour objet de constituer des retraites à leurs membres ;

3° Les diverses lois qui ont organisé des retraites au profit de catégories spéciales de travailleurs (fonctionnaires de l'État, employés et ouvriers des chemins de fer, mineurs, marins) ;

4° Enfin, la loi du 14 juillet 1905 qui a institué l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables.

En 1879, déjà, nous trouvons le premier projet (Nadaud-Floquet) relatif à la création d'une caisse de retraites en faveur des vieux ouvriers de l'industrie et de l'agriculture. Le mouvement s'est poursuivi sans interruption au cours des législatures précédentes et cela a donné lieu à de très nombreuses propositions de lois, dont quelques-unes mettaient de côté les salariés étrangers (projet Maruéjouls, projet de la commission de la Chambre, 1900). On avait demandé alors la suppression de cette exclusion en invoquant l'exemple de l'Allemagne qui admet les ouvriers français au bénéfice de sa loi de retraites : la Chambre ne fit droit à cette

demande que plus tard, en 1905, quand elle adopta le texte assimilant, en principe, les ouvriers étrangers aux Français, qui est devenu l'article 14.

Étude de la loi. — La loi de 1910 distingue deux sortes d'assurés : les assurés obligatoires et les assurés facultatifs.

1° *Les assurés obligatoires*, ceux pour lesquels la loi est une obligation, sont énumérés dans l'article premier. Ce sont les salariés des deux sexes âgés de moins de soixante-cinq ans et gagnant un salaire de 3.000 francs au plus. Par salariés, on entend les employés et ouvriers du commerce, de l'industrie, des professions libérales et de l'agriculture, qu'ils soient au service d'une entreprise publique ou privée, qu'ils travaillent chez un patron ou à domicile, qu'ils soient payés au temps ou aux pièces, les serviteurs à gages et les domestiques attachés à la personne. Il n'est pas nécessaire pour bénéficier de la loi de travailler d'une façon continue dans la même entreprise. Un salarié qui changerait chaque jour ou plusieurs fois par jour de patron n'en garderait pas moins la qualité d'assuré obligatoire (art. 1^{er} et 10).

Les salariés et employés de l'État, des mines, des chemins de fer et les inscrits maritimes qui ont des retraites spéciales sont en dehors de la loi ;

2° *Les assurés facultatifs*, ceux pour lesquels la loi est une faculté, sont énumérés à l'article 36 de la loi. Ce sont ceux qui, en raison de leur situation voisine du

salariat, sont autorisés, à faire des versements et reçoivent, en outre, des allocations de l'État. Ce sont les fermiers, métayers, cultivateurs, artisans et petits patrons qui travaillent habituellement seuls ou avec un seul ouvrier ou avec des membres de leur famille, salariés ou non ; les membres non salariés de la famille des assurés ; les salariés dont le salaire annuel dépasse 3.000 francs, mais ne dépasse pas 5.000 francs ; les femmes et les veuves non salariées des assurés obligatoires et facultatifs (art. 36).

Dispositions spéciales aux étrangers. — L'article 11 de la loi du 5 avril 1910 déclare que les salariés étrangers travaillant en France seront soumis au même régime que les salariés français. Toutefois, ajoute-t-il, ils ne peuvent bénéficier des contributions patronales et des allocations ou bonifications de l'État que si des traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents (art. 11 de la loi).

La solution ainsi adoptée était une solution mixte, écartant l'assimilation pure et simple au profit de la réciprocité diplomatique.

Lors de la discussion de la loi à la Chambre, M. Vailant, député, avait demandé que l'on supprimât cette condition de réciprocité, « la classe ouvrière, disait-il, protestait contre toute distinction entre ouvriers nationaux et étrangers et, de plus, cette distinction ne pou-

vait servir les intérêts des ouvriers français travaillant à l'étranger (Chambre: 25 janvier 1906).

Au Sénat, en 1910 (1), M. Goujon fit remarquer, à propos de l'article 11, qu'il n'y avait pas beaucoup de pays ayant conclu avec la France des traités de réciprocité à ce sujet (2). Il demandait, en outre, qu'on accordât le bénéfice de la loi aux admis à domicile, tandis que M. Cazeneuve, sénateur, réclamait sans conditions, pour l'ouvrier étranger, le bénéfice des versements patronaux comme de ses versements propres (3). M. Viviani, ministre du Travail, ne l'a pas admis. L'ouvrier a-t-il dit, est propriétaire de ses versements, en vertu d'un droit naturel: il ne peut l'être de ceux du patron qu'en vertu d'un droit créé par la loi. Or, nous avons le droit de le lui refuser, en favorisant nos nationaux de ce droit, à moins qu'il n'y ait des traités.

De là est venu l'article 11 actuel. Il consacre la solution d'après laquelle les salariés étrangers travaillant en France seront assimilés aux salariés français au point de vue de la loi des retraites. Il n'est pas nécessaire pour cela qu'ils aient satisfait aux obligations de la loi de 1893, ni qu'ils aient leur résidence en France: la loi n'en parle pas. C'est ainsi que les ouvriers belges qui,

1. *J. off.*, 21 janvier 1910. Sénat, Débats parl., p. 68.

2. Brésil, 1828. — Espagne, 7 janvier 1862. — Italie, 1904.

3. *J. off.*, 1910. Sénat, Déb. parl., p. 528.

quotidiennement, passent la frontière pour venir travailler en France relèveront de la présente loi (1) de même que ceux qui viennent y passer certaines saisons. Toutefois le législateur ne les fait participer aux avantages qui en découlent que d'une manière exceptionnelle, dans les cas où il existe des traités de réciprocité. Autrement, les contributions patronales et les allocations budgétaires ne leur sont pas acquises et leurs retraites ne seront constituées que par la capitalisation de leurs propres versements.

Ils n'auront droit aux versements patronaux et aux allocations de l'Etat français que :

a) Si des traités accordent, dans leurs pays, les mêmes avantages aux Français qui y travaillent ;

b) S'ils satisfont, en outre, aux conditions exigées des assurés français : cotisations de 9 francs pour les hommes et de 6 francs pour les femmes, perçues à chaque paie (art. 2).

L'admission à domicile est insuffisante à assimiler les salariés étrangers aux français, la naturalisation même n'atteindra ce but que dans les limites fixées à l'article 40 de la présente loi, c'est-à-dire que les étrangers naturalisés n'auront droit au bénéfice des dispositions relatives aux retraites facultatives, aux allocations viagères de l'Etat et aux allocations exceptionnelles d'assistance en

1. *J. off.*, 13 mars 1910. Débats parlem., p. 528.

faveur des individus âgés de soixante-cinq à soixante-neuf ans au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi que s'ils ont été naturalisés avant l'âge de cinquante ans (art. 40).

Les ouvriers étrangers ne bénéficiant que sous conditions des versements patronaux et des allocations budgétaires, on peut décider, *a fortiori*, que le législateur n'a pas entendu faire bénéficier leurs veuves et leurs enfants des allocations de l'article 6 qui n'ont qu'un caractère purement gracieux et d'assistance (les étrangers étant exclus de tout droit à l'assistance). Cette règle s'applique dans toute sa rigueur à l'étranger qui a épousé une femme étrangère et dont les enfants sont, par conséquent, étrangers. La veuve et les enfants mineurs de seize ans de cet étranger, décédé alors qu'il était assujetti à la loi des retraites n'ont évidemment aucun droit aux allocations de l'article 6. Toutefois cette mesure est tempérée au paragraphe 5 de cet article 6 en faveur de la femme d'origine française afin que sa situation ne soit pas pire que celle de l'étrangère mariée à un salarié français : « Ces veuves, soit sans enfants, soit avec un ou plusieurs enfants bénéficieront des dispositions spéciales de l'article 6 si elles sont naturalisées, elles et leurs enfants, dans l'année qui suit le décès de l'époux... (art. 6).

Il nous reste à voir quels sont, aux termes de l'article 41, les étrangers qui bénéficieront de la loi du 5 avril 1910 en France au même titre que les ouvriers français. Il n'existe guère de traités en ce sens. On a cité au cours

des débats d'anciennes conventions consulaires avec le Brésil (1828) et l'Espagne (1862). Un traité a manifestement en vue l'assimilation de traitement des deux nations, c'est le traité franco-italien de 1904 (art. 1^{er}). Mais ce n'est pas tout : qu'adviendra-t-il des nations ayant conclu des traités contenant la clause de la nation la plus favorisée ? Il nous semble que les ressortissants de ces nations pourraient, eux aussi, invoquer le bénéfice de la loi sur les retraites de 1910 et réclamer l'assimilation aux Français. En effet, si nous prenons les derniers traités de ce genre, conclus à la fin du xix^e siècle, comme par exemple le traité franco-bulgare du 13 mai-4 juin 1897, nous verrons que leurs termes étendent le plus largement possible l'effet du traité :

Les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent ou jouiront en matière de commerce et d'industrie les nationaux de l'une des parties contractantes seront communs à ceux de l'autre.

Telle est la clause, elle ne peut être plus large : on voit que le traitement réciproque de la nation la plus favorisée existe, en général, pour tout ce qui concerne le commerce et l'industrie. Le traité de la France avec l'Équateur, du 30 mai 1898, est conclu en termes à peu près identiques :

Les hautes parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui

concerne l'établissement des nationaux ainsi qu'en matière de commerce et de navigation

Ces traités promettent l'assimilation des contractants aux nationaux en tout ce qui concerne l'établissement ou les privilèges et faveurs en matière de commerce et d'industrie. C'est pour cela que, à bon droit, nous pensons pouvoir dire que les ressortissants des pays ayant conclu avec la France des traités dans lesquels se trouve la clause de la nation la plus favorisée, rentrent dans les conditions de l'article 14 et seront assimilables aux Français au point de vue des retraites.

Critique de la loi. — A notre avis, on a eu raison de ne pas priver l'étranger du bénéfice de la participation à la loi des retraites. Le salarié français et le salarié étranger ont besoin tous les deux qu'on les aide à assurer le pain de leurs vieux jours et les raisons de leur appliquer les lois d'assurance et de prévoyance sont les mêmes pour tous les deux. C'est, du reste, la tendance des gouvernements modernes à élargir leur activité sociale, à grever la société locale au profit même des étrangers, arrivant ainsi à assimiler, même au point de vue de l'assistance sociale, l'étranger au national (1).

L'assimilation des nationaux et des étrangers est une

1. Tchernoff, *Assistance internationale* (*Revue de Droit public*, 1899).

loi internationale qui s'impose à l'État moderne, à moins que manifestement il n'y trouve pas son compte. C'était l'idée émise et adoptée par des congrès internationaux comme ceux de Bâle de 1904, de Berne en 1905, de Genève en 1906, seulement l'assimilation pure et simple est plutôt un idéal : pour la France qui n'est pas un État d'émigration, ce serait le plus souvent une duperie.

Pour les retraites ouvrières, la loi française semble avoir fait suffisamment en faveur des salariés étrangers, puisqu'elle les admet au même régime que les Français.

Nous avons vu, plus haut, que déjà l'Italie, la Belgique, certains cantons suisses avaient des retraites facultatives où naturellement les étrangers sont admis. L'Allemagne, avec ses retraites obligatoires, semble accorder aux étrangers les mêmes avantages qu'aux nationaux : en fait, il n'en est rien, elle les écarte. La France est venue la dernière, mais sa législation est la plus libérale puisqu'elle prononce l'assimilation des Français et des étrangers sous la seule condition de réciprocité.

Nous allons assister en ce moment aux débuts de mise en œuvre de la loi du 15 avril 1910, et nous en connaissons les difficultés d'application. L'avenir nous les dira en même temps qu'il nous fera connaître, nous l'espérons, les progrès de la législation européenne qui pourront découler de son application.

Ce sera la suite des progrès de ce droit ouvrier inter-

national naissant dont nous venons d'étudier quelques parties, progrès dus aux États modernes et surtout à l'intelligente initiative d'une association privée dénommée l'association internationale pour la protection des travailleurs.

SECTION IV

TRAVAUX DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS

La protection légale des travailleurs s'était trouvée retardée en Europe jusqu'à la fin du xix^e siècle par la crainte qu'avaient les gouvernements de nuire par une réglementation quelconque à leur industrie nationale. Une législation ouvrière a, dans chaque pays, sa répercussion directe et immédiate sur la production et chacun craignait que les mesures de protection, qu'on sentait pourtant nécessaires, ne missent les industries, auxquelles on les appliquerait, dans les conditions d'infériorité vis-à-vis des industries similaires des autres pays auxquelles des réglementations semblables n'auraient pas été appliquées.

Au contraire, la protection se faisant en même temps dans les pays rivaux, au moyen d'une réglementation internationale, aucun péril n'était plus à craindre. Les lois ouvrières dans un pays n'étant possibles qu'autant

qu'il ne se met pas en état d'infériorité vis-à-vis de ses voisins et concurrents, il est apparu à chacun la nécessité de mesures internationales, afin d'arriver à une législation de protection ouvrière demandée de toutes parts.

En 1862 avait été fondée « l'Association internationale des travailleurs » pour résister à la diminution des salaires au moyen de l'union des ouvriers de tous les pays. Le seul moyen pour les ouvriers, pensait son fondateur, Karl Marx, d'échapper à la concurrence importée du dehors c'est de s'entendre avec les ouvriers étrangers.

C'était, en effet, ce qu'il fallait faire, mais l'Association internationale devenue anarchique n'a pas duré !

Un nouvel essai de législation internationale ouvrière fut tenté à la Conférence de Berlin en 1890, mais il échoua. La Suisse, à cette époque, demandait la création d'un Office international du travail. Mais ce n'était que des vœux formulés par quelques États de l'Europe : aucune réalisation pratique ne s'ensuivait ; aussi décida-t-on de se passer d'eux.

A la suite d'un Congrès international pour la protection ouvrière tenu à Zurich en 1897 et principalement d'un Congrès tenu à Paris en 1900 naquit « l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs ». De composition très eclectique et non officielle, elle avait pour but de faciliter l'application et les progrès de

la législation protectrice des salariés et d'aboutir à la constitution d'un Office international du travail.

Elle comprenait, dès le début, huit sections : Allemagne, Autriche, Belgique, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas et Suisse ; chacune d'elles constituant dans leur pays respectif une société autonome (1). L'Association est ouverte à tous ceux qui considèrent comme nécessaire la législation protectrice du travailleur (2). Son siège est en Suisse, à Bâle, et elle publie le *Bulletin de l'Office international du travail*. De plus elle doit organiser tous les deux ans un congrès international.

L'Association internationale a contribué aussitôt née — et c'est là le plus beau de ses mérites — à faire entrer dans la voie des réalisations les ententes internationales de protection ouvrière qui n'existaient jusqu'alors qu'en puissance.

Nous avons vu qu'en 1900 l'Association se forma au Congrès de Paris. En 1901 a lieu l'assemblée constitutive de Bâle. Le 26 septembre 1902, au Congrès de Cologne, l'Association eut à se prononcer sur deux ques-

1. Par exemple, la section française de l'Association internationale forme l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, dont le siège est à Paris.

2. Parallèlement il existe des syndicats ouvriers internationaux : Fédération internationale des mineurs (1892), Fédération lithographique internationale, Fédération textile internationale, Secrétariat international des monteurs, Bureau international d'informations de la métallurgie, Comité international d'étude des intérêts des travailleurs des chemins de fer, Fédération internationale des transports, Fédération internationale des employés.

tions fondamentales : l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et la prohibition générale du phosphore blanc. Elle vota les deux prohibitions en décidant de renvoyer à une commission la recherche et l'examen des voies et moyens. Cette commission, réunie à Bâle le 9 septembre 1903, demandait à la Confédération suisse de prendre l'initiative d'une conférence internationale qui déciderait l'interdiction du phosphore et la prohibition du travail de nuit des femmes.

La réponse ayant été favorable, un Congrès se réunit à Bâle, le 26 septembre 1904. On y adoptait les résolutions prises à Cologne, en 1902 ; on y votait le principe du traité franco-italien de 1904 et l'application des lois nationales d'assurances aux ouvriers étrangers. Après discussion, on se rangea à l'idée que, dans tous les pays, les travailleurs ont, de par le contrat de travail, droit à tous les avantages de la législation du pays. Il en sortit la législation suivante, établissant le principe nouveau d'égalité du traitement des étrangers et des nationaux en matière d'assurances :

« Pour les droits garantis à l'ouvrier et à ses ayants cause par les législations d'assurance et de responsabilité professionnelles il n'y a pas lieu d'établir une différence entre les bénéficiaires à raison de leur nationalité, de leur domicile et de leur résidence. »

A cette époque l'Association avait ses huit sections

comptait 3.080 membres. Quatre ans après sa fondation, elle avait, par ses efforts incessants, résolu deux grandes questions dont la solution semblait problématique : le travail de nuit des femmes et l'emploi du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes et elle se préparait à en absorber d'autres.

Les réunions continuaient à se succéder. A la suite des démarches de l'Association internationale eut lieu à Berne les 8-17 mai 1905 dans la salle du Conseil des États une conférence officielle sur l'interdiction du phosphore blanc et la prohibition du travail de nuit des femmes : quatorze puissances y assistaient. Elle aboutit au vote de deux conventions qui sont de véritables accords internationaux. La convention relative au travail de nuit des femmes était signée de quatorze États : elle interdisait le travail de nuit à toutes les femmes dans toutes les entreprises industrielles où sont employés plus de 10 ouvriers ou ouvrières. Celle relative à l'emploi du phosphore blanc était signée de onze États (1). A la suite de la première, la Chambre française a voté le 11 juin 1907 (2) un projet de loi accordant suivant la convention de Berne un repos de nuit de onze heures consécutives pour les femmes employées dans l'industrie, sans conditions d'âge. Du 27 au 29 septembre 1906 eut lieu l'assemblée de Genève. A ce moment l'Association

1. Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suisse.

2. *J. off.*, 11 juin 1907, p. 1051.

comptait 4.000 adhérents et douze sections nationales, car aux précédentes nations se sont adjointes : la Grande-Bretagne, le Danemark, l'Espagne et les États-Unis. Ce qu'on cherche c'est une entente pour poser le principe de l'égalité des nationaux et des étrangers au point de vue de l'assurance ouvrière. Il y a déjà dans ce sens sept traités internationaux. Le traité franco-italien du 15 avril 1904, le traité belge-luxembourgeois du 15 avril 1904, le traité allemand luxembourgeois du 2 septembre 1905, le traité franco-belge du 21 février 1906, le traité franco luxembourgeois du 27 juin 1906, le traité allemand-hollandais du 27 août 1907, le traité franco-anglais du 3 juillet 1909 admettant l'assimilation des ouvriers étrangers et des nationaux en ce qui concerne la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

A l'assemblée des délégués des sections les 28-30 septembre 1908, l'Association demande aux sections de ceux des pays en retard sur les autres en ce qui concerne la conclusion de conventions internationales relative à l'assurance des ouvriers étrangers contre les accidents du travail de déployer une grande activité en vue d'amener la conclusion de pareilles conventions (1).

1. Vœux adoptés à l'assemblée de Lucerne. *Bulletin de l'Office du Travail*, 1908, p. 1119.

La dernière assemblée des délégués des sections nationales a eu lieu les 26 et 28 septembre 1910. On y a demandé de nouveau l'extension aux étrangers dans tous les États des lois d'assurance contre la maladie et les accidents.

Nous voyons d'après l'œuvre déjà faite que les travaux de l'association internationale pour la protection légale des travailleurs sont la meilleure préparation des traités de travail. C'est en quelque sorte grâce à elle qu'ils ont été conclus. L'association, par ses travaux sérieux, ses idées fécondes dont la mise en œuvre est bien préparée par des conférences tend à devenir de plus en plus un véritable pouvoir législatif international. C'est par son influence que se préparent et se conclueront de nouveaux traités de travail auxquels nous ne pouvons qu'applaudir puisque c'est seulement par une législation internationale que l'on pourra assurer aux ouvriers des autres pays comme aux nôtres le bénéfice d'une réduction de la journée de travail et en même temps de la sécurité du travail.

Demain de nouvelles ententes se produiront, des conventions nouvelles seront signées. Dans le lointain, on peut entrevoir des accords sur toutes les grandes questions ouvrières que les États hésitent à entreprendre (travail à domicile, réduction de la journée de travail, peut-être minimum de salaires).

C'est toute une œuvre de solidarité sociale qui est en

formation : une grande partie, ne l'oublions pas, est due à l'initiative de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs. Cette œuvre privée a proclamé le principe de l'égalité de traitement de l'ouvrier étranger et du national, elle a favorisé la conclusion du premier traité de travail, a solutionné la question du phosphore, du travail de nuit des femmes et a permis ainsi à un groupe d'États de s'entendre sur tous ces points pour diminuer dans le monde la somme des souffrances humaines.

SUPPLÉMENT

LES VOYAGEURS DE COMMERCE EN FRANCE

Il semble que les voyageurs de commerce étrangers doivent avoir une situation spéciale à cause de leur profession ambulante et de leurs courts séjours en France.

C'est la loi du 15 juillet 1880 (1), loi sur les patentes qui réglemente, au point de vue fiscal, la situation des commis-voyageurs étrangers en France. Aux termes de son article premier les voyageurs de commerce étrangers qui résident en France et y sont les représentants attitrés d'une maison étrangère doivent payer l'impôt de la patente comme tout commerçant ou industriel en France.

Quant à ceux qui, sans habiter la France, viennent y chercher des commandes ou y négocier des achats pour le compte d'une maison étrangère, le régime auquel ils sont soumis est celui de la réciprocité, c'est-à-dire

1. *Journ. off.*, 22 juillet 1880. — *S. Lois annot.*, 1881, p. 19.

2. Article premier. — « Tout individu, français ou étranger, qui exerce en France un commerce, une industrie, une profession non compris dans les exceptions déterminées par la présente loi est assujetti à la contribution des patentes. »

qu'ils sont traités relativement à la patente sur le même pied que les commis-voyageurs français chez les nations auxquelles ils appartiennent (1) : c'est la reproduction en termes identiques de l'article 18 de la loi du 25 avril 1887 sur la patente des colporteurs. C'est ainsi que, par exemple, un Italien d'une maison de Rome, voyageant à Lyon ne paiera pas de patente s'il prouve qu'un Français, voyageur d'une maison de Lyon, ne paie rien en Italie.

Dès que la loi de 1880 fut votée en France, l'administration française fit une enquête tendant à établir la listes des pays où nos commis-voyageurs français étaient soumis à un droit de patente. On releva : la Belgique où les Français paient un droit de 20 francs ; le Danemark, 224 francs ; la Hollande, 32 fr. 50 ; la Russie, 96 fr. et enfin la Suède où ils étaient aussi assujettis à une taxe et on décida conformément aux termes de la loi que les commis-voyageurs des pays cités auraient à payer en France un droit identique à celui que leurs gouvernements respectifs imposaient à nos nationaux.

Une circulaire ministérielle du 26 décembre 1890 (2) aux préfets décidait que c'était en passant la frontière, au moment de pénétrer sur le territoire français que les

1. Art. 24. — Les commis-voyageurs des nations étrangères seront traités relativement à la patente sur le même pied que les commis-voyageurs français chez ces mêmes nations.

2. Circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets. Clunet, 1891, p. 353.

commis-voyageurs seraient tenus d'acquitter les droits de patente dont ils seraient passibles, et demandait, en outre, que les fonctionnaires administratifs, spécialement les commissaires de police des villes, fussent invités à prêter leur concours aux agents des douanes en exerçant une étroite surveillance sur ces commerçants.

« Je crois pouvoir annoncer, à titre de renseignements, ajoutait le ministre, que les commis-voyageurs étrangers imposables à la patente sont les représentants de commerce des maisons belges, danoises, hollandaises, suédoises et russes (l'Espagne, le Portugal, la Suisse et la Serbie étant exempts par conventions) ».

L'exemption de patente n'existait du reste pour eux qu'à la condition de ne porter que des échantillons. « La jouissance de cette situation privilégiée cesse si les commis-voyageurs dont il s'agit transportent avec eux des marchandises, car, dans ce cas, ils sont considérés comme des marchands colporteurs et deviennent dès lors imposables en cette qualité au même titre que les colporteurs français (1). »

Le 24 juin 1892 la Suisse frappait d'un droit de patente les représentants de commerce étrangers; depuis ce jour elle est comprise dans la catégorie des nations soumises par la loi de 1880 au paiement en France d'un

1. *Ibid.*

droit de patente égal. Au contraire la Belgique, qui, en 1902, exemptait du droit de patente les voyageurs français qui opéraient chez elle, profite dès lors d'une situation équivalente pour ses voyageurs en France (1).

Enfin, il est des pays ayant conclu avec la France des traités stipulant en faveur de leurs ressortissants certains avantages au point de vue de la patente. Nous pouvons citer à ce sujet la convention spéciale franco-allemande du 2 juillet 1902 (2), la convention franco-serbe de commerce et de navigation du 23 décembre 1906 (3), la convention franco-roumaine du 6 mars 1907 (4), toutes trois conçues en termes identiques et prévoyant que les voyageurs de commerce des pays co-contractants pourront prendre des commandes même sur échantillons, mais sans marchandises, sans jamais être astreints à acquitter, à cet effet, une taxe spéciale plus élevée que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils devront simplement prouver par la présentation d'une carte de légitimation industrielle qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils acquittent les

1. Clunet, 1902, p. 1115.

2. Prom. décret 28 mars 1903. — *J. off.*, 30 mars. — S., *Lois annot.*, 1903, p. 631.

3. Prom. décret 7 novembre 1907. — *J. off.*, 10 nov. — S., *Lois annot.*, 1908, p. 627.

4. Prom. décret 31 juillet 1907. — *J. off.*, 1^{er} août. — S., *Lois annot.*, 1908, p. 688.

taxes et impôts prévus par les lois. Ils devront, du reste, se conformer aux dispositions en vigueur dans chaque pays.

Un autre traité, la convention franco-bulgare des 23 mai et 4 juin 1897 (1), avait disposé que les commis-voyageurs français et bulgares pourraient, sans être assujettis à aucun impôt de patente bulgare, se livrer à leur commerce ou à leur industrie avec ou sans échantillons, mais sans marchandises. Ils devront être munis d'une carte de légitimation. Donc, aux termes de l'article 24 de la loi de 1880, les commis-voyageurs bulgares jouiront des mêmes avantages en France.

Il est une autre catégorie de commis-voyageurs qui pourront invoquer, ce nous semble, la loi de 1880 et ne seront, par conséquent, soumis à aucune taxe spéciale : ce sont les voyageurs ressortissants des nations ayant conclu avec la France un traité contenant la clause de la nation la plus favorisée. Ils doivent recevoir en France les mêmes faveurs que les commis-voyageurs ayant le traitement le plus favorable, c'est-à-dire l'exemption de patente avec cette restriction qu'ils voyageront avec ou sans échantillons mais toujours sans marchandises.

Citons ici certains projets de loi tels que les projets Turrel (1895), Pourquery de Boisserin (1902) tendant

1. Prom. par décret 26 janvier 1898. — *J. off.*, 28 janvier. — S., *Lois annot.*, 1898, p. 559.

à l'établissement de taxe spéciale sur les commis-voyageurs de nationalité étrangère voyageant en France, mais ils ne semblent pas devoir aboutir. Du reste la situation actuelle des commis-voyageurs étrangers en France nous paraît aussi libérale qu'équitable puisqu'en résumé la France ne soumet à un droit de patente que ceux dont le pays taxe les voyageurs français. Ce n'est, somme toute, qu'une réciprocité bien entendue.

ANNEXE ET DOCUMENTS

Convention du 4 mars 1897, relative à l'exécution du service de la caisse d'épargne, entre la France et la Belgique.

Article premier. — Les fonds versés à titre d'épargne, soit à la caisse nationale de France, soit à la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, pourront, sur la demande des intéressés et jusqu'à concurrence d'un maximum de mille cinq cents francs (1.500 fr.) être transférés sans frais de l'une des caisses dans l'autre et réciproquement.

Les demandes de transferts internationaux sont reçues en France et en Belgique dans tous les bureaux de poste ou agences chargés dans ces pays du service de la caisse d'épargne.

Les fonds transférés seront, notamment en ce qui concerne le taux et le calcul des intérêts, les conditions de remboursement d'achat et de revente de rente ou d'acquisition de carnets de rente viagère, soumis aux lois, décrets, arrêtés et règlements régissant le service de l'administration dans la caisse de laquelle ces fonds auront été transférés.

Art. 2. — Les titulaires de livrets sur la caisse nationale d'épargne de France ou de la caisse générale d'épargne et de

retraite de Belgique pourront obtenir sans frais le remboursement, dans un de ces pays, des sommes déposées par eux à la caisse d'épargne de l'autre pays.

Les demandes de remboursements internationaux rédigées sur des formules spéciales, mises à la disposition du public, seront déposées par les intéressés entre les mains du chef de bureau ou du receveur des postes de leur résidence qui les fera parvenir en franchise de port à la caisse d'épargne détentrice des fonds.

Les remboursements seront effectués en vertu d'ordres de paiement qui ne pourront excéder mille cinq cents francs (1.500 fr.) chacun ; toutefois, jusqu'au 31 décembre 1900, chaque ordre de paiement pourra atteindre le chiffre de deux mille francs (2.000 fr.)

Les ordres de remboursement seront payables seulement dans les établissements de poste ou autres chargés du service de la caisse d'épargne. Ils seront adressés directement et en franchise de port par la caisse d'épargne qui les aura délivrés, aux bureaux désignés pour le paiement.

Art. 3. — Chaque administration se réserve le droit de rejeter les demandes de transferts ou de remboursements internationaux qui ne rempliraient pas les conditions exigées par les règlements intérieurs.

Art. 4. — Les sommes transférées d'une caisse dans l'autre porteront intérêt à charge de l'administration primitivement détentrice des fonds jusqu'à la fin du mois pendant lequel cette demande s'est produite et à charge de l'administration qui accepte le transfert à partir du premier jour du mois suivant.

Art. 5. — Il sera établi à la fin de chaque mois par la caisse nationale d'épargne de France et par la caisse générale d'épargne de Belgique, un décompte des sommes qu'elles se doivent respectivement, du chef des opérations faites pour le service de la caisse d'épargne et après vérification contradictoire de ces décomptes la caisse reconnue débitrice se libérera dans le plus bref délai possible, envers l'autre caisse au moyen de traites ou de chèques sur Paris ou sur Bruxelles.

Art. 6. — La caisse d'épargne de chacun des pays contractants pourra correspondre directement et en franchise par la voix postale avec la caisse de l'autre pays.

Art. 7. — Les bureaux de poste des deux pays se prêteront réciproquement concours pour le retrait des livrets à régler ou à vérifier.

L'échange des livrets entre la caisse d'épargne de chaque pays et les bureaux de poste ou agences de l'autre pays aura lieu en franchise.

Art. 8. — La caisse nationale d'épargne de France et la caisse générale d'épargne de Belgique arrêteront d'un commun accord, après entente avec les administrateurs des postes des deux pays les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution de la présente convention.

Art. 9. — Chaque partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure ou de circonstances graves de suspendre en partie les effets de la présente convention.

Avis en devra être donné à l'administration correspondante par la voix diplomatique.

L'avis fixera la date à partir de laquelle le service international cessera de fonctionner.

Art. 10. — La présente convention aura force et valeur à partir du jour dont les caisses d'épargne des deux pays conviendront dès que la promulgation n'aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États et elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre six mois au moins à l'avance son intention d'en faire cesser les effets. Pendant ces six derniers mois la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les caisses d'épargne des deux pays, après l'expiration dudit terme.

Traité franco-italien signé à Rome le 15 avril 1904 et promulgué par décret du 8 octobre 1904.

Article premier. — Des négociations seront engagées à Paris après la ratification de la présente convention pour la conclusion d'arrangements fondés sur les principes énoncés ci-après et destinés à régler le détail de leur application, exception faite pour l'arrangement relatif à la Caisse nationale d'épargne de France et à la Caisse d'épargne postale d'Italie, prévu dans le paragraphe *a* ci-dessous qui sera annexé à la convention.

a) Les fonds versés à titre d'épargne, soit à la Caisse nationale d'épargne de France, soit à la Caisse d'épargne postale d'Italie, pourront, sur la demande des intéressés, être transférés sans frais de l'une des caisses à l'autre, chacune de ces caisses appliquant aux dépôts ainsi transférés les règles géné-

rales qu'elle applique aux dépôts effectués chez elle par des nationaux.

Un régime de transfert sur des bases analogues pourra être institué entre diverses caisses d'épargne privées de France et d'Italie ayant leur siège dans de grandes agglomérations industrielles ou dans des villes frontières. Sans comporter la gratuité absolue des transferts, ce régime stipulera le concours des administrations postales, soit gratuit, soit à tarif réduit.

b) Les deux gouvernements faciliteront par l'entremise tant des administrations postales que des caisses nationales le versement des cotisations des Italiens résidant en France à la Caisse nationale de prévoyance d'Italie et des Français résidant en Italie à la Caisse nationale des retraites de France.

Ils faciliteront de même le paiement en France des pensions acquises soit par des Italiens, soit par des Français à la Caisse nationale italienne et réciproquement.

c) L'admission des ouvriers et employés de nationalité italienne à la constitution de retraites de vieillesse et peut-être d'invalidité dans le régime général des retraites ouvrières actuellement élaboré par le Parlement français ainsi que la participation des ouvriers et employés de nationalité française au régime des retraites ouvrières en Italie, seront réglées aussitôt après le vote de dispositions législatives dans les pays contractants.

La part de pension correspondant aux versements de l'ouvrier ou employé ou aux retenues faites sur son salaire lui sera acquise intégralement.

En ce qui concerne la part de pension correspondant aux contributions patronales, il sera statué par l'arrangement dans des conditions de réciprocité.

La part de pension à provenir éventuellement de subventions budgétaires sera laissée à l'application de chaque État et payée sur ses ressources à ses nationaux ayant acquis une retraite dans l'autre pays.

Les deux États contractants faciliteront, par l'entremise tant des administrations postales que de leurs caisses de retraite le paiement en Italie des pensions acquises en France et réciproquement.

Les deux gouvernements étudieront pour les ouvriers et employés ayant travaillé successivement dans les deux pays pendant les périodes minima à déterminer sans remplir dans aucun des deux les conditions requises pour les retraites ouvrières, un régime spécial d'acquisition de retraite.

d) Les ouvriers et employés de nationalité italienne, victimes en France d'accidents par le fait où à l'occasion du travail, ainsi que leurs représentants résidant en France, auront droit aux mêmes indemnités que les Français et réciproquement.

Les Italiens bénéficiaires de rentes cessant de résider en France, ainsi que les représentants de la victime qui ne résidaient pas en France au moment de l'accident auront droit à des indemnités à déterminer.

Les capitaux constitutifs de ces indemnités évaluées d'après un tarif annexé à l'arrangement pourront être versés à la Caisse nationale italienne de prévoyance à charge par elle d'assurer le service des rentes.

La caisse nationale italienne d'assurance contre les accidents du travail acceptera également, suivant tarif conventionnel, pour le risque d'indemnité aux représentants ne résidant pas en France, des ouvriers italiens victimes d'accidents, les réassurances des assureurs français désireux de se décharger éventuellement de toutes recherches et démarches à cet égard. Des avantages équivalents sont réservés par réciprocité pour les Français victimes d'accidents du travail en Italie ;

e) L'admission des ouvriers et employés italiens en France, à des institutions d'assurances ou de secours contre le chômage subventionnées par les pouvoirs publics, l'admission des ouvriers et employés français en Italie aux institutions de même nature, seront réglées le cas échéant après le vote dans les deux pays de dispositions légales relatives à ces institutions.

f) Les arrangements prévus au présent article seront conclus pour une durée de cinq années. Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année, pour un délai d'un an, par tacite reconduction.

Art. 2. — a) Les deux gouvernements détermineront, pour éviter les erreurs ou les fausses déclarations, la nature des pièces à présenter aux consulats italiens pour les jeunes italiens embauchés en France, ainsi que la forme des certificats à fournir aux mairies par lesdits consulats. Avant délivrance aux enfants des livrets prescrits par la législation sur le travail des enfants, les inspecteurs du travail se feront

représenter les certificats à chaque visite : ils retireront les livrets indûment détenus ;

b) Le gouvernement français organisera des comités de patronage comprenant autant, que possible, des Italiens parmi leurs membres pour les régions industrielles où seront employés en grand nombre de jeunes Italiens logés en dehors de leurs familles par des intermédiaires ;

c) Les mêmes mesures seront prises pour la protection des jeunes ouvriers français en Italie.

Art. 3. — Au cas où l'initiative serait prise par l'un des deux États contractants ou par un des États avec qui ils entretiennent des relations diplomatiques, de convoquer divers gouvernements à une conférence internationale dans le but d'unifier, par des conventions, certaines dispositions des lois protectrices des travailleurs, l'adhésion de l'un des deux gouvernements au projet de conférence entraînerait de la part de l'autre gouvernement une réponse favorable en principe.

Art. 4. — Au moment de signer cet accord le gouvernement italien prend l'engagement de compléter l'organisation dans tout le royaume et plus particulièrement dans les régions où le travail industriel est développé, d'un service d'inspection fonctionnant sous l'autorité de l'État et offrant, pour l'application des lois, des garanties analogues à celles que présente le service de l'inspection du travail en France.

Les inspecteurs feront observer les lois en vigueur sur le travail des femmes et des enfants et notamment les prescriptions qui concernent : 1° l'interdiction du travail de nuit ; 2° l'âge de l'admission au travail dans les ateliers industriels ;

3^e la durée du travail journalier ; 4^e l'obligation du repos hebdomadaire.

Le gouvernement italien s'engage à publier un rapport détaillé annuel sur l'application des lois et règlements relatifs au travail des femmes et des enfants. Le gouvernement français prend le même engagement.

Le gouvernement italien déclare en outre qu'il a l'intention de mettre à l'étude et de réaliser graduellement la réduction progressive de la durée du travail journalier des femmes dans l'industrie.

Art. 5. — Chacune des deux parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer à toute époque la présente convention et les arrangements prévus à l'article premier, en faisant connaître son intention un an d'avance s'il y a lieu, de reconnaître que la législation relative au travail des femmes et des enfants n'a pas été respectée par l'autre partie sur les points énoncés spécialement à l'article 4 alinéa 2, faute d'une inspection suffisante ou par suite des tolérances contraires à l'esprit de la loi ou que le législateur aura diminué sur les mêmes points la protection édictée en faveur des travailleurs.

Ici se place le texte de l'arrangement relatif aux transferts *entre la caisse nationale d'épargne de France et la caisse d'épargne postale d'Italie. Il est conçu dans les mêmes termes que la convention franco-belge du 4 mars 1897, citée plus haut.*

Protocole.— Au moment de procéder à la signature de la convention en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés se référant à l'article 5 de cette convention ont, d'un commun accord déclaré ce qui suit :

La loi française sur le travail des enfants et des femmes, visée par l'article 5 de la convention est celle du 2 novembre 1892 modifiée par l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1900. Toutefois, il est entendu que, éventuellement, les modifications à ladite loi déjà votées par la Sénat français à la date du 24 mars 1904 dans la mesure où elles prendraient force légale par le vote des deux Chambres, se substitueraient aux dispositions actuellement en vigueur pour l'appréciation prévue à l'article 5 de ladite convention.

La loi italienne sur le travail des femmes et des enfants, visée par l'article 5 de la convention, est celle du 29 juin 1902. Il sera tenu compte pour les appréciations prévues audit article 5 : en France, des avis de la commission supérieure du travail établie par la loi du 2 novembre 1892 et du conseil supérieur du travail : en Italie, de l'avis du conseil supérieur du travail organisé par la loi du 29 juin 1902.

Arrangement franco-italien relatif aux transferts des dépôts entre les caisses d'épargne ordinaires des deux pays du 20 janvier 1906. Approuvé par la loi du 3 août 1906, et promulgué en France par le décret du 28 décembre 1906.

Article premier. — L'autorité compétente de chacun des deux États contractants notifiera à l'autorité compétente de l'autre la liste des caisses d'épargne ordinaires qui, ayant leur siège dans de grandes agglomérations industrielles ou dans des villes frontalières, seront chargées sur leur demande d'effec-

tuer les transferts des dépôts aux conditions et avec les facilités indiquées dans les articles suivants.

Les modifications à la liste initiale seront notifiées de même avec indication des dates auxquelles elles commenceront ou cesseront d'avoir effet.

Art. 2.— Les sommes versées à titre d'épargne à une des caisses d'épargne susvisées existant en Italie, pourront sur la demande de l'intéressé et jusqu'à concurrence de 1500 francs être transférées sans frais à une caisse d'épargne susvisée existant en France et réciproquement.

La demande de transfert sera rédigée par l'intéressé en triple exemplaire dans la forme qui devra être concertée entre les administrations compétentes des deux pays. Elle sera remise ou adressée à la caisse d'épargne dépositaire ou bien à ses succursales ou caisses filiales.

Art. 3.— Les fonds transférés seront soumis notamment en ce qui concerne le taux et le calcul des intérêts, ainsi que les conditions de remboursement aux lois, décrets, instructions et statuts régissant à cet égard la caisse à laquelle les fonds auront été transférés.

Art. 4.— A chaque transfert de fonds la caisse expéditrice devra transmettre à la caisse destinataire un des exemplaires de la demande formulée par l'intéressé. Elle lui fera parvenir en même temps la somme correspondante par mandat de poste international.

Art. 5. — Par application de l'article 8 de l'arrangement international de Washington du 15 juin 1897 sur le service des mandats de poste, il est entendu que les mandats de poste délivrés pour le transport des fonds entre les caisses ordi-

naires d'épargne en France et en Italie seront considérés comme mandats d'office exempts de toute taxe. L'administration du pays d'origine n'aura pas à tenir compte à l'administration du pays destinataire de la part des droits prévus au paragraphe 2 de l'article 3 de l'arrangement sus-mentionné.

Art. 6. — Les demandes de transferts sont envoyées aux caisses destinataires par les caisses expéditrices et à leur charge, sans frais pour les intéressés.

Art. 7. — La caisse destinataire, dès qu'elle aura reçu la somme et la demande mentionnée dans l'article 4, devra en informer la caisse expéditrice par l'envoi d'un avis dont la forme sera concertée entre les administrations compétentes des deux pays. Elle devra pourvoir immédiatement au remboursement s'il a été régulièrement demandé ou bien à la délivrance d'un livret.

Art. 8. — Chaque partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets du présent arrangement.

Avis devra en être donné à l'administration compétente de l'autre État par la voie diplomatique.

L'avis fixera la date à partir de laquelle les dispositions qui font l'objet du présent arrangement cesseront d'avoir effet.

Art. 9. — Les administrations compétentes des deux pays arrêteront d'un commun accord, après entente avec les administrations postales, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution du présent arrangement.

Art. 10. — Le présent arrangement aura force et valeur à partir du jour dont les administrations compétentes des deux

États conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États. Sauf le cas prévu à l'article 5 de la convention du 15 août 1904, le présent arrangement demeurera obligatoire pendant une durée de cinq années.

Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement une année à l'avance si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme.

A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année pour un délai d'un an par tacite reconduction.

Lorsqu'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, l'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière pendant les douze premiers mois.

Arrangement du 9 juin 1906, concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Approuvé par la loi du 3 juin 1907 et promulgué par décret du 13 juin 1907.

Article premier. — Les ouvriers ou employés de nationalité italienne victimes d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail sur le territoire français ou leurs représentants, auront droit aux mêmes indemnités que celles qui sont accordées aux ouvriers ou employés de nationalité française ou à leurs représentants et réciproquement.

Art. 2. — Ces dispositions sont également applicables dans les conditions prévues aux articles ci-après aux ayants droit qui ne résidaient pas sur le territoire du pays où s'est pro-

duit l'accident lorsqu'il est survenu, ou qui ont postérieurement cessé d'y résider.

Art. 3. — En cas d'accidents donnant lieu à enquête, avis de la clôture de l'enquête doit être immédiatement donné à l'autorité consulaire du ressort dans l'étendue duquel se trouvait la résidence de la victime au moment de l'accident, afin qu'elle puisse prendre connaissance de ladite enquête dans l'intérêt des ayants droit.

Art. 4. — Les chefs d'entreprise et les assureurs de chaque pays auront la faculté de se libérer des arrérages de rentes ou des indemnités dues par eux entre les mains de l'autorité consulaire de l'autre pays, visée à l'article précédent, à laquelle il appartiendra de produire les pièces d'identité et certificats de vie, ainsi que de pourvoir à l'envoi des arrérages ou des indemnités à ceux de ses nationaux qui résidaient dans son ressort au moment de l'accident.

Art. 5. — La caisse nationale italienne d'assurances contre les accidents assurera, suivant le tarif conventionnel annexé au présent engagement, le risque d'indemnités aux représentants ne résidant pas en France des ouvriers italiens victimes d'accidents au profit des assureurs français désireux de se décharger de toutes recherches et démarches éventuelles à cet égard.

Ce tarif, établi à titre provisoire, sera aussitôt que possible révisé par les administrations compétentes des deux pays d'après les données techniques à recueillir.

Art. 6. — Lorsque le chef d'entreprise ou l'assureur aura constitué à la caisse nationale française des retraites pour la vieillesse les rentes dues à des ouvriers italiens ou à leurs

représentants, les arrérages, à la demande de ces derniers, leur en seront servis par les soins de la caisse nationale italienne de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers. Dans ce cas la caisse nationale française se libérera vis-à-vis de la caisse nationale italienne par l'envoi trimestriel du montant des arrérages échus qu'elle eût payés en France.

En ce qui concerne les rentes dont la quotité est devenue définitive, la caisse nationale française pourra se libérer vis-à-vis de la caisse nationale italienne par les versements en capital de leur valeur actuelle d'après le tarif auquel la rente aura été acquise: ce versement sera employé à la constitution d'une rente, telle qu'elle résultera du tarif en vigueur pour la caisse nationale italienne au moment du versement.

Art. 7. — Lorsque le chef d'entreprise ou l'assureur aura versé à la caisse nationale italienne de prévoyance les indemnités dues à des ouvriers français, cette dernière, sur leur demande, leur enverra par mandats-postaux le montant des sommes qu'elle leur eût payés en Italie.

En ce qui concerne les rentes dont la quotité est devenue définitive, elle pourra se libérer par le versement à la caisse nationale française des retraites de leur valeur actuelle en capital d'après le tarif auquel la rente aura été acquise. Ce versement sera employé à la constitution d'une rente, telle qu'elle résultera du tarif en vigueur pour la caisse nationale française au moment du versement.

Les indemnités allouées à la suite d'accidents mortels survenus à des ouvriers français en Italie pourront être versées globalement à la Caisse des dépôts et consignations de France

qui en tiendra le montant à la disposition des intéressés, sous justification de leurs droits.

Art. 8. — Les mandats-postaux prévus au premier paragraphe de l'article 7, ainsi que les envois de fonds par la caisse nationale des retraites à la caisse nationale italienne de prévoyance ou réciproquement, en exécution des deux articles précédents, feront l'objet de mandats d'office dans les conditions spécifiées à l'article 5 de l'arrangement relatif aux transferts de fonds entre les caisses d'épargne ordinaires de ce pays.

Art. 9. — Les deux caisses nationales garderont toujours le droit de modifier pour l'avenir leurs tarifs respectifs.

Art. 10. — L'exemption des taxes et les avantages fiscaux actuellement accordés par la loi française pour les documents à présenter afin d'obtenir le paiement des indemnités seront appliqués aussi dans le cas où ces documents seraient réclamés pour le paiement d'une indemnité conformément à la loi italienne et réciproquement.

Art. 11. — Dans le cas où un ouvrier italien ne résidant point en France ne recevrait pas à échéance les arrérages auxquels il aurait droit et ferait appel au fonds de garantie instituée par la loi française, les attributions dévolues en cette matière à l'autorité municipale seraient remplies, à son égard, par l'autorité consulaire italienne à Paris dans les conditions concertées entre les administrations compétentes des deux pays.

Art. 12. — Chaque partie contractante se réserve la faculté dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets du présent arrange-

ment, en ce qui concerne les services respectivement confiés aux caisses nationales des deux pays. Avis en devra être donné aux administrations compétentes de l'autre État par la voie diplomatique. L'avis fixera la date à partir de laquelle les dispositions relatives aux dits services cesseront d'avoir effet.

Art. 13. — Les administrations compétentes des deux pays détermineront de concert les justifications à produire dans les cas prévus par les articles 4, 5, 6 et 7 ainsi que les conditions d'application desdits articles aux victimes d'accidents ou à leurs représentants qui résideraient ailleurs qu'en France et en Italie.

Elles arrêteront en même temps toutes les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution du présent arrangement.

Art. 14. — Le présent arrangement aura force et valeur à partir du jour dont les deux États conviendront dès que la promulgation aura été faite d'après les lois particulières à chacun d'eux.

Sauf le cas prévu par la convention du 15 avril 1904 le présent arrangement restera en vigueur pendant la durée de cinq années. Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année pour un délai d'un an par tacite reconduction.

Art. 15. — Lorsque l'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, l'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et

entière, en ce qui concerne les droits des victimes ou de leurs représentants vis-à-vis de leurs employeurs, pour tous les accidents survenus jusqu'à l'expiration de l'arrangement. Il cessera, au contraire, d'avoir effet, dès cette expiration, en ce qui concerne les attributions dévolues aux autorités consulaires et les obligations ou facultés prévues par les caisses nationales des deux pays, sauf le règlement des comptes alors en cours entre elles et le service de tous les arrérages des rentes dont elles avaient antérieurement reçu les capitaux constitutifs.

Suit une annexe comprenant la désignation de différentes industries avec, en regard, la prime annuelle de réassurance pour 1.000 de salaires.

Règlement pour l'exécution de l'arrangement signé le 9 juin 1906 entre la France et l'Italie relativement à la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

En application de l'article 13 de l'arrangement signé, le 9 juin 1906 entre la France et l'Italie, relativement à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, les administrations compétentes françaises et italiennes ont d'un commun accord arrêté les dispositions suivantes.

Article premier. — L'avis de clôture d'enquête d'accident adressé « immédiatement » à l'autorité consulaire en vertu de l'article 3 de l'arrangement du 9 juin 1906 mentionnera le nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance de la victime de l'accident, le lieu où elle se trouve et lorsque

l'accident a entraîné ou paraît devoir entraîner la mort, les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance des ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité. Il rappellera en outre la date à laquelle le dossier de l'enquête cessera d'être déposé au greffe de la justice de paix ou à la chancellerie de la prètture pour être transmis à l'autorité judiciaire compétente. Au reçu de cette communication l'autorité consulaire se mettra immédiatement en rapport, s'il y a lieu, avec la victime ou ses ayants droit en vue de la sauvegarde de leurs droits.

Art. 2. — Les débiteurs qui voudront user de la faculté que leur accorde l'article 4 de l'arrangement, de se libérer entre les mains de l'autorité consulaire des arrérages de rentes ou des indemnités dues par eux devront adresser à cet effet par lettre recommandée à l'autorité consulaire visée audit article, ou lui remettre contre récipissé immédiat une déclaration contenant :

1° Les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance de la victime ou des ayants droit ;

2° La date de l'accident ;

3° Si les bénéficiaires sont incapables, les noms, prénoms, professions et domiciles de leurs représentants légaux ;

4° L'indication de la décision judiciaire ou du titre fixant la rente ou l'indemnité ;

5° Le montant des arrérages ou de l'indemnité ;

6° La date d'exigibilité.

L'autorité consulaire dans un délai maximum de trois jours réclamera à la victime de l'accident ou à ses ayants droit les pièces d'identité et certificats de vie et, dès réception, les

produira au débiteur. Elle lui donnera quittance des sommes reçues qu'elle transmettra immédiatement aux créanciers. La déclaration prévue au premier alinéa ci-dessus n'aura pas besoin d'être renouvelée à chaque échéance par les débiteurs qui auront déclaré vouloir périodiquement s'acquitter des arrérages des rentes à leur charge entre les mains de l'autorité consulaire. Celle-ci leur produira les certificats de vie du rentier aux échéances.

Si les victimes d'accidents ou leurs représentants résident ailleurs qu'en France et en Italie, le consul leur réclamera par la voie consulaire les pièces à produire. Toutes les diligences, démarches, correspondances ou productions d'actes incombant à l'autorité consulaire, en exécution du présent article et de l'article précédent seront gratuites au regard des victimes d'accidents ou de leur ayants droit, qui ne devront à aucun titre en supporter la charge.

Art. 3. — Les titulaires de rentes qui voudront bénéficier de la disposition du premier alinéa de l'article 6 de l'arrangement à l'effet d'obtenir le service des arrérages par les soins de la Caisse nationale italienne de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers devront adresser leurs demandes la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse les demandes indiqueront les nom, prénoms, profession, domicile du titulaire et, s'il est incapable, ceux de son représentant légal, le numéro d'inscription du titre de rente, le montant des trimestres échus, la date de leur échéance, le lieu où le paiement devra en être effectué. L'autorisation de payer sera donnée à la Caisse nationale italienne de prévoyance par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui lui transmettra à cet

effet une copie de la demande. La Caisse nationale italienne effectuera le paiement contre quittance, entre les mains du porteur de l'extrait d'inscription ou du certificat de vie du rentier. Ledit certificat devra, s'il s'agit d'un mineur, mentionner qu'il a été délivré à la requête du tuteur ou s'il s'agit d'un conjoint survivant, constater que l'intéressé n'est point remarié. En outre, lors du dernier paiement effectué sur un extrait d'inscription émis au nom d'un orphelin parvenu à sa seizième année, cet extrait devra être renvoyé à la Caisse nationale des retraites, qui émettra, s'il y a lieu à réversibilité, de nouveaux extraits d'inscription. L'autorisation visée à l'alinéa précédent n'aura pas besoin d'être renouvelée trimestriellement en ce qui concerne les rentiers qui auront déclaré se fixer à titre définitif en Italie et vouloir y toucher les arrérages de leur pension. Les paiements subséquents pourront alors être effectués directement par la Caisse nationale italienne de prévoyance, sous sa responsabilité. Toutefois en cas de décès du rentier le paiement du prorata d'arrérages acquis au jour du décès n'aura lieu qu'après examen par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse des documents justificatifs produits par les représentants de la victime à l'appui de leur réclamation.

Art. 4. — Les demandes de versements visées au deuxième alinéa de l'article 6 de l'arrangement pourront être produites à la Caisse nationale italienne de prévoyance par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moins quinze jours avant l'expiration de chaque trimestre et devront indiquer les noms, prénoms, professions et domiciles des bénéficiaires, les lieux et dates de leur naissance, les dates des accidents, celle

des décisions judiciaires allouant les rentes : la quotité définitive de ces rentes : les salaires d'après lesquels les rentes auront été liquidées ; le cas échéant, la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ou à la capacité de travail ; et tous les éléments de calcul ayant servi à la détermination de la valeur des rentes en capital au premier jour du trimestre suivant. Les pièces justificatives initialement produites à l'appui de la constitution de rente devront être représentées à l'appui de la demande de versement visée à l'alinéa précédent. Après vérification des calculs par la Caisse nationale italienne de prévoyance et sur l'acquiescement qui lui sera adressé par elle, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse effectuera à ladite caisse le versement du capital représentatif des rentes et sera dès lors libérée à l'égard des bénéficiaires. La Caisse nationale italienne de prévoyance en appliquera le montant à la constitution, d'après son propre tarif, de rentes de même nature et de même durée qui devront être servies dans les conditions spécifiées par la législation française. La Caisse nationale italienne de prévoyance notifiera aux bénéficiaires la quotité des rentes nouvelles auxquelles ils auront désormais droit et leur communiquera, sur leur demande, les éléments des calculs ayant servi à cette fixation.

Art. 5. — Les ouvriers français qui voudront se prévaloir de la disposition du premier alinéa de l'article 7 de l'arrangement, produiront à cet effet à la Caisse nationale italienne de prévoyance une demande signée par eux ou dûment établie en leur mentionnant : leurs nom, prénoms, profession et domicile ; la décision ou le titre ayant liquidé l'indemnité ; le numéro du certificat de rente viagère délivré au titulaire ; le

montant des sommes réclamées et la date de leur exigibilité, la résidence où le paiement devra en être effectué.

A cette demande sera joint un certificat de vie constatant l'existence du bénéficiaire au jour de l'échéance. Ladite demande n'aura pas besoin d'être renouvelée à chaque échéance par les bénéficiaires qui auront déclaré à la caisse nationale italienne de prévoyance vouloir recevoir périodiquement le montant de leur indemnité à la résidence indiquée. Il leur suffira de produire en pareil cas, à chaque échéance, leur certificat de vie.

Art. 6. — Les demandes de versements visés au deuxième alinéa de l'article 7 de l'arrangement devront être produites à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse par la caisse nationale italienne de prévoyance au moins quinze jours avant l'expiration de chaque trimestre et devront indiquer : les nom, prénoms, professions et domiciles des bénéficiaires ; les lieux et dates de naissance ; les dates des accidents : celles des décisions judiciaires ou des titres allouant les rentes : la quotité définitive de ces rentes : les salaires d'après lesquels des rentes auront été liquidées : le cas échéant la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ou à la capacité de travail ; et tous les éléments de calcul ayant servi à la détermination de la valeur des rentes en capital au premier jour du trimestre suivant. Les pièces justificatives initialement produites à l'appui de la constitution de rente devront être représentées à l'appui de la demande de versement visée à l'alinéa précédent. Après vérification des calculs par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et sur l'acquiescement qui lui sera adressé par elle, la caisse nationale italienne de prévoyance

effectuera à ladite caisse le versement du capital représentatif des rentes et sera dès lors libérée à l'égard des bénéficiaires. La caisse nationale des retraites pour la vieillesse en appliquera le montant à la constitution, d'après son propre tarif, de rentes de même nature qui devront être servies dans les conditions spécifiées par la législation italienne. La caisse nationale des retraites notifiera aux bénéficiaires la quotité des rentes nouvelles auxquels ils auront désormais droit et leur communiquera sur leur demande, les éléments des calculs ayant servi à cette fixation.

Art. 7. — Dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article 7 de l'arrangement le chef d'entreprise ou l'assureur qui voudra user de la faculté établie par ledit article adressera au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations à Paris le montant global de l'indemnité due aux ayants droit, en indiquant le taux du salaire qui a servi de base à la liquidation et le montant des indemnités journalières ou provisionnelles que la victime pourrait avoir reçues avant sa mort et qui devraient être déduites de l'indemnité définitive. Il produira à l'appui de cet envoi une copie de l'acte de décès de la victime et un bordereau contenant les nom, prénoms, profession et domiciles de ses ayants droit ou de ses héritiers avec, en regard, le montant des sommes revenant à chacun d'eux dans la répartition de l'indemnité. Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, adressera quittance à l'envoyeur de la somme reçue, avisera les intéressés de ce dépôt et effectuera le paiement à chaque ayant droit, sur justification de son existence et de son identité, de la somme indiquée par le chef d'entreprise ou l'assureur.

Art. 8. — Les paiements à faire aux victimes d'accidents ou à leurs représentants qui résideront ailleurs qu'en France et en Italie seront effectués soit par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans les conditions déterminées par leurs règlements respectifs pour les paiements à faire à leurs nationaux.

Art. 9. — En ce qui concerne les opérations prévues aux articles 6 et 7 de l'arrangement, il sera établi à la fin de chaque mois par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et par la caisse nationale italienne de prévoyance, un décompte appuyé des pièces justificatives, de toutes les sommes respectivement dues par l'une de ces caisses à l'autre. Après vérification contradictoire de ces décomptes, la caisse finalement débitrice se libérera immédiatement envers l'autre au moyen des mandats postaux prévus à l'article 8 de l'arrangement.

Art. 10. — Pour l'exécution de l'article 11 de l'arrangement, les déclarations prévues par la réglementation française seront effectuées, dans les mêmes formes, devant les maires italiens et transmises par eux au consul général d'Italie, à Paris, qui en opérera la traduction certifiée et les adressera directement au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations avec une demande de paiement par le fonds de garantie. Il joindra à ladite demande la certification de l'existence des rentiers, ainsi que de la capacité et des pouvoirs des réclamants et attestera, s'il s'agit de la réclamation d'un conjoint que le bénéficiaire n'est pas remarié.

Les sommes dues au réclamant pourront être remises ou expédiées pour son compte au consul général d'Italie à Paris qui en donnera quittance libératoire et les lui transmettra.

Art. 11. — Les correspondances, les formules imprimées et en général les communications de toute nature entre les administrations et les caisses françaises et italiennes seront rédigées en langue française.

Art. 12. — L'article 4 et les articles 6 et suivants de l'arrangement du 9 juin 1906 seront mis à exécution le 1^{er} janvier 1908. Ainsi que le présent règlement lequel aura la même durée que l'arrangement sous réserve des modifications qui pourraient à toute époque y être apportées d'un commun accord par les administrations des deux pays. L'article 5 de l'arrangement du 9 juin 1906 ne deviendra applicable qu'à l'époque ultérieurement déterminée par les administrations compétentes des deux pays, dès qu'elles auront pu concerter les conditions d'exécution dudit article.

Convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail, conclue le 21 février 1906 entre la France et la Belgique, et promulguée par décret du 12 juin 1906.

Article premier. — Les sujets belges, victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité, les citoyens français victimes d'accidents du travail en Belgique ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées

aux sujets belges par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Art. 2. — Il sera toutefois fait exception à cette règle, lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux États contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre État. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier État.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transports et occupées de façon intermittente même habituelle dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

Art. 3. — Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sur les accidents du travail sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi française.

Réciproquement, les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation française sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi belge.

Art. 4. — Les autorités françaises ou belges se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

Art. 5. — La présente convention sera ratifiée et les rati-

fications seront échangées à Paris le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur en France et en Belgique un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays, suivant les formes prescrites par leur législation respective.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

Note du 12 mars 1910, faisant suite à la convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail, signée à Paris le 21 février entre la France et la Belgique (1).

Par application de l'article 4 de ladite convention, il est convenu entre les deux États signataires qu'en cas d'accident donnant lieu à enquête, avis de la clôture de ladite enquête doit être immédiatement donné à l'autorité consulaire dans le ressort de laquelle se trouvait la résidence de la victime au moment de l'accident, afin que cette autorité puisse prendre connaissance de ladite enquête dans l'intérêt de ayants droit.

Le présent accord n'aura d'effet que trois mois après sa signature.

Convention du 3 juillet 1909 entre la France et la Grande-Bretagne concernant la réparation des accidents du travail, promulguée par décret du 28 octobre 1910.

Article premier. — Les sujets britanniques victimes d'acci-

1. *J., off.* 12 avril 1910. — *Bulletin de l'office du travail*, 1910, p. 527.

dents du travail en France ainsi que leurs ayants droit seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité les citoyens français victimes d'accidents du travail dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ainsi que leurs ayants droit seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets britanniques par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, complétée à leur égard dans les conditions spécifiées à l'article 5 ci-après.

Art. 2. — Toutefois la présente convention ne sera point applicable aux personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux États contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre État. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier État.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transport et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

Art. 3. — Les autorités françaises et britanniques se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

Art. 4. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris, le plus tôt possible.

Elle sera applicable en France et dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour tous les accidents survenus un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays suivant les formes prescrites par leurs législations respectives et elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 5. — Toutefois la ratification prévue à l'article précédent ne pourra intervenir que lorsque la législation du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande sur les accidents du travail actuellement en vigueur aura été complétée, en ce qui concerne les accidents du travail survenus à des Français, par des dispositions spécifiant :

a) Que les indemnités seront, dans tous les cas, obligatoirement fixées par la Cour de comté ;

b) Qu'en cas de rachat de ces indemnités, la somme due, toutes les fois qu'elle représentera le capital constitutif d'une rente supérieure à 100 francs (4 livres) devra être versée à la Cour pour être employée par ses soins, à la constitution d'une rente viagère au profit des bénéficiaires ;

c) Que dans les cas où le capital représentatif de l'indemnité aura été versé par le chef de l'entreprise à la Cour de comté, si la victime d'accident revient résider en France ou bien si ses représentants y résidaient au moment de sa mort ou reviennent y résider ultérieurement, le montant dû à la victime ou à ses représentants sera, par les soins de la Cour, versé à la caisse nationale française des retraites pour la vieillesse, qui en emploiera le montant à la constitution de rentes d'après son tarif au moment du versement et que, dans

le cas où le capital n'aura pas été versé à la Cour et où la victime d'accident reviendra résider en France, l'indemnité sera remise au bénéficiaire par les soins de la Cour à des époques et dans les conditions dont conviendront les administrations compétentes des deux pays ;

d) Que pour tous les actes accomplis par la Cour de comté, en vertu de la législation sur les accidents du travail, aussi bien qu'en exécution de la présente convention, les Français seront exempts de tous frais, impôts et taxes ;

e) Qu'il sera produit au début de chaque année au département du travail et de la prévoyance sociale par le principal secrétaire d'État de Sa Majesté britannique pour le « Home Department » copie de toutes les décisions judiciaires rendues pendant l'année précédente, à la suite des accidents survenus à des Français dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Articles de la loi du 5 avril 1910 concernant plus spécialement les étrangers.

Art. 6. — Si un assuré encore astreint aux obligations de la présente loi décède avant d'être pourvu d'une pension de retraite de vieillesse il est alloué :

1° A ses enfants âgés de moins de seize ans : une somme de cinquante francs (50 fr.) par mois pendant six mois s'ils sont au nombre de trois ou plus : cinquante francs (50 fr.) par mois pendant cinq mois s'ils sont au nombre de deux : cinquante francs (50 fr.) par mois pendant quatre mois s'il n'y en a qu'un seul ;

2° A la veuve sans enfants de moins de seize ans cinquante francs (50 fr.) par mois pendant trois mois.

En cas de divorce, les mêmes avantages seront alloués à la femme non remariée quand le divorce aura été prononcé aux torts exclusifs du mari.

Les veuves d'origine française des salariés étrangers visés à l'article 11 soit sans enfants, soit avec un ou plusieurs enfants, bénéficient des dispositions précédentes, si elles sont naturalisées dans l'année qui suit le décès de l'époux et, le cas échéant, à condition que la naturalisation des enfants soit intervenue dans les conditions prévues par l'avant-dernier alinéa de l'article 9 du Code civil, modifié par la loi du 26 juin 1889 et par l'article premier de la loi du 5 avril 1909.

Les allocations prévues aux paragraphes précédents ne seront acquises aux ayants droit que si l'assuré décédé a effectué les 3/5 des versements obligatoires prévus à l'article 2.

Art. 7. — Le bénéfice de la loi du 14 juillet 1905 sera étendu aux personnes visées à l'article premier âgées de soixante-cinq à soixante-neuf ans au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et reconnues admissibles aux allocations de la loi d'assistance ; mais les sommes qui leur seront attribuées seront limitées à la moitié des allocations accordées par application de cette dernière loi et seront à la charge exclusive de l'État.

Toutefois les sommes attribuées chaque année ne pourront être supérieures à cent francs (100 fr.).

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions spéciales dans lesquelles seront dressées les listes des bénéficiaires du présent article : ainsi que la composition

et les attributions des commissions chargées de statuer sur les allocations et sur les secours.

Art. 11. — Les salariés étrangers travaillant en France sont soumis au même régime que les salariés français.

Toutefois ils ne peuvent bénéficier des institutions patronales et des allocations ou bonifications budgétaires que si des traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents.

Lorsqu'il n'y a pas lieu à l'application de l'alinéa précédent, les contributions patronales sont affectées à un fonds de réserve.

Sont également affectées au fonds de réserve les contributions patronales correspondant à l'emploi des salariés français dont la retraite est déjà liquidée.

Les chefs d'industrie qui auront constitué chez eux des caisses de retraite patronales, autorisées comme il est dit à l'article 19 seront tenus de verser au fonds de réserve la contribution patronale afférente à ceux de leurs salariés qui par application des deux paragraphes précédents ne pourraient bénéficier de cette contribution.

Art. 36. — Les fermiers, métayers, cultivateurs, artisans et petits patrons qui, habituellement, travaillent seuls ou avec un seul ouvrier ou avec des membres de leur famille salariés ou non habitant avec eux et qui voudraient se constituer une retraite ou en assurer une à ces membres de leur famille seront admis facultativement en opérant des versements, une des caisses visées par l'article 14 et dans les conditions

énumérées aux paragraphes ci-après au bénéfice d'une pension de retraite à l'âge de soixante-cinq ans et au bénéfice, le cas échéant, des dispositions de l'article 16.

Pour les fermiers, cultivateurs, artisans et petits patrons, les versements annuels seront au minimum de neuf francs (9 fr.) par assuré pour la cotisation totale et au maximum de dix-huit francs (18 fr.). En ce qui concerne les métayers, les versements annuels seront au minimum de six francs (6 fr.) ; ils emporteront de plein droit le versement de pareille somme par les propriétaires à concurrence d'un maximum de neuf francs (9 fr.).

Ces versements bénéficieront, sur les fonds de l'État, d'une majoration allouée chaque année à capital aliéné au compte de l'intéressé : cette majoration sera égale au tiers des versements effectués.

Le droit à la majoration sera épuisé lorsque la rente viagère résultant à soixante-cinq ans des majorations versées antérieurement aura atteint le chiffre de soixante francs (60 fr.) ou lorsque le bénéficiaire cessera de faire partie des catégories visées au présent article.

Les dispositions des paragraphes précédents sont étendues : 1° aux femmes et aux veuves non salariées des assurés des titres I et V ; 2° aux salariés dont le salaire annuel est supérieur à trois mille francs (3.000 fr.) mais ne dépasse pas cinq mille francs (5.000 fr.)

Pour les cultivateurs, artisans et petits patrons âgés de plus de quarante ans au moment de la mise en vigueur de la présente loi, qui commenceront leurs versements dès cette époque et qui faisaient partie depuis trois ans au moins des

catégories d'intéressés susvisées, il sera ajouté à la pension acquise résultant de leurs versements effectifs et de la majoration du tiers, une bonification égale à la rente qu'eût produite un versement annuel de neuf francs (9 fr.), depuis l'âge de quarante ans jusqu'à l'âge qu'ils avaient au moment de la mise en vigueur de la loi.

Les métayers âgés de plus de quarante ans au moment de la mise en vigueur de la présente loi et qui, à partir de cette époque, effectueront des versements annuels égaux à ceux que prévoit l'article 2 recevront l'allocation viagère fixée par l'article 4 pour les assurés obligatoires.

Il en sera de même pour les fermiers du même âge qui auront rempli les mêmes conditions et fait le double versement prévu à l'article 2 sous la réserve que le prix de leurs fermes ne dépassera pas le chiffre global de six cents francs (600 fr.)

Si les versements annuels minima prévus au paragraphe 2 du présent article n'ont pas été effectués pendant le nombre d'années prévu aux alinéas précédents, la bonification sera réduite dans la même proportion que le nombre d'années de versements.

Les avantages prévus par les articles 6, 8 et 9 de la présente loi seront accordés aux personnes visées au présent article qui, depuis la mise en vigueur de cette loi ou depuis l'âge de dix-huit ans, auront chaque année versé à l'une des caisses indiquées à l'article 14 la contribution minimum de neuf francs (9 fr.).

L'article 7 de la présente loi est étendu aux personnes visées au deuxième alinéa du présent article. De plus, pour ceux des

intéressés de la période transitoire qui seraient à soixante-cinq ans dans les conditions requises pour bénéficier des allocations de la loi d'assistance, la bonification de l'État sera portée à un chiffre égal à celui de la bonification accordée aux assurés obligatoires de même âge, pourvu que les versements facultatifs de l'intéressé aient été de 18 francs pour chaque année écoulée depuis la mise en vigueur de la présente loi.

Les assurés facultatifs désignés au présent article et qui occupent des salariés faisant partie ou non de leur famille sont tenus, à l'égard de ces salariés, aux versements obligatoires des employeurs tels qu'ils sont fixés par l'article 2 ci-dessus.

Art. 40. — Les étrangers naturalisés n'auront droit au bénéfice des articles 4, 7 et 36 de la présente loi que s'ils ont été naturalisés avant l'âge de cinquante ans.

Vu :
Nancy, le 29 mai 1911
Le Président de la thèse
A. CHRÉTIEN

Vu et permis d'imprimer
Nancy, le 1^{er} juin 1911
Le Recteur de l'Académie
CH. ADAM
Correspondant de l'Institut.

Vu :
Nancy, le 30 mai 1911
Le Doyen
E. BINET

BIBLIOGRAPHIE

1° PÉRIODIQUES

Bulletin de l'office du travail.

DALLOZ.— Recueil général de jurisprudence.

Economiste français.

Journal de droit international privé.

Musée social.

Questions pratiques de législation ouvrière.

Revue de droit international et de législation comparée.

Revue de droit international privé et de droit pénal international.

Revue d'économie politique.

Revue politique et parlementaire.

SIREY.— Recueil général des lois et arrêts.

2° OUVRAGES ET ARTICLES DE REVUE

ALFASSA (Maurice.).— L'Association internationale pour la protection des travailleurs (Revue politique et parlementaire, 1904, t. 1^{er} p. 330).

Annuaire d'économie politique et statistique.

Annuaire statistique de la France. Paris, Imprimerie nationale.

AUVILLAIN (Louis.). — Les Ouvriers étrangers en France et les accidents du travail. Thèse de Paris, 1904-1905.

AMIEUX. — Quatrième assemblée générale de l'association

- internationale pour la protection des travailleurs (Questions pratiques de législation, 1907, p. 27).
- BARRIER. — La Police des étrangers en France et la taxe de séjour. Thèse de Paris. Rousseau, 1899.
- BARRAULT. — L'Assurance ouvrière et les ouvriers étrangers (Questions pratiques de législation, 1907).
- BAZIRE. — Des Conditions du travail imposées aux entrepreneurs dans les adjudications de travaux publics. Thèse de Poitiers, 1898.
- BÉRARD. — L'Invasion des étrangers et la taxe de séjour. Rapport présenté à la Société d'économie politique de Lyon, 15 mars 1886.
- BELLOM. — Les Lois d'assurances ouvrières à l'étranger (Revue politique et parlementaire, 1899).
- BERNARD DE JANDIN. — Des Professions que les étrangers peuvent exercer en France. Thèse de Paris. Pedone, 1898-1899.
- BLANC (A.). — L'Immigration en France. Thèse de Lyon, 1900-1901.
- BLANQUI. — Les Classes ouvrières en France pendant l'année 1848.
- BLUNSCHLI. — Le Droit international codifié. Paris, Guillaumin, 1886.
- BOISSONNADE. — Revue de synthèse historique.
- BERTHEAU. — De la Police des étrangers en France. Clunet, 1887, p. 583.
- BRENTANO. — La Réglementation internationale de l'industrie (Revue d'économie politique, mars-avril 1910).
- BRANTZ. — L'Association pour la protection légale des travailleurs. (Revue sociale catholique. Louvain, décembre 1906).
- Législation du travail comparée et internationale : Paris, Lecoffre, 1903.
- Bulletin de l'Institut international de statistique.
- CABOUAT. — Traité des accidents du travail. Paris, Larose, 1901.
- CALBOLI (P. DI). — L'Assistance aux étrangers en France (la Revue, 15 novembre 1906).

- L'Italie vagabonde. Paris, 1893.
- L'emigrazione italiana in Francia.
- CHANDÈZE. — De l'Intervention des pouvoirs publics dans l'émigration et l'immigration au XIX^e siècle. Thèse de Paris, Dupont, 1897-1898.
- CLERCQ (DE). — Recueil général des traités de la France. Paris, Pedone, 1880.
- COHENDY. — Recueil de lois industrielles. Paris, Berger-Levrault, 1905.
- COPINEAU et HENRIET. — De la Condition des étrangers en France au point de vue de la résidence et de la profession. Clunet, 1886 et 1896.
 - Les Étrangers en France. — Commentaire de la loi du 8 août 1893 (Lois nouvelles, 1895, p. 156).
 - Questions relatives à la loi sur le séjour des étrangers en France (France judiciaire, 1895. 1. 214).
- DARRAS. — Observations sur le séjour des Allemands en France (Gazette du Palais, 23 novembre 1888).
- DEMANGEAT. — Histoire de la condition des étrangers dans l'ancien et le nouveau droit. Paris, Joubert, 1844.
- DEROUIN et WORMS. — Les Étrangers au point de vue de l'assistance et des secours charitables. Clunet, 1890, p. 545.
 - Traité d'assistance publique. Paris, 1905.
- DURAND (Jules). — Notes sur la résidence des étrangers en France. Clunet, 1889, p. 518.
- LE FEBVRE (Yves). — L'Ouvrier étranger et la protection du travail. Thèse de Paris, Jacques, 1900-1901.
- FÉRAUD-GIRAUD. — Réglementation de l'expulsion des étrangers. Clunet, 1890, p. 414.
- FRÉZOULS (P.). — Les Ouvriers étrangers en France devant les lois du travail et de la prévoyance sociale. Thèse de Montpellier, 1908-1909.
- GEMAHLING. — La Lutte syndicale contre les sous-concurrences ouvrières. Paris, Bloud, 1910.
- GAMARD (René). — L'Émigration européenne au XX^e siècle. Paris, Colin, 1906.
- HENRICOURT (C^{te} DE). — Les Ouvriers agricoles belges en France.

- Brochure. Bruxelles, Imprimerie des Trois-Rois, 1899.
- HUGON, — Les Sociétés de secours mutuels en France et à l'étranger.
- JAY (Raoul). — La Protection légale des travailleurs. Paris, Larose, 1904.
- JEAN. — Commentaire de la loi du 8 août 1893 (Bulletin commentaire des lois nouvelles, 1894, p. 145).
- LAGNEAU. — De l'Immigration en France.
- LAINÉ. — Introduction au droit international privé. Paris, Pichon, 1892.
- LAVELEYE (DE). — Grandeur et décadence de l'internationale (Revue des Deux-Mondes, 15 mars 1880).
- LEROY-BEAULIEU. — La Taxe des étrangers en France et hors de France (Économiste français, 8 janvier 1898).
- La question des étrangers en France au point de vue économique. Clunet, 1898, p. 169 (Économiste français, 2 septembre 1893).
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France. Paris, 1901.
- LOUBAT. — Les Accidents du travail en droit international. Paris. Librairie générale de Droit, 1911.
- Traité sur le risque professionnel. Paris, Chevalier, Marescq, 1900.
- MAHAIM. — La Protection internationale ouvrière (Revue économique internationale, novembre 1906).
- MARTIN. — De la Situation des ouvriers étrangers en France au point de vue des assurances ouvrières. Thèse de Châlons-sur-Marne, 1908-1909.
- MARTIN SAINT-LÉON. — La Protection légale des travailleurs. Documents, Musée social, octobre 1906.
- MARTENS (DE). — Recueil général des traités. Leipzig, Dietrich, 1900.
- MAS, — La Main-d'œuvre étrangère en France (Revue politique et parlementaire, mars, 1894).
- MAURY. — Les Retraites ouvrières et paysannes (Revue bleue, 30 avril 1910).
- MAZOYER. — Les Conditions du travail dans les chantiers de la Ville de Paris. Thèse de Paris, 1899-1900.

- MÉTIN. — Les Traités ouvriers. Paris, Colin, 1908.
- MICHEL. — La Taxation des étrangers en France (Économiste français, 16 février 1907).
- MILLERAND. — Les Traités de travail, la réunion de Bâle (Revue politique et parlementaire, 10 octobre 1904).
- OUBERT. — Conditions du travail dans les adjudications de travaux publics. Thèse de Dijon, 1900.
- PASCÀUD. — De l'Admission et de l'expulsion des étrangers. Paris, 1889.
- PAYEN. — Les Étrangers en France (Économiste français, février 1907).
- PEY. — La Situation des étrangers en France (Annales de la Société d'économie politique de Lyon, 1894).
- PIC. — Traité de législation industrielle. Paris, Rousseau, 1904.
- Condition juridique des travailleurs étrangers en France. Clunet, 1905 et 1906.
 - Condition légale des étrangers en France au point de vue de l'exercice des professions (Revue d'économie politique, juin 1901, p. 481.
 - Convention franco-italienne du travail (Revue générale de Droit international public, 1904).
 - Le Traité franco-italien (Questions pratiques de législation, 1904).
 - Les Congrès et l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs (Revue de droit international privé, 1905).
 - La loi du 9 avril 1898. Paris, 1898.
- Rapports de la commission italienne de l'émigration.
- RAYNAUD. — Accidents du travail des ouvriers étrangers. Thèse de Paris. 1901-1902.
- Réciprocité en matière d'accidents du travail étrangers (Questions pratiques de législation, 1^{er} avril 1903).
 - Le Traité de travail franco-italien du 15 avril 1904. Clunet, 1905.
 - Droit international ouvrier. Paris, Rousseau, 1906.
- REYNAUD (C¹). — La Colonie italienne d'Homécourt. Documents, Musée social. Paris, Rousseau, 1910.

- ROUARD DE CARD. — L'Assistance judiciaire et les étrangers en France. Paris, 1887.
- SACHET. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail. Paris, Larose, 1904.
- SAINT-ALBIN (DE). — État actuel de la réglementation internationale du travail. Thèse de Paris, Giard et Brière, 1907.
- SAINT-CHARLES (DE). — Le Risque professionnel de l'ouvrier étranger (questions pratiques de législation ouvrière, février 1901.
- SAMIE. — Les Ouvriers étrangers en France et le risque professionnel. Thèse de Poitiers, 1905-1906.
- SAPEY. — Les Étrangers en France sous l'ancien et le nouveau droit. Paris, Joubert, 1843.
- SAUZET. — Essai historique sur la législation ouvrière en France (Revue d'économie politique, 1892).
- SERRE (Édouard). — Les Ouvriers étrangers et la législation française sur les accidents du travail. Clunet, 1902.
- SURVILLE. — Les Ouvriers étrangers en France et les accidents du travail (Revue critique de législation et de jurisprudence, mai 1902).
- TCHERNOFF. — Du nouveau rôle de l'assistance internationale et du droit de séjour des étrangers (Revue de droit public, 1899, p. 86).
- TOUSSAINT. — Les Ouvriers étrangers en France et les accidents du travail. Thèse de Nancy, 1909.
- VACHEROT. — Législation nouvelle des étrangers (Revue politique et parlementaire, 10 octobre 1906).
- VALLEROUX (Hubert). — La Dernière loi sur les étrangers (Économiste français, 5 janvier 1895).
- VAN LAER. — La Taxe sur les étrangers (Réforme sociale, 1891).
- VINCENT et PÉNAUD. — Dictionnaire de droit international privé. Paris, Larose, 1887.
- WEISS. — Traité théorique et pratique de droit international privé. Paris, Larose, 1894.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — Droit d'établissement.....	28
CHAPITRE II. — Droit à la liberté du travail.....	58
CHAPITRE III. — Liberté d'association.....	90
CHAPITRE IV. — Droit à l'assistance.....	100
CHAPITRE V. — Protection du travail.....	131
CHAPITRE VI. — Lois de prévoyance.....	171
SUPPLÉMENT. — Les Voyageurs de commerce.....	200
ANNEXE.....	207
Convention franco-belge du 4 mars 1897.....	207
Traité franco-italien du 15 avril 1904.....	210
Arrangement franco-italien du 20 janvier 1906.....	216
Arrangement franco-italien du 9 juin 1906 suivi du règlement d'exécution.....	219
Convention franco-belge du 21 février 1906.....	232
Convention franco-anglaise du 3 juillet 1909.....	234
Articles de la loi du 5 avril 1910 concernant spéciale- ment les étrangers.....	237
